



Comité de Formación Sindical
Comité de la Formation Syndicale
Trade Union Training Committee

Comité de la Formation Syndicale

Rapport sur les activités de formation syndicale
exécutées en 2011, les activités en 2012, les activités
prévues pour 2013 et les activités proposées pour 2014

26 - 27 avril 2012

Turin, Italie



Centre international de formation

TABLE DES MATIÈRES

- A. Résumé des conclusions de la réunion du Comité de la formation syndicale en 2011 et des actions menées.
- B. Rapport sur l'exécution du Programme 2011
 - B.1 Le système d'exécution didactique du Programme
 - B.2 Activités et participants en 2011
 - B.3 Cours réguliers
 - B.4 Autres activités à Turin et sur le terrain
 - B.5 Projets
 - B.6 Éducation à distance
 - B.7 Questions de genre
 - B.8 Liberté syndicale
 - B.9 Matériels didactiques
 - B.10 Évaluation
 - B.11 Rapports régionaux
 - a) Afrique
 - b) Amériques
 - c) Asie et Pacifique
 - d) Europe
 - e) États arabes
 - f) Activités inter-régionales
 - B.12 Technologies de l'information et de la communication
 - B.13 Rapport financier
 - B.14 Équipe des activités des travailleurs à Turin
 - B.15 Spécialistes du Centre de Turin, d'ACTRAV, de l'OIT et externes
 - B.16 Participation des travailleurs aux activités du Centre, y compris les cours bipartites et tripartites
- C. Rapport préliminaire pour 2012
- D. Propositions pour 2013 et plans indicatifs pour 2014

Annexes:

- Annexe 1 Conclusions du TUTC 2011
- Annexe 2 Résumé des descriptions de cours 2011
- Annexe 3 Cours réguliers 2011 par région
- Annexe 4 Cours réguliers (répartition par région 2000-2011)
- Annexe 5 Activités à Turin en 2011, hors cours réguliers et projets
- Annexe 6 Activités sur le terrain en 2011, hors projets
- Annexe 7 Activités liées à un projet exécutées en 2011 par région
- Annexe 8 Activités d'apprentissage à distance exécutées en 2010 par région
- Annexe 9 Répartition selon le genre
- Annexe 10 Évaluation
- Annexe 11 Activités financées ou cofinancées par ACTRAV
- Annexe 11bis Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne
- Annexe 12 Liste des spécialistes
- Annexe 13 Tableaux détaillés des activités bipartites et tripartites
- Annexe 13bis Tableau détaillé des Académies
- Annexe 14 Cours réguliers 2012
- Annexe 15 Activités prévues et exécutées en 2012
- Annexe 16 Plans indicatifs pour 2013
- Annexe 17 Généralités sur le programme

A. Résumé des conclusions de la réunion du Comité de la formation syndicale en 2011 et des actions menées.

Lors de sa 30^{ème} réunion, tenue les 12 et 13 mai 2011 à Turin, le Comité de la formation syndicale (TUTC) est arrivé à un consensus sur les grands points ci-dessous (le texte complet des conclusions de la 30^{ème} réunion du TUTC figure à l'annexe 1). Le Comité de la formation syndicale:

- Exprime son inquiétude face au déséquilibre structurel encore non résolu de la base de financement du Centre et demande une synergie accrue entre le Centre et la coopération technique de l'OIT et d'autres moyens d'action afin de mobiliser des ressources plus prévisibles.
- Demande à la directrice du Centre de présenter un document de stratégie destiné à renforcer l'intégration du Centre avec le BIT et contenant une référence plus marquée aux normes internationales du travail et aux valeurs, principes et approche tripartite de l'Organisation et de son Agenda du travail décent.
- Réitère sa préoccupation face à l'émergence d'une « approche de marché » pour le soutien au Centre, qui pourrait avoir des conséquences néfastes sur la formation sur des sujets d'intérêt majeur pour les travailleurs et le mandat de l'OIT en général, et demande une évaluation approfondie des activités de formation telles que les académies en ce qui concerne leur contribution au développement des capacités des constituants.
- Demande l'application d'une stratégie de financement effective pour le Programme des travailleurs, qui a été fortement touché par la réduction des sources traditionnelles de financement des activités du Centre.
- Encourage la politique du Centre sur les cours bi- et tripartites, avec une représentation accrue des partenaires sociaux et des plans d'étude adoptés de commun accord.
- Demande au Programme des activités pour les travailleurs de dresser une liste des spécialistes sur chaque sujet pertinent pour ses activités, afin de garantir une contribution accrue des travailleurs à toutes les activités organisées par le Centre.
- Appelle le Programme, en collaboration avec ACTRAV-Genève et les spécialistes régionaux de la formation des travailleurs, et en consultation avec la Secrétaire du groupe des travailleurs, à améliorer en permanence les capacités à identifier et à répondre aux besoins de formation et à mobiliser des ressources.
- Apprécie les efforts déployés par ACTRAV-Turin pour renforcer les capacités des syndicats, mais recommande de trouver un meilleur équilibre entre les activités sur le campus et sur le terrain, entre les initiatives de formation régionales et inter-régionales, entre les problématiques émergentes et celles axées sur des thématiques fondamentales comme les normes internationales du travail, la liberté syndicale, la négociation collective et la sécurité sociale et avec un accès équilibré pour les participants parlant des langues autre que l'anglais et l'espagnol.
- Organise pour toutes les régions des formations sur les sujets fondamentaux, tels que les relations d'emploi, les politiques salariales, l'organisation des travailleurs, la négociation collective, la sécurité sociale, le développement durable et les EMN, et continue à travailler sur les thèmes figurant à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail et sur les priorités du groupe des travailleurs, en vue de renforcer la pertinence des activités de formation proposées.
- Se félicite du nouveau cours de formation sur le travail décent conçu par ACTRAV-Turin pour aider les syndicats à intégrer les priorités des travailleurs dans les PPTD et le PNUAD, en se basant sur la Déclaration sur la justice sociale et les quatre piliers de l'Agenda du

travail décent.

- Appuie la sécurisation des ressources provenant des bailleurs de fonds pour les nouveaux projets du Programme, en bâtissant sur les expériences positives vécues en Europe et en Amérique latine, ainsi que par la participation constante du Programme aux activités de coopération technique d'ACTRAV-Genève.
- Évalue en permanence l'impact des activités de formation sur les syndicats des différentes régions, dans l'optique d'améliorer la qualité de la formation et de parvenir à l'impact le plus élevé possible aux niveaux régional et national.
- Poursuit et étend le développement des activités dans les États arabes.
- Insiste sur la nécessité de poursuivre les efforts de renforcement de la participation des femmes aux programmes de formation et de promouvoir l'intégration des questions de genre dans les cours.
- Tient à jour une base de données des structures et institutions de formation gérées par des syndicats à travers le monde, noue de nouveaux liens avec les collèges syndicaux dans l'optique de programmes de formation conjoints et soutient la coopération syndicale Sud-sud.
- Poursuit et étend le développement de matériel de formation, avec un accent plus important sur l'actualisation régulière du contenu et sur les nouveaux sujets d'intérêt pour les priorités des travailleurs.

À la lumière de ces recommandations, et après suivi de l'utilisation des ressources, le Programme des activités pour les travailleurs a mis en œuvre diverses actions visant à:

- a) exécuter les programmes de formation approuvés par le Comité (préparation et réalisation des cours avec ACTRAV-Genève et en coordination avec les programmes techniques et régionaux du Centre)
- b) revoir les plans d'études des cours réguliers afin de proposer une offre de formation englobant plus d'activités de suivi et des modules orientés vers une meilleure intégration entre les cours à Turin et sur le terrain
- c) mettre à jour les plans d'études et le calendrier des cours réguliers afin d'absorber les conséquences de la réduction de leur durée et ne prévoir des visites d'études que si elles sont étroitement liées au sujet du cours
- d) engager le Programme dans la conception et la réalisation d'activités traitant de l'impact de la crise économique et financière et de la réponse des syndicats à cette crise sur la base du contenu de la Déclaration sur la justice sociale
- e) engager le Programme dans la conception et la réalisation d'activités traitant de sujets transversaux tels que les PPTD
- f) engager le Programme dans la conception et la réalisation de plusieurs initiatives liées à des projets. En particulier, le Programme a mené des projets pour l'Afrique, l'Europe et l'Amérique latine
- g) trouver un équilibre entre les activités organisées au Centre, sur le terrain et à distance. Les activités sur le terrain étaient essentiellement régionales ou sous-régionales et ont toutes été réalisées avec le soutien des spécialistes d'ACTRAV dans les régions concernées
- h) réviser et produire des manuels de formation et matériels didactiques pour l'éducation des travailleurs
- i) soutenir l'intégration du Centre dans le BIT
- j) améliorer l'intégration d'ACTRAV-Turin dans la composante de formation des programmes de coopération technique gérés par ACTRAV-Genève
- k) étendre et poursuivre le développement des réseaux régionaux d'éducation des travailleurs et de recherche sur des sujets spécifiques
- l) chercher une interaction accrue avec la CSI et ses structures régionales lors de la

- détermination des priorités des activités de formation et des sujets centraux
m) promouvoir la participation des travailleurs aux cours généraux.

Plus précisément, des efforts ont été déployés pour concevoir et mettre en œuvre un nouveau programme de formation sur l'Agenda du travail décent, comprenant des modules sur les quatre piliers de cette stratégie et sur l'intégration avec l'action d'autres agences des Nations Unies; pour renforcer la stratégie d'intégration de la dimension de genre dans les activités du Programme; et pour améliorer la décentralisation de la gestion des activités d'enseignement à distance, grâce à une coopération accrue avec le département informatique du Centre, même si cela a causé quelques difficultés dans la mise en œuvre des activités d'enseignement à distance, qui n'ont pas encore été entièrement résolues. Il est également prévu de remanier le site Internet du Programme, pour diffuser plus d'informations sur les activités et programmes d'ACTRAV-Turin.

Un certain nombre de nouveaux projets ont été conçus, mais nous sommes toujours confrontés à des difficultés importantes pour obtenir des fonds pour les financer: c'est le cas du programme de formation sur le travail décent et le projet sur les entreprises multinationales.

Une coopération plus efficace avec ACTRAV et la CSI, les structures syndicales régionales et Global Unions est nécessaire pour obtenir de meilleurs résultats, ainsi qu'une stratégie renforcée du Centre pour mobiliser les ressources, provenant notamment de bailleurs tels que l'Union européenne et de nouveaux donateurs potentiels (pays BRICS).

B.0 Préface

En 2011, le programme des activités pour les travailleurs a atteint un niveau sans précédent, tant en termes du nombre d'activités présentielles qu'en termes du nombre de participants touchés. Grâce à l'engagement de toute l'équipe d'ACTRAV, le Programme est parvenu à ces bons résultats et a obtenu une évaluation positive des participants tout en réduisant significativement les dépenses moyennes par participant. Chaque membre de l'équipe mérite donc des remerciements, y compris ceux aux contrats à courte durée ou autres contrats précaires de cet ordre.

B.1 Le système d'exécution didactique du Programme

L'exécution didactique du Programme s'articule en:

- cours réguliers résidentiels à Turin d'une durée de deux semaines + visites d'étude (le cas échéant)
- cours et ateliers sur le terrain et à Turin (généralement, de 3 à 5 jours)
- activités d'éducation à distance, dont des cours mixtes (via la plateforme SoliComm)
- activités s'inscrivant dans le cadre de projets (financées par des institutions partenaires externes)
- activités de formation du personnel d'ACTRAV
- services de consultance pour l'organisation de cours ou d'ateliers par d'autres syndicats (Centres nationaux et/ou européens de Fédérations syndicales internationales)

Le Programme a pour principe de privilégier les domaines stratégiques, dans l'objectif général de renforcer les capacités des organisations de travailleurs au niveau national, régional et mondial:

- les normes internationales du travail (NIT) et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, notamment de la liberté syndicale et la négociation collective, et de l'utilisation du système de contrôle de l'OIT
- la mise en œuvre de la Déclaration sur la justice sociale et de l'Agenda du travail décent également dans le cadre du PNUAD
- les politiques de l'emploi et du développement, les politiques macroéconomiques relatives à la mondialisation et les stratégies de réduction de la pauvreté
- la protection sociale, la sécurité sociale et la sécurité et la santé au travail, avec une attention spéciale pour le VIH/sida
- la négociation collective et les conditions de travail avec un regard particulier sur les multinationales
- l'organisation et la gestion syndicales, les technologies de l'information et la communication syndicale
- les questions de genre et les droits des travailleuses
- le dialogue social et la législation du travail
- Le développement durable et les emplois verts
- les méthodologies de formation des cours résidentiels et à distance
- les cours sur mesure destinés aux fédérations syndicales internationales.

Une attention particulière est accordée à l'élargissement et à l'application des droits des travailleurs aux groupes les plus vulnérables, comme les travailleurs de l'économie informelle et des ZFE et les migrants, ainsi qu'à la mise à jour de nos cours selon l'Agenda de l'OIT et le Groupe des travailleurs ainsi que des organisations syndicales internationales. Plus de renseignements sur les généralités du Programme sont présentées à l'annexe 17.

Dans ces domaines stratégiques, et au travers d'un processus de consultation avec ACTRAV (à Genève et sur le terrain) et la Secrétaire du groupe des travailleurs, le Programme élabore et met continuellement à jour ses plans d'études centraux. Parmi ceux-ci, citons:

- les NIT et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail
- le renforcement des capacités des syndicats pour la promotion du travail décent
- l'élimination du travail des enfants
- les politiques pour l'emploi et le Pacte mondial
- la sécurité sociale
- la santé et sécurité au travail et le VIH/sida
- l'analyse économique et financière des entreprises pour la négociation collective
- la négociation collective
- les relations de travail et les travailleurs de l'économie informelle
- le dialogue social
- l'économie internationale et l'économie politique
- le renforcement des capacités de gestion et d'organisation des syndicats
- la communication pour les syndicats
- les droits des travailleuses
- les technologies de l'information pour les syndicats
- l'enseignement à distance en ligne pour les organisations syndicales
- la méthodologie de la formation et les systèmes de formation syndicale
- les programmes sur mesure pour les organisations syndicales
- Le renforcement des capacités de promotion de l'agenda des travailleurs dans les PPTD et le PNUAD (nouveau)

B.2 Activités et participants en 2011

En 2011, le Programme a organisé **79 activités didactiques: 10 cours réguliers** (en réalité il y avait 11 cours réguliers, mais le cours pour les États arabes prévu pour la fin 2011 a dû être reporté à janvier 2012 en raison de conflits d'emplois du temps avec des réunions syndicales programmées en novembre/décembre 2011), **7 activités se sont déroulées à Turin et 59 sur le terrain (74,7% du total : 22.8% de plus qu'en 2010) et 3 cours d'enseignement à distance**. L'annexe 2 contient un résumé de toutes les activités.

Cinquante-quatre activités ont été totalement financées ou cofinancées par des projets (70.7% du total) et se sont adressées à 1 441 participants (72.7% du total et 851 de plus qu'en 2010): 5 à Turin, 48 sur le terrain, et 1 en ligne.

En 2011, 1 982 participants ont pris part au Programme, enseignement à distance compris, contre 1 218 en 2010, soit une augmentation de 62,7% (voir Tableau 1). En 2011, la répartition des participants était la suivante: 1 157 hommes (58,4%) et 825 femmes (41,6%), avec une hausse importante de la participation des femmes (+3%).

Cette croissance des activités organisées par le programme est presque exclusivement due aux ressources mises à disposition par les nouveaux projets financés par les anciens bailleurs de fonds du Programme des travailleurs (UE, Espagne et Communauté wallonne), mais les conséquences de la diminution des ressources captives suite à la réduction de la contribution volontaire de l'Italie au Centre a eu un impact sur la répartition équilibrée des cours entre les différentes régions. **Les régions les plus touchées par cette réduction ont été les États arabes et l'Asie-Pacifique, dans lesquelles aucun projet déterminé n'a été disponible, et l'Afrique qui n'a reçu qu'une contribution très limitée par nouveaux projets. Les activités inter-régionales quant à elles ont été en partie touchées.** On observe néanmoins une évolution positive en 2011 liée à de nouvelles activités réalisées en partenariat avec les FSI et les syndicats des pays de l'OCDE, qui montrent un nouveau domaine potentiel pour le Programme des travailleurs à Turin.

Dans ce cadre **une bonne gestion des ressources a permis d'offrir un nombre record d'activités au nombre de participants le plus élevé depuis le début du Programme d'activités pour les travailleurs: 2 640 390,00 euros ont été dépensés pour former 1 982 participants (soit un coût moyen par participant de 1 332 euros en 2011), alors qu'en 2008, la deuxième meilleure année en termes de nombre de participants, le coût moyen par participant s'élevait à 1 716 euros.** Ces efforts ont également engendré une augmentation de la charge de travail pour les

membres de l'équipe d'ACTRAV à Turin.

Ces nouvelles conditions de travail du Programme des travailleurs ont provoqué une modification de l'équilibre entre les activités sur le terrain (59 contre 28 en 2010) et les activités basées à Turin, avec une baisse de la durée moyenne des cours sur le terrain.

Les activités de 2011 ont porté sur les sujets suivants :

- Protection sociale et sécurité sociale (15)
- Mondialisation, crise économique mondiale, Pacte mondial pour l'emploi (5)
- Développement durable et emplois verts (3)
- Salaires, emploi et sécurité sociale (3)
- NIT, liberté syndicale (5)
- Approche intégrée de l'agenda du travail décent (4)
- Dialogue social (13)
- SST et VIH/sida (15)
- Négociation collective (4)
- Organisation syndicale (2)
- Travailleurs précaires (4)
- Relations professionnelles, relations d'emploi (2)
- intégration des questions de genre (2)
- Autre (2)

Presque toutes les activités couvrent plusieurs objectifs de l'OIT au-delà de celui lié au renforcement des capacités des organisations de travailleurs. Un format différent sera mis en œuvre dans les futurs rapports avec un lien plus explicite à l'approche axée sur les résultats, suite également au nouveau plan stratégique du Centre approuvé en Novembre 2011 par le Conseil d'Administration du CIF-OIT.

Les invitations des organisations à participer aux activités ont été approuvées par la Secrétaire du Groupe des travailleurs.

Tableau 1: Participation annuelle 2002 à 2011

Année	Participants
2002	865
2003	688
2004	962
2005	835
2006	1 065
2007	1 565
2008	1 833
2009	1 268
2010	1 218
2011	1 982

Tableau 2: Participants aux activités du programme par région 2012

Région	Hommes	Femmes (différence avec 2009)	Total
Afrique	53%	47% (+13%)	171
Amérique latine	58%	42% (+5%)	1 040
Asie et Pacifique	61%	39% (+1%)	235
Europe	59%	41% (+3%)	514
États arabes	76%	24% (-26%)	21
CEI			1
TOTAL	1 157	825	1 982

Tableau 3: Participants aux activités du Programme en 2011 et journées de formation, par type d'activité

Type d'activité	Participants			Journées de formation	
	Nombre	%	Diff. 2010	Nombre	%
Cours réguliers (Turin)	146	7,4	- 61	1 894	22,3
Autres activités (Turin)	186	9,4	- 43	693	8,2
Activités sur le terrain	1 557	78,5	+ 950	4 903	57,8
Activités mixtes (terrain + à distance)	0	0	- 20	0	0
Total présentiel	1 889	95,3	+ 826	7 490	88,3
Enseignement à distance	93	4,7	- 62	987	11,7
TOTAL	1 982	100,0	+ 764	8 477	100,0
<i>Projets</i>	<i>1 441</i>	<i>72,7</i>	<i>+ 845</i>	<i>4 768</i>	<i>56,2</i>

B.3 Cours réguliers

Le Programme a organisé 11 cours réguliers en 2011; 10 furent mis en œuvre en 2011 et 1 (pour la région arabe) a été reporté à janvier 2012 car il coïncidait avec d'importantes réunions syndicales organisées dans cette région.

Dix cours réguliers se sont déroulés en résidence à Turin en 2011 et ont concerné 146 participants (7,4% du total), pour un total de 1 894 journées de formation (22,3% du total), soit une moyenne de 13,14 jours par participant. Six cours réguliers ont inclus une visite d'étude auprès d'une organisation syndicale possédant un savoir-faire spécialisé en rapport avec la matière du cours.

Depuis 2008, la durée des cours réguliers organisés à Turin est de deux semaines (plus, le cas échéant, une semaine de voyage d'études auprès d'une organisation syndicale nationale possédant un savoir-faire spécialisé en rapport avec la matière du cours). La réduction de la durée de ces cours implique de chercher un meilleur équilibre entre les questions institutionnelles transversales de chaque cours régulier (NIT, mouvement syndical international, mondialisation, genre, liberté

syndicale et Déclaration sur la justice sociale) et le contenu central spécifique du cours, y compris dans le volet en ligne qui précède les cours réguliers.

L'exécution annuelle des cours réguliers du Programme est déterminée sur une base cyclique pour chaque région (voir annexe 4), mais le calendrier des cours réguliers pour 2011 a aussi été établi **pour soutenir l'objectif de formation visant à renforcer les capacités des syndicats dans le domaine de la liberté syndicale, la réforme syndicale, l'organisation et la négociation collective.** Par conséquent, 6 des 12 cours réguliers se sont consacrés à ces thèmes.

En outre, un nouveau plan d'étude a été testé en 2011. Il porte sur le renforcement des capacités pour la promotion de l'agenda des travailleurs dans les PPTD et le PNUAD (activité inter-régionale) en lien avec le nouveau projet élaboré par le Programme.

Trois cours ont été menés en anglais, un en français, deux en espagnol, un en portugais, un en russe et anglais, un en français et anglais et un en anglais et espagnol (ces trois derniers, avec interprétation simultanée). **Un cours pour l'Afrique a été dispensé en anglais et en français** pour favoriser l'intégration et l'échange d'expériences entre les deux grands groupes linguistiques du continent.

Trois ont été menés pour l'Afrique, deux pour les Amériques, deux pour l'Asie-Pacifique, un pour l'Europe et deux pour un public inter-régional (l'un d'eux pour l'Afrique lusophone et le Brésil).

Les cours réguliers étaient les suivants :

AFRIQUE

- A1-04020 **Formation à la Déclaration sur la justice sociale et au Pacte mondial pour l'emploi** (en anglais)
Voyage d'étude: Vienne (ÖGB)
- A1-04027 **Formation à la négociation collective pour les syndicats** (en français et en anglais)
- A1-02575 **Formation à la liberté syndicale et à la Réforme structurelle des syndicats** (en français)
Voyage d'étude: Paris (CGT-FO) et Bruxelles (CSC, FGTB, GCSLB)

AMÉRIQUES

- A2-04019 **Formation à la négociation collective pour les syndicats** (en espagnol)
Voyage d'étude: Espagne (CC.OO.)
- A2-04025 **Formation syndicale sur l'organisation et la réforme des syndicats** (en espagnol)
Voyage d'étude: Espagne (UGT)

ASIE-PACIFIQUE

- A3-04018 **Formation syndicale aux Normes internationales du travail et à la liberté syndicale** (en anglais)
Voyage d'étude: Allemagne (FES)
- A3-04024 **Formation à l'analyse économique et financière des entreprises pour la négociation collective** (en anglais)
Voyage d'étude: Japon (JILAF)

EUROPE

- A4-02565 **Formation à la sécurité sociale**(en russe et en anglais)

INTER-RÉGIONAUX

- A9-04021 **Formation syndicale sur les normes internationales du travail et les droits fondamentaux**(en portugais pour l'Afrique et le Brésil)
Voyage d'étude: Portugal (CGT-P Intersyndical)
- A9-04028 **Formation au renforcement des capacités syndicales pour la promotion du travail décent**(en anglais et espagnol)

ÉTATS ARABES

- A5-04026 **Vers un syndicalisme démocratique et le travail décent** (en arabe)
Reporté à janvier 2012 (d'une durée d'une semaine avec 15 participants, 11 hommes et 4 femmes, non pris en compte dans les statistiques de 2011)

Tous les cours réguliers ont été gérés et dispensés par le personnel du Programme. Des spécialistes ont été appelés pour traiter des volets spécifiques. L'annexe 3 donne de plus amples détails sur les cours réguliers.

B.4 Autres activités à Turin et sur le terrain

Parallèlement à ses cours réguliers, le Programme a mené de nombreuses activités en présentiel à Turin et dans les différentes régions. En 2011, le Programme a réalisé **66 cours ou activités, dont 7 à Turin et 59 sur le terrain.**

1 743 participants ont pris part à ces activités: 1 557 sur le terrain (78,5% du total), avec 4 903 journées de formation (57,8% du total) et **186 à Turin** (9,4% du total), avec 693 journées de formation (8,2% du total), soit une moyenne de 3,21 jours de formation par participant.

48 de ces activités (81,3% de ce type d'activités) **s'inscrivaient dans le cadre de projets** bénéficiant d'un financement extérieur (voir section suivante).

Les listes complètes des activités organisées à Turin, sur le terrain et dans le cadre d'un projet sont présentées respectivement aux annexes 5, 6 et 7.

Les activités organisées à Turin se sont réparties comme suit :

Asie-Pacifique	2
Europe	3
Inter-régionales	2

Les activités sur le terrain se sont réparties comme suit :

Afrique	5
Amérique latine	29
Asie-Pacifique	7
Europe	17
États arabes	1

B.5 Projets

Les projets menés par le Programme consistent en des engagements pluridisciplinaires à long terme financés par des organisations extérieures. **En 2011, le Programme a mené 54 activités dans le cadre des six projets suivants**, qu'il gérait directement :

- **Renforcement de l'action syndicale en matière de sécurité sociale** (2^{ème} phase)
Sponsor: Gouvernement espagnol
Activités: Vingt-neuf activités sur le terrain, et une en ligne

- **Travail décent pour les travailleurs du commerce (en partenariat avec UNI-Europe)**
Sponsor: Commission européenne
Activités: Six activités réalisées en: Bulgarie, Croatie, Pologne, Macédoine, Bruxelles et Turin
- **Travail décent pour les travailleurs du transport (en partenariat avec ETF)**
Sponsor: Commission européenne
Activités: Sept activités réalisées en: Roumanie, Hongrie, Lituanie, Turquie et Bruxelles (trois activités)
- **Projet sur les droits au travail pour les travailleurs précaires (en partenariat avec ETUC)**
Sponsor: Commission européenne
Activités: Quatre activités réalisées en: Espagne, Pologne, Hongrie et Turin
- **Renforcement des capacités institutionnelles des organisations de travailleurs et d'employeurs pour une contribution efficace aux processus nationaux du Pacte mondial pour l'emploi et à la relance économique (2010/2011)**
Sponsor: Gouvernement italien
Activités: Deux activités menées en Indonésie et en Jordanie et appui à un cours régulier pour l'Afrique à Turin et à une activité pour la région Asie-Pacifique à Singapour
- **Le projet de la communauté Wallonne en collaboration avec le CIF-OIT** a financé une activité au Rwanda pour la sous-région des grands lacs et a apporté son soutien à un cours régulier pour l'Afrique à Turin

Pour plus de renseignements, se référer à l'annexe 7.

Deux activités en Afrique portant sur la validation et le test préliminaire d'un manuel sur la SST et le VIH-SIDA ont été cofinancées par l'Agence suédoise de développement international (ASDI) dans le cadre d'un projet géré par ACTRAVA Genève.

B.6 Éducation à distance

L'enseignement à distance par communication informatique fait désormais partie intégrante de l'offre didactique du Programme, mais en 2011 nous avons eu quelques difficultés liées au transfert de la gestion de SoliComm aux Services informatiques du Centre et aux modifications apportées au logiciel utilisé par SoliComm et à sa conception. Ces problèmes devraient être résolus en 2012 en favorisant un usage de l'enseignement à distance élargi, plus décentralisé et convivial.

Tableau 4: Activités d'enseignement à distance (2002-2011)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Nombre Total de cours	3	3	8	6	7	10	13	17	5	3
Total participants/final	57	49	96	119	167	190	327	245	155	93
Moyenne participants/ Cours	19	16	12	20	24	19	25	15	31	31

En 2011, le Programme des activités pour les travailleurs de Turin a organisé **trois cours d'éducation à distance** pour les Amériques (dont un dans le cadre d'un projet).

93 participants ont été ainsi formés (12,7% du total), dont 41 femmes (44,1%), pour un total de 987 journées de formation (11,7% du total).

L'annexe 8 donne la liste complète des cours à distance.

B.7 L'aspect Genre

Les résultats enregistrés par le Programme en 2011 en rapport avec l'intégration des questions de genre et la participation des femmes aux activités sont présentés dans l'annexe 9.

Le pourcentage total de participantes à l'ensemble des cours d'ACTRAV-Turin s'est élevé à 41,6% (soit une hausse de 3,6% par rapport à l'année précédente).

Cette amélioration des résultats en termes de nombre de participants met néanmoins en évidence des éléments non satisfaisants, confirmés par une baisse de la satisfaction des participants en matière des questions de genre constatée dans les questionnaires d'évaluation des cours.

La participation des femmes en Asie est passée de 38% en 2010 à 39% en 2011, elle est passée en Europe de 38% à 41%, en Afrique de 34% à 47% et dans les Amériques de 38% à 42%.

La participation des femmes aux 10 cours réguliers est de 47%, soit 4% de plus qu'en 2010, mais toujours loin de l'objectif de 50%, qui n'a été atteint que dans les Amériques où elle s'élève à 57%. Le pourcentage de participantes aux cours réguliers pour l'Asie est passé à 47% (+14%) ; l'Afrique est passée à 42% (+2%), et l'Europe à 42% (+3%).

Dans les activités sur le terrain, le taux général était de 43% (+8%) alors qu'au sein des cours d'enseignement à distance, le taux général de participation des femmes était de 44% (+3%).

Les programmes de formation d'ACTRAV abordent la dimension de genre des sujets traités dans les cours. ACTRAV encourage la discussion sur les problèmes particuliers rencontrés par les travailleuses tant avec les experts qu'au sein des groupes.

Les résultats enregistrés pour la participation féminine montrent que nous devons poursuivre ces tendances positives et élaborer, en étroite collaboration avec le Programme des questions de genre du Centre, une analyse spécifique de la situation dans chaque région pour trouver les moyens les plus efficaces de pérenniser une participation élevée des femmes aux activités du Programme et d'intégrer une perspective de genre dans nos cours, également par le biais d'activités spécifiques sur la discrimination de genre et les conditions de vie et de travail des travailleuses. Une opportunité sera offerte par le nouveau programme sur les travailleurs domestiques qui sera mis en œuvre à partir de 2012.

Le programme d'activités pour les travailleurs d'ACTRAV-Turin continuera à encourager les syndicats à désigner plus de femmes syndicalistes pour les activités de formation (en fixant des critères de sélection spécifiques et des exigences explicites).

B.8 Liberté syndicale et droit à la négociation collective

La liberté syndicale et le droit à la négociation collective constituent des éléments essentiels des activités du Programme, et bénéficient d'une coopération de longue date avec les programmes techniques du Centre concernant les normes internationales du travail et le dialogue social. Tous les cours réguliers prévoient une séance sur la liberté syndicale et les normes internationales du travail.

En 2010, la liberté syndicale a été l'une des thématiques principales de six des douze cours réguliers.

Le Programme a également réalisé 23 activités à Turin et sur le terrain ayant comme principal

sujet la liberté syndicale et la négociation collective. Ces activités sont énumérées aux Annexes 3, 5, 6, 7 et 8.

B.9 Matériel didactique

En 2011, deux manuels de formation intitulés « *Développement durable et travail décent: un manuel de formation pour les travailleurs africains* » et « *Formation syndicale à la sécurité et la santé au travail* » ont été élaborés pour la région Afrique.

Les manuels de formation suivants ont aussi été produits par ACTRAV-Turin pour l'Amérique latine en 2011:

- « Normes internationales du travail », module initial et guide du formateur.
- « Les programmes par pays pour le travail décent et les plans cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement »
- « Santé et sécurité au travail et genre »: module de formation et guide du formateur.
- « Protection sociale »: Modules de base et de spécialisation, modules de formation et guide du formateur.
- « Manuel de formation sur l'Initiative pour un socle de protection sociale », module de formation et guide du formateur.

B.10 Évaluation

Le Programme procède à une évaluation détaillée de ses cours. En 2011, les participants à ces cours ont accordé au Programme une note globale de 4,36 sur 5. Un aperçu plus détaillé des évaluations réalisées par les participants en 2010 figure à l'annexe 10.

Le Programme doit encore déterminer comment recevoir des commentaires et des évaluations non seulement des participants, mais aussi des organisations invitées à les désigner.

Une fois de plus, le Programme se classe au-dessus de la moyenne du Centre en termes de notes d'évaluation. Cependant, la satisfaction relative à l'information préliminaire (3,73) et l'intégration des questions de genre (4,6) figure encore parmi les notes les plus basses de notre programme. Cependant les questions de genre ont connu la meilleure progression dans l'évaluation (+0,13 par rapport à 2010). La qualité d'ensemble des activités a reçu une note de 4,51, avec 94% de réponses entre 4 et 5, tandis que l'organisation des activités/le secrétariat et les personnes ressources ont reçues respectivement 4,57 et 4,55: un bon résultat.

L'évaluation de suivi réalisée par le Centre pour la première fois de manière plus systématique a donné de bons résultats en comparaison à la moyenne du Centre:

- | | |
|--|-------------------|
| • Grande ou très grande amélioration des compétences | 78% (CIF OIT 66%) |
| • Grande ou très grande amélioration des performances professionnelles | 79% (CIF OIT 55%) |
| • Grande ou très grande amélioration des performances organisationnelles | 47% (CIF OIT 25%) |
| • Utilisation des réseaux établis | 46% (CIF OIT 24%) |

B.11 Rapports régionaux

Afrique

L'Afrique a retrouvé une forte croissance économique depuis 2010. Toutefois, cette croissance a été alimentée en grande partie par le secteur des matières premières, dont les liens avec le reste de l'économie sont très limités. En outre, ce secteur dispose d'une base de production étroite et présente de faibles taux d'absorption de main-d'œuvre, une situation qui a créé un énorme écart entre la

croissance et la reprise de l'emploi, avec des implications très importantes pour la réalisation du développement inclusif, la lutte contre la crise de l'emploi sans précédent à laquelle doivent faire face les jeunes et les femmes, la réduction des inégalités et la réduction de la pauvreté.

Dans l'accomplissement de leur engagement à mettre en œuvre le mandat constitutionnel de l'OIT sur la base des normes internationales du travail et à placer le plein emploi productif et le travail décent au centre de leurs politiques économiques et sociales, quelque 31 pays africains sont actuellement occupés à appliquer un programme par pays de promotion du travail décent (PPTD). ACTRAV-Turin s'attelle à assurer la contribution significative des syndicats africains à ce processus. En tant que bras de formation d'ACTRAV, il continue à développer les connaissances et les compétences des travailleurs dans le monde entier, y compris en Afrique, sur: les effets de la mondialisation sur le monde du travail; les normes internationales du travail; les principes de l'OIT et les valeurs consacrées par la Déclaration de Philadelphie et la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux au travail; la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable; l'Agenda du travail décent; le Pacte mondial pour l'emploi; le travail forcé; le travail des enfants; les migrations de main-d'œuvre; l'égalité des genres; la négociation collective; l'organisation des travailleurs; la protection sociale; la santé et la sécurité au travail; le VIH/sida; l'économie verte et l'environnement; l'administration et l'inspection du travail; l'emploi; la recherche; la communication; les échanges commerciaux; et bien d'autres sujets connexes. Ses activités de formation sont orientées par les décisions du Comité de la formation syndicale et par les besoins exprimés par les organisations syndicales bénéficiaires. Elles visent à renforcer les capacités des dirigeants, spécialistes et activistes syndicaux afin de leur permettre de relever les défis posés par la mondialisation et de devenir les vecteurs de l'inclusion de l'ordre du jour des travailleurs dans la conception, l'adoption et la mise en œuvre des PPTD.

Durant la période à l'examen, ACTRAV-Turin a mené 8 activités de formation pour l'Afrique, dont 3 cours réguliers, tenus au CIF-OIT à Turin, et 5 activités dispensées sur le terrain. Y ont participé au total **158** représentants syndicaux, dont **83** hommes (52,53%) et **75** femmes (47,47%). Ces activités ont été menées après consultation d'ACTRAV-Genève, du responsable pour la région Afrique et des spécialistes de terrain. En outre, deux manuels de formation intitulés « *Développement durable et travail décent: manuel de formation pour les travailleurs africains* » et « *Formation syndicale sur la sécurité et santé au travail* » ont été développés. Le personnel d'ACTRAV, les spécialistes de l'OIT sur les emplois verts, et sur la Déclaration, des délégués de *Sustainlabour* ou de la CSI-Afrique et des collègues d'autres programmes techniques du Centre ont été impliqués en tant que personnes ressources dans la mise en œuvre des activités. Le contenu des cours a tenu compte des recommandations du Comité de la formation syndicale et du mandat de l'OIT sur le concept de travail décent et la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, qui a institutionnalisé l'Agenda du travail décent en tant que moyen d'action essentiel pour guider les efforts des mandants vers la réalisation des objectifs stratégiques indissociables, interreliés et qui se renforcent mutuellement que sont la création d'emplois, la protection sociale, le dialogue social et la promotion des normes fondamentales du travail, en particulier les droits d'organisation et de négociation collective.

Résumé des différentes activités de formation mises en œuvre en Afrique en 2011:

Formation syndicale sur la justice sociale pour une mondialisation équitable et le Pacte mondial pour l'emploi - Ce cours de trois semaines a réuni 13 représentants syndicaux, dont 6 femmes, d'un certain nombre de pays d'Afrique anglophone, du siège de la CSI-Afrique et de l'OUSA. Le cours, qui se composait de deux semaines au Centre de Turin et de trois jours de visite d'étude à Vienne auprès de la Fédération autrichienne des syndicats, a permis aux participants non seulement d'approfondir leur compréhension de l'impact de la mondialisation et de la crise économique mondiale sur le monde du travail, mais aussi de partager leurs expériences sur les nouvelles stratégies et approches pour la défense des intérêts des travailleurs. En outre, les participants ont élaboré des stratégies sur la façon de promouvoir la mise en œuvre de la Déclaration sur la justice sociale, du Pacte mondial pour l'emploi, des normes internationales du travail, du socle universel de protection sociale, etc.

Formation syndicale sur la liberté d'association et la réforme structurelle des syndicats - Un total de 18 participants, dont 8 femmes, représentant la COSYBU (Burundi), l'USTB (Burkina Faso), la CTTC (Comores), le CSAC (Cameroun), la CLTT (Tchad), la CSC et l'UNTC (République démocratique du Congo), l'OUSA (Accra), la CNTG (Guinée), la Fédération nationale des syndicats des ouvrières et des employés au Liban, la CSTM et l'UNTM (Mali, cette dernière représentant également représenté la CSI-Afrique), la SEKRIMA et la FESIMA (Madagascar), la CNT (Niger), la COTRAF (Rwanda), l'UDTS (Sénégal) et la CNTT (Togo) ont assisté au cours. Le cours se composait de deux semaines sur le campus et d'une semaine de visites d'étude à Paris et Bruxelles, auprès de Force Ouvrière et de la CSC, la FGTB et la CGSLB. La formation a contribué au renforcement des connaissances et de la compréhension des participants sur le rapport de recherche ACTRAV sur la fragmentation et la prolifération des syndicats en Afrique. Les participants se sont engagés à redonner vie aux réseaux syndicats et à poursuivre une stratégie commune pour inverser le phénomène.

Formation syndicale sur la négociation collective - Un total de 15 syndicalistes, dont 8 femmes, choisis parmi les centrales nationales suivantes: UNSTB (Bénin), USTB (Burkina Faso), USLC (Cameroun), UNTC-CS (Cap-Vert), UST (Tchad), GFL (Ghana), UNTGB (Guinée-Bissau), MCTU (Malawi), TUCNA (Namibie), USTN (Niger), UNSAS (Sénégal), NOTU (Ouganda) et trois fédérations syndicales internationales, à savoir l'IE, l'ITF et l'ISP, ont pris part à cette formation. Ce cours a permis aux participants de discuter de l'impact de la mondialisation et de la crise économique mondiale sur le monde du travail, de la négociation collective, des compétences et techniques de négociation, de la Déclaration l'OIT sur les entreprises multinationales, de l'égalité des genres, de la protection sociale pour un développement inclusif, de l'évolution des salaires et des stratégies mondiales pour la promotion du Pacte pour l'emploi et de l'Agenda du travail décent, des accords-cadres internationaux, des NIT et de leur pertinence dans la relance ainsi que dans la concrétisation de relations de travail saines.

Formation syndicale sur la validation d'un manuel de formation: développement durable et travail décent - Organisé avec l'appui du programme sur les emplois verts de l'OIT et d'ACTRAV-Genève, le cours a réuni 14 syndicalistes, dont 4 femmes, représentant la CSI-Afrique et les centrales nationales suivantes: NLC et TUC (Nigeria), NACTU (Afrique du Sud), TUCTA (Tanzanie), MCTU (Malawi), ZCTU (Zimbabwe), NOTU (Ouganda), GTUC (Ghana), COTU (Kenya), ainsi que trois fédérations syndicales internationales, à savoir l'IBB, l'ICEM et l'ISP. Ce cours a permis aux participants d'améliorer leurs connaissances sur les liens entre le changement climatique, l'emploi et le développement durable dans le cadre des PPTD. Il leur a également permis de mieux apprécier le lieu de travail en tant que théâtre d'une action efficace sur le changement climatique et le travail décent, la création d'emplois verts et l'action syndicale.

Formation syndicale sur l'administration et l'inspection du travail pour les syndicats de la Communauté d'Afrique de l'Est - Le cours a été suivi par 18 syndicalistes, dont 8 femmes, représentant le Conseil de coordination syndicale d'Afrique de l'Est (EATUC) et huit centrales nationales: COTU (Kenya), TUCTA (Tanzanie), NOTU (Ouganda), CESTRAR et COTRAF (Rwanda) et COSYBU et CSB (Burundi). Le cours visait à doter les participants des connaissances et des compétences qui leur permettraient de s'acquitter efficacement de leurs responsabilités en relation avec l'inspection du travail.

Appuyer les femmes syndicalistes de terrain dans la région des Grands Lacs - Ce cours de formation organisé à Gisenyi a réuni 40 syndicalistes, dont 26 femmes, membres de la COSYBU et de la CSB (Burundi), de la CESTRAR et de la COTRAF (Rwanda) et de la CSC, l'UNTC et la CDT (République démocratique du Congo). Il s'agissait de la première activité mise en œuvre dans le cadre d'un projet financé par la Région wallonne (Belgique) et mené en partenariat avec les centrales syndicales nationales belges, à savoir la CSC, la FGTB et la CGSLB en 2011 et 2012. Le cours a donné aux participants l'occasion d'identifier, de diagnostiquer et de discuter des causes profondes de la situation difficile rencontrées par les travailleuses dans la région des Grands Lacs, de l'égalité des

genres et du rôle des femmes dans le développement du continent africain. Ils ont examiné la législation du travail des trois pays et l'ont comparée avec les normes internationales du travail, en particulier celles visant à promouvoir l'égalité des genres. En outre, ils ont évoqué la nécessité de modifier ou d'améliorer les législations du travail existantes et se sont engagés à travailler ensemble à des actions communes sur ces questions et sur d'autres sujets.

Mise à l'essai d'un manuel de formation syndicale sur la santé et la sécurité au travail - Ce cours s'est tenu à Johannesburg, Afrique du Sud, et a été suivi par 13 responsables syndicaux en matière de SST, dont 4 femmes, représentant la COSATU, la FEDUSA, la NACTU et la CONSAWU. Il a permis aux participants d'examiner et d'identifier les faiblesses inhérentes au projet de manuel sur la SST. Les participants ont suggéré les modifications à inclure dans le manuel avant qu'il ne soit finalisé et mis à la disposition des travailleurs africains en tant qu'outil de formation.

Cette activité était liée à un atelier de **validation du manuel de formation syndicale sur la santé et la sécurité au travail** - Ce cours, délivré en anglais, français et portugais, a été suivi par des dirigeants de 27 syndicats, dont 12 femmes, représentant le secrétariat de la CSI-Afrique, les organes régionaux africains de l'ITF, de l'IBB, de l'UITA, de la FIOM, de l'ICEM et de l'ISP et les centrales nationales suivantes: UNTA et CGSILA (Angola), CETU (Éthiopie), GTUC (Ghana), CNTG (Guinée), COTU (Kenya), NUNW (Namibie), NLC (Nigeria), CESTRAR (Rwanda), UNSAS (Sénégal), COSATU, FEDUSA, NACTU et CONSAWU (Afrique du Sud), TUCTA (Tanzanie), ZCTU (Zambie) et ZCTU (Zimbabwe). L'Agence suédoise de développement international (ASDI) a soutenu l'organisation des deux activités. Ce cours a, entre autres, cherché à souligner l'importance de la SST dans le monde du travail et a donné aux participants l'occasion de partager leurs expériences sur les tendances mondiales et nationales en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles, sur les PPTD, sur les normes de l'OIT et la stratégie globale de cette dernière sur la SST et la pandémie de VIH/sida. Les participants ont examiné le projet de manuel de formation et formulé des suggestions sur la façon de l'améliorer de sorte à refléter les préoccupations et les aspirations des travailleurs africains. À la fin de l'activité, les participants ont approuvé et validé le projet de manuel en tant qu'outil de formation qui sera utilisé par les travailleurs africains quand toutes les corrections et suggestions auront été intégrées.

Dans presque tous les cours de formation mentionnés ci-dessus, les représentants des organisations syndicales ont préparé des plans d'action pour guider leurs efforts et actions futurs et profiter de l'élan généré par l'activité. Ils ont promis de demander l'approbation de leurs dirigeants pour la mise en œuvre de leurs plans d'action. Ces plans d'action constituent notre point de référence pour la détermination des activités de suivi, l'appréciation des performances et l'évaluation de l'impact. Les activités de formation menées en 2011 n'ont pas seulement contribué à la réalisation du résultat 10 (« Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives »), mais aussi à d'autres, notamment les résultats 1 (« Davantage de femmes et d'hommes bénéficient d'un emploi productif et de possibilités de travail et de revenus décents »), 5 (« Les femmes et les hommes bénéficient de conditions de travail meilleures et plus équitables »), 6 (« Les travailleurs et les entreprises bénéficient de meilleures conditions de sécurité et de santé au travail »), 8 (« Le monde du travail réagit de façon efficace à l'épidémie de VIH/sida »), 11 (« Les administrations du travail appliquent une législation du travail actualisée et fournissent des services efficaces »), 12 (« Le tripartisme et une gouvernance renforcée du marché du travail contribuent à un dialogue social efficace et à de bonnes relations professionnelles »), 14 (« La liberté syndicale et le droit de négociation collective sont largement connus et exercés »), 17 (« La discrimination dans l'emploi et la profession est éliminée »), 18 (« Les normes internationales du travail sont ratifiées et appliquées ») et 19 (« Les États Membres placent une approche intégrée du travail décent au cœur de leurs politiques économiques et sociales, avec le soutien des principales agences des Nations Unies et d'autres institutions multilatérales »). Globalement, ces activités ont contribué à renforcer la base de connaissances, la position politique, les réseaux et les capacités de recherche des centrales syndicales nationales concernées afin d'arriver à une meilleure compréhension par les travailleurs des enjeux de la mondialisation, des effets de la crise économique mondiale sur le monde du travail, de l'Agenda du travail décent, des programmes par pays de promotion du travail décent, de la Déclaration sur la

justice sociale, du Pacte mondial pour l'emploi, de l'égalité des genres, de l'unification syndicale, de la sécurité et la santé au travail, de l'inspection du travail, etc.

Amériques

Les Amériques ont subi de manière très différente l'impact de la crise mondiale qui a commencé en 2007 avec les premiers signes de crise alimentaire, énergétique et sociale. Par la suite, la crise financière et économique est venue compléter le tableau d'une crise systémique du modèle néolibéral de production, d'exploitation des ressources naturelles, d'endettement et de consommation.

Grâce à une période prospère pour l'exportation de matières premières et d'autres biens à faible valeur ajoutée, à son caractère périphérique des centres financiers mondiaux et, dans de nombreux cas, au rôle actif joué par les États dans la protection de l'économie, l'Amérique latine a maintenu un niveau raisonnable d'activité économique et ses normes sociales ne se sont détériorées que dans certains cas, en particulier au Mexique. Cependant, la répartition générale de la richesse ne s'est pas améliorée, limitant ainsi l'impact de la croissance économique sur l'amélioration des conditions de vie et de travail de la majeure partie de la population, sans avoir récupéré le poids des salaires dans la répartition de la croissance en raison de l'affaiblissement systématique de la négociation collective et de la liberté syndicale d'association.

Ainsi, l'Amérique latine et les Caraïbes ont terminé 2011 avec un solde positif de croissance et d'emploi, mais les grandes incertitudes pesant sur l'économie mondiale suscitent des inquiétudes quant aux conséquences négatives qu'une nouvelle récession pourrait avoir sur les économies et les taux de chômage dans la région. Le taux de chômage urbain a continué à baisser en 2011 et est passé sous les 7%, pour se situer à la fin de l'année à 6,8% selon le *Panorama Laboral de las Americas*.

Dans 16 pays pour lesquels des données sont disponibles jusqu'à la fin des années 2000, 93 millions de personnes (50% de la population active) avait un emploi informel. Parmi elles, 60 millions travaillaient dans l'économie informelle à proprement parler, 23 millions avaient un emploi informel sans protection sociale dans le secteur formel, et 10 millions un emploi informel dans le secteur du travail domestique.

Dans le cas des jeunes, 60% qui trouvent un emploi n'ont accès qu'au travail informel.

Ces données mettent en exergue les effets de la déréglementation néolibérale, qui a laissé une empreinte sociale et économique profonde, source d'inégalité et de souffrance aujourd'hui encore. Dans ce paysage se détachent en particulier la déstructuration des économies traditionnelles - principalement en milieu rural - le manque de systèmes de protection et de sécurité sociale intégraux et la précarité du travail et des droits sociaux individuels et collectifs, éléments centraux du travail décent. Dans ce contexte, la situation des jeunes, des femmes et des travailleurs migrants est particulièrement préoccupante en raison de leur grande vulnérabilité.

Activités

Au total, 36 activités ont été menées en Amérique latine en 2011¹: 33 cours résidentiels et 3 à distance.

Le nombre total de participants s'est élevé à 1 009: 916 pour les cours résidentiels et 93 pour les cours à distance. On a recensé 41% de femmes.

Des détails complémentaires figurent à l'annexe 2.

¹ Toute la documentation correspondante est disponible à l'adresse:
<http://actrav-courses.itcilo.org/es/a2-73090>

1. Organisation syndicale et négociation collective

Cours régulier sur la négociation collective pour les syndicats

Ce cours destiné aux syndicalistes d'Amérique latine et des Caraïbes (10 femmes et 6 hommes) a évoqué la représentation des organisations syndicales nationales et des fédérations internationales (en particulier l'ICM, l'ISP, l'ICEM et l'UNI). Il a en outre mis un accent particulier sur le recrutement des jeunes délégués syndicaux (43% de moins de 35 ans) et de femmes (62%).

Cours régulier sur l'organisation et le développement des syndicats

Ce cours, suivi par 15 participants, dont 7 femmes (47%), a abordé quelques-uns des éléments clés identifiés dans le processus de réforme volontaire des syndicats de la région, sous l'impulsion de la Confédération syndicale des travailleurs des Amériques (CSA), cette dernière ayant été impliquée dans la coordination préalable et dans la réalisation du cours même.

Ces deux cours ont englobé une visite d'étude à Madrid, grâce à la coopération de l'*Unión General de Trabajadores* (UGT) et de *Comisiones Obreras* (CC.OO.).

2. Sécurité sociale

Toutes les activités réalisées par ACTRAV sur la sécurité sociale pour les syndicats d'Amérique latine l'ont été avec le soutien du projet SSOS (Sécurité sociale pour les organisations syndicales), financé par le ministère espagnol du Travail et de l'Immigration, dont la deuxième phase a débuté en juin 2010.

La documentation sur toutes les activités est disponible sur le site web du projet SSOS: www.oit.org.pe/ssos.

TOTAL DES ACTIVITÉS ET DES PARTICIPANTS ENTRE JUIN 2010 ET DÉCEMBRE 2011

TYPE D'ACTIVITÉ	ACTIVITÉS	PARTICIPANTS
Régionales	13	256 (106 ♀, 41,4%)
Sous-régionales	6	132 (49 ♀, 37,1%)
Nationales	20	626 (259 ♀, 41,4%)
À distance	5	149 (58 ♀, 39,0%)
TOTAL	44	1 163 (472 ♀, 40,6%)

Une liste résumée des activités sur la sécurité sociale est disponible à l'annexe 2.

3. Sécurité et santé au travail

Toutes les activités réalisées par ACTRAV sur la sécurité et la santé au travail pour les syndicats d'Amérique latine l'ont été avec le soutien du projet SSOS (Sécurité sociale pour les organisations syndicales), financé par le ministère espagnol du Travail et de l'Immigration, dont la deuxième phase a débuté en juin 2010.

La documentation sur toutes les activités est disponible sur le site web du projet: www.oit.org.pe/ssos.

D'autres grandes activités internationales ont bénéficié d'un cofinancement du Bureau régional de l'OIT pour l'Amérique latine, également à travers ACTRAV. Ces activités cofinancées par le Bureau régional étaient:

Atelier régional sur la culture de prévention et la santé des travailleurs et travailleuses

Y ont participé 17 représentants syndicaux, dont 7 femmes, d'Argentine, du Brésil, du Chili, de Colombie, du Panama, du Paraguay, d'Uruguay et du Venezuela, ainsi que les experts et les tuteurs de la formation à distance lancée en 2010, qui ont abordé les différents thèmes étudiés par le programme. L'atelier s'est tenu à Buenos Aires à l'occasion de l'initiative du gouvernement argentin et de ses acteurs sociaux de déclarer, par le décret 75/2001 du pouvoir exécutif, 2011 « Année du travail décent et de la sécurité et la santé des travailleurs ».

Formation syndicale sur la sécurité et la santé au travail (SST) pour les syndicalistes d'Amérique latine: les conventions de l'OIT et les mécanismes de contrôle, Montevideo, Uruguay (40 participantes, 17 femmes).

Cette activité, réalisée en coordination et à l'initiative d'ACTRAV-Régional, s'inscrivait dans le cadre des actions conjointes menées par ACTRAV et la CSA pour renforcer les capacités des organisations syndicales du Cône Sud et des pays andins. Comme d'autres activités sous-régionales sur le même thème réalisées auparavant, cette formation a englobé une journée d'échange bipartite de visions entre les délégués syndicaux et les représentants des employeurs participant au projet de formation que la Coopération espagnole finance à travers le Programme des activités pour les employeurs (ACT/EMP) du Centre de Turin.

Éducation à distance sur la sécurité et la santé au travail²

- **Cours à distance sur la culture de prévention et la santé des travailleurs et travailleuses³ - 2^e phase**
- **Deuxième cours à distance sur la culture de prévention et la santé des travailleurs et travailleuses**

4. Genre

L'année 2011 a été marquée par le suivi des tutrices syndicales formées en 2009 et 2010, et la réalisation avec quatre d'entre elles d'une expérience pilote dans le cadre de l'« **Académie du genre** » organisée en novembre à Turin par le Programme de la coordination des questions de genre et de la non-discrimination du Centre.

Cette expérience pilote mérite d'être mentionnée parce qu'elle a impliqué la collaboration d'ACTRAV-Turin dans l'inclusion et la réalisation d'un atelier thématique dans le nouveau format des « Académies » du Centre international de formation de l'OIT. ACTRAV était chargé de faciliter la conception et le développement de l'atelier thématique intitulé « Genre et travail du point de vue syndical » qui s'est déroulé les 28, 29 et 30 novembre. Pour l'occasion, il a été décidé de confier les différents exposés à quatre dirigeantes syndicales formées comme tutrices (originaires des trois sous-régions), avec le soutien et la coordination technique d'ACTRAV. Trois sessions complémentaires ont été imaginées: « Genre et travail du point de vue de la formation syndicale », « Défis de travail décent dans le travail domestique » et « L'initiative pour un socle de protection sociale dans une perspective de genre ».

² Le matériel relatif aux activités à distance est disponible à l'adresse:

http://white.oit.org.pe/spanish/260ameri/oitreg/actividad/proyectos/actrav/proyectos/proyecto_ssos/formacion_distancia/index.html

³ Toute la documentation correspondante est disponible à l'adresse:

<http://actrav-courses.itcilo.org/es/a2-73090>

5. Méthodologie formative

Capacités des syndicats en matière de promotion du travail décent, Tlaxcala, Mexique.

Ce cours a permis une application pratique au niveau national de la proposition d'ACTRAV de planifier la formation « Travail décent au cube », élaborée collectivement au cours des deux dernières années.

Cette activité pilote a bénéficié essentiellement aux organisations syndicales mexicaines CTM, CROC et UNT (22 participants, dont 9 femmes) et s'est déroulée dans le cadre du projet OIT- CSBO 802 d'ACTRAV-Régional, avec l'appui du bureau de l'OIT à Mexico et avec une contribution importante d'ACTRAV-Turin. La présence de la CSA à cette activité devrait permettre d'étendre l'expérience à d'autres pays de la région et d'arriver à un échange d'expériences avec le Brésil et l'Argentine.

Le cours a été un essai d'application pratique de la conception de parcours formatifs flexibles et sur mesure pour chaque centrale syndicale, avec le travail décent comme point commun.

6. Travail décent et processus de réforme des Nations Unies

Rencontre régionale du système des Nations unies, des institutions financières internationales et de la Confédération syndicale des Amériques, Panama.

Cofinancée par le Bureau régional et organisée avec le soutien du Siège de l'OIT, cette activité qui a réuni 21 syndicalistes de la région (7 femmes) a franchi un pas de plus dans le processus lancé par le passé, en raison de l'importance particulière de la transversalité du travail décent dans l'action du Système des Nations Unies et de la participation des organisations de travailleurs à ce processus. Différentes agences des Nations Unies et institutions financières internationales y étaient représentées.

7. Normes internationales du travail

Participation stratégique des organisations syndicales aux mécanismes de contrôle du système de normes de l'OIT (cours mixte)

Ce cours, organisé à l'initiative d'ACTRAV-Régional et en coordination avec ACTRAV-Genève, avait pour objectif principal de renforcer les capacités des membres de l'Équipe juridico-syndicale continentale et du Réseau des droits de l'homme à améliorer la qualité de la participation syndicale à la présentation de mémoires et commentaires dans le cadre des mécanismes de contrôle du système normatif de l'OIT. De ce point de vue, les participants y ont travaillé au questionnaire sur les droits fondamentaux afin d'influencer de manière stratégique et effective sur le suivi et le respect de ces droits.

L'activité s'est composée de deux phases:

- une *phase à distance* utilisant la plateforme Solicomm, ouverte aux représentants de l'Équipe juridico-syndicale continentale et du Réseau des droits de l'homme sélectionnés par la CSA, qui a compté 24 participants (6 femmes); et
- une *phase résidentielle* à Buenos Aires, qui a réuni 23 des participants (6 femmes) à la phase à distance.

Droit du travail, droits syndicaux et sécurité sociale pour l'Amérique latine, Monterrey, Mexique.

Cette activité, cofinancée par le Bureau régional de l'OIT, l'Institut technologique universitaire des travailleurs de la CROC (Mexique) et le projet SSOS (coopération espagnole) et organisée en coordination avec et à l'initiative d'ACTRAV-Régional, a réuni des spécialistes du droit et/ou des défenseurs des droits humains provenant du mouvement syndical. Le nombre total de participants s'est élevé à 16 (dont 6 femmes), originaires d'Argentine, du Brésil, du Chili, de Colombie, du Costa Rica, du Mexique et du Pérou.

8. Matériels

ACTRAV-Turin a produit les manuels de formation suivants pour l'Amérique latine en 2011:

- « Normes internationales du travail », module d'introduction et guide du formateur
- « Programmes par pays de promotion du travail décent et plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement », manuel de formation
- « Genre et sécurité et santé au travail », module de formation et guide du formateur
- « La protection sociale », modules de base et de spécialisation I, modules de formation et guide du formateur
- « Manuel de formation sur l'Initiative pour un socle de protection sociale », module de formation et guide du formateur

Tous ces matériels didactiques sont disponibles à l'adresse: <http://actrav-courses.itscilo.org/es/td-al-cubo/>

Asie et Pacifique

Ces dernières années, les pays d'Asie-Pacifique ont amorcé des changements significatifs sur le plan de la libéralisation économique et de la mondialisation. Bien que les performances économiques de la région soient restées positives, la crise économique mondiale a exacerbé les vulnérabilités et menace les avancées fragiles réalisées par les pays en développement asiatiques dans le sens des Objectifs du Millénaire. La crise a également montré les limites du modèle orienté sur l'exportation conduit et permet de tirer au moins une leçon essentielle pour les pays asiatiques: pour atteindre la stabilité économique et sociale, les pays en développement ont besoin de politiques qui favorisent les « marchés intérieurs », ce qui implique des politiques en faveur du décent travail et du respect des normes fondamentales du travail.

Un certain nombre de défis en matière d'emploi, de protection sociale et de relations professionnelles doivent encore être relevés en Asie et il reste beaucoup à faire en ce qui concerne l'objectif de travail décent pour tous. C'est toujours en Asie que vivent deux tiers des individus les plus pauvres du monde (avec moins de 1,25 dollar par jour). Les mécanismes de dialogue social dans de nombreux pays restent faibles et le respect de la liberté d'association et du droit de négociation collective (conventions 87 et 98) jouit d'une priorité basse. Une autre préoccupation concerne l'explosion du travail précaire et de l'économie informelle, autant d'indicateurs du fait que la croissance ne va pas de pair avec le travail décent.

Lors de la 15^e réunion régionale asiatique (Kyoto, Japon, 4-7 décembre 2011), les mandants de l'OIT, tout en examinant les progrès réalisés vers les objectifs de la Décennie du travail décent en Asie (2006-2015), ont souligné que l'emploi et la protection sociale, soutenus par les principes et droits fondamentaux au travail et le dialogue social, sont essentiels pour la relance et pour la durabilité économique, sociale et environnementale. Promouvoir une croissance équitable, riche en emplois (sur la base du Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT) et la construction effective du socle de protection sociale figurent parmi les principales priorités identifiées par les délégués, à mettre en œuvre grâce à la participation tripartite efficace, au dialogue social et à la promotion de la négociation collective.

Affronter les déficits de travail décent dans les économies asiatiques exige le renforcement du rôle de l'État dans la régulation des marchés du travail et de l'économie et l'autonomisation des travailleurs et de leurs syndicats. En particulier, il est primordial que la liberté d'association, le droit d'organisation et le droit de négociation collective soient consacrés dans la législation et la pratique en tant que droit fondamental des travailleurs, un droit qui doit être respecté au minimum avec le même enthousiasme que celui affiché vis-à-vis des investisseurs étrangers et des actionnaires institutionnels. Le respect par les États Membres de l'OIT des conventions 87 et 98 donnerait un sens au tripartisme et au dialogue social, offrirait aux travailleurs une possibilité équitable d'influencer les politiques et de participer au

processus de développement et permettait d'élargir les marchés intérieurs au fur et à mesure de la distribution des gains de la croissance.

Dans ce contexte, les efforts de formation d'ACTRAV-Turin ont visé à renforcer le dialogue social et les capacités de négociation collective des syndicats pour la promotion du travail décent. Un certain nombre de domaines spécifiques ont été choisis pour les activités de formation, conformément aux indications du Comité de la formation syndicale, en consultation avec les collègues de terrain d'ACTRAV et en ligne avec les résultats mentionnés le Cadre stratégique de l'OIT pour 2010-15. En général, les activités ont porté sur le renforcement des capacités dans les domaines des normes; des mécanismes de contrôle de l'OIT pour la défense de la liberté syndicale; de l'emploi; de la protection sociale; de l'organisation; des compétences de négociation et de négociation collective; et du travail décent, de sorte que les syndicats puissent jouer un rôle plus proactif dans les prochains cycles de discussion sur les PPTD.

Bref rapport sur les activités de formation organisées dans la région Asie- Pacifique en 2011:

Au cours de l'année à l'examen, le Programme a mené 11 activités de formation dans la région Asie-Pacifique, auxquelles ont assisté au total 231 représentants syndicaux, dont 89 femmes (38,5%).

Répartition des activités: quatre cours résidentiels à Turin (dont deux pour la Fédération des syndicats de Chine), cinq ateliers de formation régionaux sur le terrain, une activité d'éducation à distance pour la Fédération des syndicats du Myanmar (FTUB) et un atelier national dans le cadre du projet lié au Pacte mondial pour l'emploi en Indonésie. En outre, quatre syndicalistes d'Asie (dont deux femmes) ont également participé à une activité de formation interrégionale à Turin.

Les activités sont planifiées et délivrées en collaboration avec le bureau d'ACTRAV pour l'Asie. Cela permet de tenir compte des priorités de la région telles qu'elles sont relayées par les spécialistes de terrain d'ACTRAV, qui interviennent plus tard lors de la réalisation des activités de formation. Des discussions sont en cours avec l'agent local quant à la façon dont cette coopération peut être renforcée, notamment du point de vue de la mobilisation des ressources pour les activités de formation d'ACTRAV-Turin depuis d'autres programmes de l'OIT et grâce au partage des moyens.

Durant l'année, les tentatives de création de partenariats avec d'autres syndicats nationaux et organisations de soutien aux travailleurs ont débouché sur la subvention de trois visites d'étude pour des activités de formation en Asie-Pacifique et sur le cofinancement de quatre programmes de formation sur le terrain (JILAF/Japon, KOILAF/Corée du Sud, SNTUC/Singapour et de la FES/Programme syndical mondial). Le partenariat avec des syndicats nationaux et des fondations soutenues par ceux-ci constitue non seulement une reconnaissance du travail du Programme des activités pour les travailleurs, mais a également une influence sur les activités d'éducation ouvrière offertes aux syndicats de la région, au niveau des contenus et des méthodologies.

Le contenu des activités de formation est mis au point de manière à promouvoir les quatre objectifs stratégiques de l'OIT, et contribue à la réalisation des résultats attendus par l'OIT (en particulier le résultat n° 10 « Les travailleurs sont dotés d'organisations fortes, indépendantes et représentatives »).

Si toutes les activités de formation d'ACTRAV-Turin visent à contribuer au résultat n° 10, les thèmes principaux des programmes mettant aussi l'accent sur le renforcement des capacités et la promotion des actions de suivi sur des questions spécifiques liées au travail décent - normes, emploi, protection sociale, genre, etc. -, le programme d'ACTRAV contribue également à la réalisation d'autres résultats de l'OIT, tels les résultats n°s 1 (possibilités de travail décent), 4 (sécurité sociale), 5 (amélioration des conditions de travail), 6 (SST), 7 (migrants), 8 (VIH/sida), 12 (tripartisme et dialogue social), 14 (liberté syndicale et négociation collective), 17 (discrimination) et 18 (NIT).

La matière et le contenu des programmes sont continuellement mis à jour pour refléter les problématiques émergentes et les besoins de formation des syndicats de la région. En plus de la thématique principale de la formation, chaque activité porte également sur le concept et le rôle du

travail décent, les normes internationales du travail (NIT) et les mécanismes de contrôle de l'OIT pour promouvoir le respect de la liberté syndicale et le rôle des syndicats. On cherche à intégrer la dimension de genre dans chacune des thématiques, tant dans les présentations que dans les discussions. Ceci peut, bien entendu, encore être amélioré.

Les activités de formation menées en 2011 sont détaillées dans l'annexe et résumées ci-dessous.

Activités de formation à Turin (cours réguliers):

Formation syndicale sur les normes internationales du travail et la liberté d'association, 21 mars - 1^{er} avril 2011: ce cours avait pour objectif de développer les connaissances et les compétences en matière de promotion des normes internationales du travail (ratification, mise en œuvre et rapport) et d'utilisation des mécanismes de contrôle de l'OIT pour la promotion de la liberté d'association et du droit de négociation collective.

Formation syndicale sur la santé et la sécurité au travail et le VIH/sida, 27 juin - 15 juillet 2011: ce cours a donné aux participants l'occasion de connaître et de partager des expériences concernant les politiques et pratiques des syndicats en matière de SST, et de faire connaissance avec des approches participatives de la gestion de la SST, ainsi que sur les normes internationales du travail relatives à ce sujet. Les participants ont également évoqué les actions syndicales permettant de placer la SST et le VIH/sida à l'ordre du jour de la négociation collective pour promouvoir une culture de prévention et suivre le soutien accordé aux travailleurs.

Activités de formation sur mesure réalisées pour l'ACFTU à Turin:

Formation syndicale pour l'ACFTU sur les négociations et les stratégies de négociation collective, 11 - 22 avril 2011

Formation syndicale pour l'ACFTU sur l'organisation et la promotion du travail décent, 10 - 19 octobre 2011

Conformément à l'accord de coopération conclu avec l'ACFTU, deux activités de formation sur mesure ont été organisées sur une base collaborative. En plus du thème principal de la formation, les programmes ont également porté sur le rôle des normes de l'OIT, la liberté syndicale et le droit d'organisation en tant qu'instruments de promotion de la démocratie industrielle et du travail décent. Des visites d'étude sont prévues dans le cadre de cette formation, qui se sont déroulées en 2011 auprès de LO Danemark et de la FES.

En 2011, une rencontre a également eu lieu à Beijing avec les anciens participants pour évoquer l'impact de la formation sur leurs activités et les besoins futurs de formation. Les participants ont affirmé que la formation offerte par ACTRAV permettait aux dirigeants de l'ACFTU de penser au niveau global et agir au niveau local, d'interagir avec le mouvement syndical international et d'élargir leurs perspectives sur le rôle des syndicats. L'expérience de la formation au Centre de Turin aide aussi à revoir les méthodes et la réalisation des programmes de formation syndicale de l'ACFTU.

Activités de formation sur le terrain:

La réponse du travail décent à la crise économique mondiale: le Pacte indonésien pour l'emploi, Jakarta, 15 - 18 février 2011: il s'agit d'un programme de formation dans le cadre du projet d'ACTRAV lié au Pacte mondial pour l'emploi, axé sur le développement des capacités techniques et organisationnelles des syndicats indonésiens à jouer un rôle efficace dans la conception et la planification du pacte national pour l'emploi. Les participants ont discuté des stratégies permettant d'intégrer les priorités syndicales dans le processus national de pacte pour l'emploi ainsi que dans le PPTD.

Formation syndicale sur les politiques de changement climatique, les emplois verts et le travail décent, Bangkok, 21 - 25 février 2011: cet atelier visait à renforcer la compréhension des syndicats sur les politiques de changement climatique, sur les liens entre les emplois verts et les normes de l'OIT,

ainsi que sur les politiques pour la promotion le travail décent durable. Il convient de noter que le bureau régional met en œuvre un certain nombre de projets dans le cadre de son programme sur les emplois verts et que cette formation devrait contribuer au renforcement des capacités techniques des syndicats à participer à et influencer les initiatives de l'OIT pour le travail décent dans l'« économie verte ».

Formation syndicale sur les réponses à la crise économique, le Pacte mondial pour l'emploi et le rôle des syndicats, Singapour, 1^{er} - 5 août 2011: organisée en coopération avec la SNTUC, cette formation était axée sur le renforcement des capacités techniques des syndicats à jouer un rôle efficace dans le dialogue tripartite et les négociations à l'échelon national pour promouvoir des programmes de relance riches en emplois et orientés sur le travail décent dans le cadre de la réponse à la crise et pour le développement économique en général. L'atelier a également permis aux syndicats indonésiens (qui ont négocié avec succès un pacte national pour l'emploi) de partager leurs expériences avec ceux d'autres pays de la région.

Formation syndicale sur les réformes du droit du travail, les normes de l'OIT et le programme syndical, Bangkok, 8 - 12 août 2011: organisé en coopération et avec un cofinancement du JILAF (Japon), l'atelier visait à renforcer les capacités techniques dans le domaine des réformes du droit du travail afin de promouvoir le travail décent et les droits des travailleurs et d'améliorer les relations de travail. Il a donné aux représentants syndicaux une occasion d'examiner l'évolution des relations de travail et d'analyser l'efficacité et les carences des systèmes de relations de travail existants, ainsi que les lois et les pratiques en vigueur dans les différents pays. Les participants ont également évoqué les normes de l'OIT et la recommandation 198 sur la protection des travailleurs dans les différentes relations de travail.

Formation syndicale sur les programmes par pays de promotion du travail décent (PPTD) et le rôle des syndicats, Phnom Penh, 5 - 9 septembre 2011: résultat d'une collaboration avec et d'un cofinancement de la FES, l'atelier a porté sur le renforcement de la compréhension de l'approche de travail décent et sur la participation à la formulation des PPTD. Étant donné que le PPTD va être renégocié dans un certain nombre de pays asiatiques, il est important que les syndicats soient sensibilisés et formés, de sorte que les nouveaux programmes reflètent leurs opinions et leurs priorités et que les syndicats participent à la mise en œuvre et au suivi.

Formation syndicale sur les relations professionnelles et l'emploi décent (axée sur la liberté d'association et le droit à la négociation collective, Séoul, 26 - 30 septembre 2011: organisé en collaboration avec le KOILAF, l'atelier a fourni aux participants l'occasion d'apprendre et de partager leurs expériences sur la nature changeante des relations de travail, sur la recommandation de l'OIT relative à la protection des travailleurs dans les différentes relations de travail et sur la promotion du travail décent pour tous. Il a également mis l'accent sur les stratégies syndicales en matière d'organisation des travailleurs, de négociation collective et d'extension de la protection sociale aux travailleurs, en particulier pour les travailleurs contractuels, occasionnels et intérimaires.

Formation syndicale pour la Fédération des syndicats du Myanmar (FTUB) sur la liberté d'association et la négociation collective, Bangkok, 12 - 16 décembre 2011: cette activité visait à renforcer les connaissances et les capacités techniques des militants de la FTUB en matière d'organisation et d'utilisation des principes de l'OIT relatifs à la liberté syndicale, ainsi que sur les mécanismes de contrôle pour la promotion, le suivi et le rapport sur les droits des travailleurs birmanes. L'atelier a également évoqué la nouvelle loi sur l'organisation du travail, promulguée en octobre 2011 par le gouvernement birman, et a permis à la FTUB de rassembler ses activistes dans l'optique de la mise au point de stratégies pour l'extension de la syndicalisation et des droits des travailleurs birmanes, tant à l'intérieur et qu'à l'extérieur du pays.

- **Autres questions et défis:**

- *Élargir les méthodes d'enseignement à distance pour les syndicats asiatiques*

- *Promouvoir l'utilisation des technologies de l'information pour l'éducation des travailleurs et à des fins d'organisation entre les syndicats asiatiques, en particulier en Asie du Sud*
- *Promouvoir une plus grande intégration de la perspective de genre dans le travail syndical en Asie, et promouvoir les possibilités d'éducation et de formation pour les dirigeantes syndicales*
- *Financement de l'éducation des travailleurs: mobiliser des ressources supplémentaires. Les bureaux extérieurs de l'OIT pourraient faire plus à travers leurs programmes de coopération technique et les syndicats pourraient accorder une plus grande priorité à l'éducation des travailleurs en tant qu'outil d'organisation.*

Europe

L'année 2011 a été une année record pour les activités de formation du Programme des activités pour les travailleurs en Europe, avec un total de 431 participants pour 19 activités de formation (4 à Turin et 15 sur le terrain).

Le programme de formation dans la région a été dominé par les activités destinées aux États membres de l'UE et aux pays candidats.

Trois projets de l'UE ont été mis en œuvre, comptant pour 17 activités de formation et 403 participants:

- (1) sur le travail décent pour les travailleurs précaires, en coopération avec la Confédération européenne des syndicats,
- (2) sur le renforcement du dialogue social dans le commerce, en partenariat avec UNI-Europe Commerce et EuroCommerce, et
- (3) sur le travail décent pour les travailleurs des transports, en partenariat avec la Fédération européenne des travailleurs des transports.

Compte tenu de la participation de syndicalistes européens à d'autres activités interrégionales organisées par ACTRAV-Turin, le nombre total de participants européens s'est élevé à 514 (305 hommes et 209 femmes, soit 40,66% de femmes). Par rapport à 2010, où 273 participants ont été formés, cela représente une hausse de 241 participants, soit 47%.

L'année 2011 a montré une tendance à la hausse du nombre d'activités sur le terrain et à la baisse pour celles qui se déroulent à Turin. Si, au cours des cinq dernières années (2006-2010), le rapport entre le nombre d'activités de formation organisées à Turin et sur le terrain était de 50/50 ou de 40/60, en 2011 78% des activités ont eu lieu sur le terrain. Il s'agit d'un changement significatif qui se poursuit en 2012, quoique de manière moins marquée.

Les projets menés avec l'UE en 2011 l'ont été dans le contexte de la situation économique, sociale et politique globale dans les États membres et dans les pays candidats. L'Union européenne est loin du « rêve européen » de prospérité et de sécurité sociale pour tous. Les conséquences de la crise financière et économique ont été ressenties dans toute l'Europe, et ont été accompagnées par une vague de manifestations dans de nombreux pays. Selon le Manifeste d'Athènes, adopté lors du Congrès de la CES en 2011, l'enjeu central actuel pour les syndicats européens est que la crise financière qui touchent en particulier la Grèce, l'Irlande, l'Espagne, l'Italie et le Portugal et la politique générale d'austérité dans d'autres États membres exercent une pression à la baisse sur les salaires, les services publics, la sécurité sociale, les pensions, les conditions de travail et les normes de vie, tandis que le chômage et l'emploi précaire sont en hausse, en particulier chez les jeunes. Toutes ces

questions constituent un grand défi pour le mouvement syndical européen dans son aspiration continue de défendre le modèle social européen. L'expérience montre que les pays avec de bons systèmes de relations industrielles et où le dialogue social fonctionne bien ont eu moins de mal à remédier aux impacts de la crise. Le renforcement des capacités des syndicats pour le dialogue social restera donc un choix stratégique pour les activités de formation. Au niveau national, les syndicats sectoriels, en particulier dans les nouveaux États membres et dans les pays candidats, sont confrontés au gros problème de la décentralisation de la négociation collective vers le niveau de l'entreprise, à la menace de l'approche volontaire de la mise en œuvre des conventions collectives, à des conventions collectives de durée plus courte en raison des incertitudes économiques, ainsi qu'à la tendance de plus en plus fréquente des employeurs à profiter de la crise pour faire passer leurs agendas en matière de compétitivité, de restructuration et réduction des salaires, d'externalisation, de délocalisation et même de retrait des négociations avec les syndicats. Dans ces circonstances, la première priorité pour les syndicats devrait être de prendre des mesures pour renforcer l'organisation des travailleurs et le pouvoir de négociation collective et pour protéger le droit des travailleurs à mener des actions industrielles - qui sont autant de droits fondamentaux -, et à promouvoir la stabilité et la protection de l'emploi. Ces priorités sont et continueront d'être au cœur de l'offre d'éducation des travailleurs en 2012.

Il convient de noter que le dialogue social sectoriel dans les nouveaux États membres de l'UE reste le maillon le plus faible, comme le confirment un certain nombre de documents de l'OIT et le Forum thématique de liaison de la Commission européenne sur le renforcement des capacités des partenaires sociaux nationaux et européens, qui s'est tenu en décembre 2011. Par conséquent, une part importante des activités de formation devrait continuer à cibler les pays qui affichent des vulnérabilités particulières.

Un développement intéressant au niveau de l'UE est la fusion annoncée de trois organisations sectorielles européennes, à savoir la Fédération européenne des métallurgistes (FEM), la Fédération européenne des syndicats des mine, de la chimie et de l'énergie (EMCEF) et la Fédération européenne des travailleurs du textile, de l'habillement et du cuir (FETTHC) en une nouvelle fédération syndicale industrielle européenne en vue d'une utilisation plus efficace des ressources et d'une représentativité accrue. Ce processus devrait, notamment en raison des conséquences possibles au niveau national, aller de pair avec des activités de formation sur le changement organisationnel et la modernisation des syndicats, dont certaines peuvent être menées par ACTRAV-Turin.

En ce qui concerne l'Europe orientale et l'Asie centrale, selon les Tendances mondiales de l'emploi 2012, les pays de la CEI ont subi quelques-uns des chocs économiques les plus graves lors de la crise économique mondiale, mais ils ont également vécu une reprise exceptionnellement forte, quoiqu'avec un niveau d'inflation élevé. L'économie russe reste le moteur de la croissance des pays de la Communauté des États indépendants (CEI). Selon le rapport de l'ONU, le retour de la croissance en Russie en 2010 a contribué à un regain de dynamisme dans la région et a stimulé les exportations, les flux financiers et les transferts de fonds, cruciaux pour les pays à faible revenu de la région. L'OIT met actuellement en œuvre un nouveau projet sur les priorités des PPTD dans huit pays de la CEI, à savoir cinq d'Asie centrale - Kazakhstan, Kirghizstan, Tadjikistan, Turkménistan et Ouzbékistan, et trois du Sud-Caucase - Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie. Les priorités des PPTD dans la plupart des pays sont les suivantes: (1) amélioration des mécanismes de gouvernance du marché du travail en faveur de la création d'emplois décents, (2) amélioration des conditions de travail et de la protection sociale, (3) développement des capacités des partenaires sociaux et renforcement de la liberté syndicale, de la négociation collective et du dialogue social. ACTRAV-Turin tiendra compte de ces priorités lors de la conception de son offre formative pour les syndicats de la région, y compris de la

question persistante de l'économie informelle. En 2011, le choix stratégique était de se concentrer sur la sécurité sociale, avec la participation de la plupart des pays cités ci-dessus.

Voici le résumé des activités de formation organisées en 2011:

Le cours régulier sur la sécurité sociale dans les pays de la CEI fusionné avec un **séminaire sur la justice sociale pour une mondialisation équitable dans l'UE** a examiné la situation de la sécurité sociale dans certains pays de la Communauté des États indépendants et de l'Union européenne et a renforcé les connaissances des participants sur la base juridique, les initiatives de l'OIT et les bonnes pratiques. Il s'adressait aux experts de la sécurité sociale des confédérations syndicales nationales, qui ont comparé leurs systèmes nationaux, l'impact de la crise sur ces systèmes et le rôle des partenaires sociaux dans la prise de décision sur les réformes en cours. Il a placé un accent spécifique sur les systèmes d'assurance retraite et santé et sur le socle de protection sociale et les conclusions de la CIT 2011 sur ce sujet.

Dans le cadre des trois projets financés par l'UE sur le renforcement des capacités dans le domaine des relations industrielles et du dialogue social, les ensembles de formation suivants ont été proposés.

Le projet « **Un travail décent pour les travailleurs des transports** », organisé en partenariat avec la Fédération européenne des travailleurs des transports, a abordé la question de la participation limitée des syndicats des nouveaux États membres et des pays candidats aux comités de dialogue social sectoriel européen à cause de leurs faiblesses sur le plan national, qui se répercutent dans le dialogue social au niveau communautaire. Les secteurs retenus sont: l'aviation civile, les voies navigables intérieures, le transport maritime, les chemins de fer, le transport routier et les ports. Le projet a atteint les résultats suivants: (1) 215 participants (29,76% de femmes), provenant de 17 pays et 60 syndicats, formés au dialogue social sectoriel, (2) augmentation de la qualité et de la quantité de la participation des affiliés à la FET au dialogue social sectoriel européen dans les secteurs des transports et à diverses activités et actions de la FET au niveau de l'UE, (3) renforcement de l'application des résultats du dialogue social européen au niveau national. En 2011, sept activités ont été organisées, à savoir: des séminaires sous-régionaux en Roumanie, en Hongrie et en Lituanie et un séminaire national en Turquie; deux ateliers sur le dialogue social sectoriel dans l'aviation civile et le transport ferroviaire à Bruxelles; et une conférence finale à Bruxelles. L'évaluation moyenne des activités de formation s'élève à 4,33 sur une échelle de 1 à 5.

Le projet « **Renforcer le dialogue social dans le commerce** », organisé en partenariat avec UNI-Europe et EuroCommerce, a abordé la participation limitée des partenaires sociaux des nouveaux États membres et des pays candidats au dialogue social européen dans le commerce. Le projet se composait de six activités de formation: une formation de formateurs à Turin, des séminaires sous-régionaux en Pologne, Croatie, Macédoine et Bulgarie et un atelier bipartite à Bruxelles. Les séminaires sous-régionaux étaient principalement axés sur l'organisation et la négociation collective dans les multinationales du commerce. Le projet a formé 143 participants (54,54% de femmes) provenant de 17 pays et 20 syndicats sectoriels. Il a permis d'améliorer les connaissances sur le dialogue social sectoriel dans l'Union européenne, d'échanger les bonnes pratiques et les expériences entre les syndicats et d'accroître la coopération avec les organisations d'employeurs affiliées à EuroCommerce. L'évaluation moyenne de ce projet est de 4,42 sur une échelle de 1 à 5.

Le projet « **Travail décent pour les travailleurs précaires** » a été réalisé en partenariat avec la Confédération européenne des syndicats (CES) et ses organisations affiliées nationales dans tous les pays de l'UE-27. Il se composait de six activités, à savoir un cours organisé à Turin sur le travail

décent pour les travailleurs précaires qui a abordé les aspects internationaux, européens et nationaux de la question, deux séminaires thématiques orientés spécifiquement sur les travailleurs domestiques migrants et les jeunes, organisés à Madrid et à Gdansk, et une conférence de clôture dont l'objectif était de diffuser les exemples de bonnes pratiques dans la transformation du travail précaire en travail assorti de droits, qui s'est tenue à Budapest. Le projet a également débouché sur l'ouverture d'un portail web européen sur le travail précaire servant au partage des connaissances, et sur un document sur le travail précaire et la crise mettant l'accent sur les jeunes travailleurs et les travailleurs migrants. Le projet a formé 90 participants (48,88% de femmes). Les résultats les plus importants de ce projet sont les suivants: (1) un réseau européen de 78 représentants syndicaux originaires de 25 États membres de l'UE formés sur l'approche des travailleurs précaires fondée sur les droits; (2) un rapport sur « La précarisation et la crise: le défi croissant de la transformation du travail précaire en travail décent »; (3) un document sur « La crise, la migration et le travail précaire: impacts et réponses. Accent sur les États membres de l'Union européenne »; (4) un portail web européen sur le travail précaire contenant une collection d'études de cas et de bonnes pratiques en matière de transformation du travail précaire en travail assorti de droits; (5) des lignes directrices pour l'action syndicale en faveur du renforcement des droits des travailleurs précaires dans l'UE; et (6) du matériel de formation sur le travail précaire. L'évaluation moyenne des activités du projet s'élève à 4,34 sur une échelle de 1 à 5.

En 2012, le Programme des activités pour les travailleurs réalisera en Europe **un projet multisectoriel sur le dialogue social en étroite collaboration avec l'EFFAT et l'EMCEF** pour les nouveaux États membres et les pays candidats, qui se concentrera sur l'organisation des travailleurs dans l'agriculture, l'alimentation, le tourisme, les mines, la chimie et l'énergie.

Un deuxième projet qui sera mis en œuvre en 2012 est celui sur le **travail décent pour les travailleurs domestiques**, réalisé en collaboration avec la CES et l'EFFAT et leurs organisations affiliées de certains États membres de l'UE. Le projet contribuera également à promouvoir la ratification de la convention n° 189 de 2011 et la considération à accorder dans les États membres à la recommandation n° 201 de 2011 sur les travailleurs domestiques.

En 2012, la coopération fructueuse avec la CSI-CRPE dans la conception et la réalisation du cours régulier pour les jeunes dirigeants syndicaux et avec le département de l'éducation de l'Institut syndical européen dans la mise en œuvre de cours sur la négociation collective, la migration de main-d'œuvre et le leadership des jeunes se poursuivra.

Une attention supplémentaire sera accordée à la question brûlante de l'emploi des jeunes, et en particulier des jeunes travailleurs en situation précaire. Ce sujet sera abordé dans une formation spécifique pour les jeunes dirigeants et intégré dans plusieurs activités de formation. Un nouveau projet sera peut-être introduit, combinant les approches de l'OIT et de l'UE sur le sujet.

États arabes

Le mouvement syndical dans la région arabe vit des circonstances difficiles depuis de nombreuses années et doit faire face à une répression féroce tout en cherchant à promouvoir et à défendre les droits des travailleurs. La discrimination antisyndicale et l'oppression, subis en particulier par les syndicats indépendants, ont été un obstacle à une croissance équitable et à la justice sociale.

Les pays de la région doivent relever des défis majeurs sur les fronts de la pauvreté, du chômage et des droits des syndicats et humains en général. Les rapports de l'OIT indiquent qu'au Moyen-Orient et Afrique du Nord, sur 100 personnes qui pourraient travailler, moins de la moitié ont un emploi. La

situation est particulièrement sombre pour les jeunes et les femmes. Le taux de chômage des jeunes des pays arabes est le plus élevé dans le monde (23,6 pour cent en Afrique du Nord et 25,1 pour cent au Moyen-Orient, pour une moyenne mondiale de 12,6 pour cent). On estime que la région arabe aura besoin d'au moins 51 millions de nouveaux emplois d'ici à 2020.

La crise économique mondiale actuelle aggrave les déficits de travail décent. L'incapacité de promouvoir la croissance et l'emploi et de prendre des mesures visant à défendre le respect des droits fondamentaux au travail crée des tensions sociales et suscite le mécontentement généralisé des travailleurs. La région a un besoin urgent de diversification économique, et les pays arabes doivent développer les marchés intérieurs, ce qui implique, entre autres choses, des mesures dans le sens du travail décent et le respect des normes fondamentales du travail, en particulier la liberté d'association.

Les récents bouleversements sociopolitiques et les luttes en cours reflètent les aspirations légitimes des peuples arabes à établir des systèmes, des institutions et des lois démocratiques qui promeuvent la justice sociale, la liberté, la bonne gouvernance et le développement démocratique. La situation sociopolitique dans la région pourrait ouvrir la voie à un nouvel ordre social démocratique et déboucher sur une nouvelle approche du développement qui engage les citoyens dans la formulation de politiques de développement inclusives et répond aux aspirations de travail décent de millions de jeunes Arabes.

Cependant, le mouvement syndical lui-même doit se renforcer s'il veut répondre aux défis posés par la situation économique et par le marché du travail. En particulier, il y a lieu urgent de développer d'urgence les capacités en matière d'organisation, de dialogue social et de négociation collective pour la promotion du travail décent. Dans ce contexte, ACTRAV, en coopération avec la CSI, a pris certaines mesures pour contribuer à ce développement des capacités.

Les initiatives suivantes ont été prises en 2011:

« Vers un pacte pour le travail décent en Jordanie: priorités des travailleurs », Amman (Jordanie), 21-23 novembre 2011 (20 participants, 4 femmes). Ce programme national de formation pour les syndicats jordaniens a été délivré dans le cadre du projet financé par le gouvernement italien relatif au Pacte mondial pour l'emploi. L'objectif principal de ce programme était d'améliorer les capacités des syndicats en vue d'un dialogue social informé, afin de s'assurer que les priorités des travailleurs citées dans le Pacte sont intégrées dans le programme par pays de promotion du travail décent actuellement en discussion.

« Vers un syndicalisme démocratique et le travail décent dans les pays arabes » (15 participants, 4 femmes). Cette formation interrégionale organisée à Turin en étroite collaboration avec la CSI et les collègues d'ACTRAV responsables de la région arabe visait à approfondir la compréhension par les représentants syndicaux du concept de syndicats indépendants et démocratiques, des institutions de dialogue social démocratiques, des politiques de promotion du travail décent et des systèmes de relations professionnelles réactifs, ainsi qu'à soutenir le Forum syndical régional récemment créé. Prévu pour 2011, mais elle a finalement eu lieu en janvier 2012 en raison du calendrier des réunions régionales.

ACTRAV-Turin a également soumis à EuropeAid une proposition de projet sur le développement des capacités des syndicats pour le travail décent et le développement démocratique et durable, qui est en cours d'examen.

Priorités en matière d'éducation des travailleurs dans les États arabes

Organisation et institution de syndicats démocratiques fonctionnels, connaissance des normes internationales du travail (NIT), mécanismes de contrôle de la liberté syndicale de l'OIT, compétences de négociation collective, sécurité sociale, emploi des jeunes et organisation des travailleurs des zones économiques spéciales et des travailleurs migrants. Une approche sensible au genre est également importante si on veut prendre en considération les besoins des travailleuses dans les systèmes de relations professionnelles et dans les programmes et les actions des syndicats.

Cours inter-régionaux

Un bref résumé des activités de formation inter-régionales menées l'année dernière est présenté ci-dessous:

A9-04021 – Formation syndicale sur les normes internationales du travail et les droits fondamentaux, en portugais, Turin, 23 mai – 10 juin, 2011, 16 participants (8 femmes)

Ce cours régulier visait à identifier les domaines prioritaires pour l'action syndicale et les NIT en renforçant et développant les capacités en matière de procédures et mécanismes pour l'adoption, la ratification, la soumission, la supervision et la surveillance. Des thèmes d'actualité tels que la mondialisation, la structure du mouvement syndical international, les questions de genre et l'égalité des chances et de traitement, les politiques syndicales, ainsi que l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail de 2011 ont été analysés en insistant sur l'importance et l'efficacité de la Déclaration de l'OIT sur la justice sociale.

Du matériel didactique et des plans d'action individuels (dont une proposition de projet) ont été préparés par les participants pour être mis en œuvre aux niveaux international, national ou local.

La visite d'étude au Portugal a permis d'évaluer les progrès réalisés dans l'application pratique des NIT et des droits et principes fondamentaux du travail, dans la réalité portugaise, en particulier en ce qui concerne la liberté syndicale et la négociation collective.

A9-04028 – Renforcement des capacités pour la promotion du travail décent, en anglais et espagnol, Turin, 21 novembre – 2 décembre 2011, 13 participants (5 femmes)

Ce cours régulier visait à identifier les options de formation qui renforceront l'action syndicale pour la promotion du travail décent, sur la base de la proposition du programme de formation «Travail décent au cube», et à intégrer les directives sur le travail décent dans des documents spécifiques utilisés pour former les dirigeants syndicaux, en renforçant notamment leurs capacités de dialogue social et de négociation collective. La proposition contenue dans le programme «Travail décent au cube», ainsi que ses principaux éléments et structures ont été validés durant ce cours et adaptés au contexte socio-professionnel des pays impliqués. En partageant des expériences du travail d'équipe avec des syndicats qui ont pris des mesures pour mettre en place des équipes pluridisciplinaires pour la promotion du travail décent, les participants ont élaboré des plans d'action visant à former une équipe pluridisciplinaire pour promouvoir le travail décent dans les différents pays.

Deux activités supplémentaires ont été menées à Turin:

A9-04394 – Réunion du réseau FIAT/CHRYSLER, en anglais, français, portugais, italien, Turin, 21 – 22 juin 2011, 44 participants (6 femmes)

Cette activité a représenté une première opportunité de coopérer avec des fédérations syndicales internationales (dans ce cas la FIOM) à la gestion conjointe des réunions du réseau des entreprises multinationales. Cette expérience a contribué à créer de nouvelles opportunités pour le développement de projets de formation ciblant spécifiquement les entreprises multinationales et pour les activités à venir (deux sont déjà prévues en 2012).

A9-04661 – Réunion de diffusion – Projet TANDEM (FABI), en anglais et italien, 11 novembre 2011, 52 participants (18 femmes)

Cette activité a constitué une occasion de collaborer avec les syndicats italiens du secteur de la banque et de l'assurance dans la dernière phase d'un projet portant sur le dialogue social sectoriel financé par l'Union européenne. Elle a permis de partager avec eux la riche expérience de notre programme en matière de dialogue social dans les secteurs au niveau européen.

B.12 Technologies de l'information et de la communication

Les technologies de l'information et de la communication – l'utilisation des ordinateurs et des communications informatiques – constituent un outil essentiel pour le développement des capacités syndicales. Ces dernières années, le Programme a donc mené des cours résidentiels sur ces technologies, organisé des séminaires d'une semaine et des activités mixtes d'un an sur ce sujet, fourni des services consultatifs, créé des logiciels, produit des matériels didactiques, organisé des sessions par communication informatique avant et après les formations et dispensé des cours entièrement en ligne.

En 2011, le Programme a encore amélioré ses services TIC existants, en se concentrant sur les besoins émergents des syndicats et sur les siens.

En 2011, on a tout particulièrement veillé à adapter le système en vue d'une utilisation décentralisée de la plate-forme, pour que l'éducation à distance et les conférences puissent être gérées au niveau régional.

La plate-forme SoliComm constitue le principal outil de déploiement de cette stratégie. SoliComm est un système informatique intégré spécialement mis au point par le Programme pour aider les syndicats à échanger des connaissances, collaborer et suivre des formations en ligne. Une coopération plus étroite avec les services TIC du Centre a été mise en œuvre en 2011 pour favoriser les synergies et économiser les ressources. Toutefois, ce travail continue avec l'utilisation du nouveau logiciel, ce qui a engendré certaines difficultés lors de la réalisation de nouvelles activités d'enseignement à distance au cours de 2011 ainsi que durant les premiers mois de 2012.

Le Programme prévoit à l'avenir de capitaliser ce savoir-faire pour mieux servir les syndicats partout dans le monde, ainsi que le Programme des travailleurs au sens large, dans les domaines suivants:

a) Éducation à distance et « mixte »

Grâce à SoliComm, l'enseignement à distance par communication informatique fait désormais partie intégrante de l'offre didactique du Programme, qui a organisé des sessions en ligne avant et après tous les cours résidentiels. Cette modalité « mixte » permet aux participants de se préparer à la phase résidentielle et de rester en contact entre eux par la suite, ainsi que de se tenir au courant des dernières évolutions relatives aux sujets centraux du cours résidentiel.

b) Formation syndicale en technologies de l'information et de la communication

Ces dernières années, le Programme a assuré des cours du soir d'informatique afin d'offrir une expérience pratique et en situation de cette technologie. D'autres efforts ont été déployés pour adapter ces modules aux besoins spécifiques des syndicats dans les différentes régions du monde.

c) Partage de connaissances et collaboration

SoliComm est une plate-forme intégrée destinée aux syndicats et organisations du mouvement syndical. Ces dernières années, ses services ont été améliorés pour permettre des échanges plus riches et plus conviviaux entre les utilisateurs.

B.13 Rapport financier

En 2011, le Programme a financé ses cours, activités et projets de plusieurs manières. ACTRAV-Genève a apporté des moyens prélevés sur les crédits de la coopération technique financée par le budget ordinaire (CTBO); le Centre de formation a amené des fonds provenant de la contribution volontaire italienne, de l'excédent d'exploitation et de la CTBO régionale; des fonds régionaux de l'OIT ont été utilisés; des organisations extérieures ont financé des activités; et des projets ont été parrainés intégralement ou partiellement par les sponsors.

Comme indiqué au tableau 5, en 2011, le Programme a bénéficié d'un financement fortement réduit de la part de l'Italie, compensé seulement en partie par le report des économies réalisées en 2010. Par ailleurs, grâce à la coopération d'ACTRAV-Genève, il pourra reporter un montant considérable d'économies en 2012.

Un changement significatif dans le financement du Centre réside dans l'augmentation substantielle des fonds provenant des projets, qui ont représenté en 2011 53,28% des ressources totales du Programme (31,73% en 2010), tandis que d'autres sources de financement externe ont compté pour 9,31% des ressources (8,81% en 2010).

Les fonds captifs n'ont par conséquent représenté que 29,57% des ressources (50,63% en 2010), tandis que 7,76% (8,83% en 2010) de celles-ci ont été assurées par la CTBO régionale. Grâce à une politique d'économies, une partie des fonds captifs a été reportée et contribuer à compenser partiellement la baisse des ressources prévue pour 2012.

Un rapport détaillé de l'utilisation des fonds italiens et d'ACTRAV-Genève en 2010 se trouve aux annexes 11 et 11bis.

Tableau 5: Ressources financières en 2010 et 2011 (en euros)

Sources	2010	2011	Diff.	Diff. en %	Remarques
Contribution volontaire italienne	950 000	468 211	- 481 789	- 50,71%	Y compris report de 2010 à 2011
ACTRAV	647 493	660 802			Y compris report de 2010 à 2011 et glissement à la fin du biennat
CTBO/OIT/CT	230 000 USD	216 211 USD			Comme d'usage, la contribution CTBO/OIT/CT est versée à 60% la première année du biennat et à 40% la deuxième année
TOTAL	2 469 295	2 640 390	+ 171 095	1.07%	
Contribution aux coûts fixes	780 014	705 239	- 74 775		
% CFC par rapport au total des ressources	31,58%	26,71%		- 4,73%	

Total Contribution des projets en 2011: 1 406 830 EUR

Union européenne (travail précaire, CES)

Union européenne (ETF)

Union européenne (UNI Europe)

Total Union européenne

699 744 EUR

Espagne (sécurité sociale, 2^e phase)

490 989 EUR

Italie (Pacte mondial pour l'emploi)

89 804 EUR

Région wallonne (Grands Lacs et Afrique)

37 480 EUR

Suède (SST en Afrique)

88 813 EUR

B.14 L'équipe d'ACTRAV-Turin

Les fonctionnaires rattachés au Programme en 2011 ainsi que leurs responsabilités figurent ci-après:

M. Giacomo Barbieri,	Chef du Programme, point focal sur l'intégration de la dimension de genre
M. Mban Kabu,	responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Afrique et les États arabes, chargé de la coopération technique dans le cadre de l'Accord de Cotonou et point focal en matière de VIH/sida;
M. Jesus García Jimenez,	responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes, chargé de la sécurité sociale et de l'éducation à distance et coordonnateur du projet sur la sécurité sociale en Amérique latine;
M. Arun Kumar,	responsable de programmes, chargé du programme régional pour l'Asie et le Pacifique et point focal pour la migration, les politiques de l'emploi et l'économie non structurée;
Mme Evelin Toth,	responsable de programmes, chargée du bureau régional pour l'Europe
Mme Martha Tirelli, Mlle Daniela Klein,	assistante du Programme; secrétaire de programmes, point focal sur l'intégration de la dimension de genre;
Mme Clelia Pellerino, Mlle Daniela Ciot, Mlle Chiara Garbero, Mlle Analourdes Herrera,	secrétaire de programmes; secrétaire de programmes adjointe (sur projet) secrétaire de programmes adjointe (court terme, à partir du 1 ^{er} avril) secrétaire de programmes adjointe, travaillant à temps partiel sur les cours à distance (dans le cadre de projets, jusqu'au 4 mars 2011).

Le personnel a travaillé d'arrache-pied pour répondre aux demandes découlant des activités et pour maintenir des normes de qualité élevées pour la réalisation des cours. Il y est parvenu grâce à son engagement permanent.

B.15 Spécialistes du Centre de Turin, d'ACTRAV, de l'OIT et externes

Le Programme recourt à des spécialistes externes pour ses cours et autres activités. Cela permet d'une part aux enseignants d'aborder les différents sujets couverts par le Programme et, de l'autre, aux participants de se familiariser avec des expériences vécues dans différentes régions et par des organisations syndicales du monde entier.

En 2011, le Programme a recouru aux services de 188 spécialistes externes, dont 79 femmes (42,0%), originaires de 47 pays (26 hors Europe). Vingt-deux fonctionnaires du siège et des bureaux régionaux de l'OIT ont fait profiter les participants aux cours et activités du Programme de leur savoir. Vingt-cinq fonctionnaires du siège et des bureaux régionaux de l'OIT ont conduit des sessions de formation lors de cours et activités du Programme. Enfin, seize spécialistes d'autres programmes techniques du Centre ont contribué aux activités d'ACTRAV-Turin.

Des spécialistes externes sont également venus directement des organisations syndicales nationales ou internationales ou ont été impliqués dans des activités syndicales. Tous possèdent une grande expérience en tant que formateurs syndicaux et spécialistes des thèmes traités par le Programme. Des représentants des syndicats italiens ont mené des sessions sur la structure du

mouvement syndical en Italie et en Europe. Une liste complète des spécialistes et des activités liées à des projets figure à l'annexe 12.

B.16 Participation des travailleurs aux activités du Centre, y compris les cours bi- et tripartites

En 2011, 566 travailleurs (dont seulement 27,6% de femmes) ont suivi au Centre des cours non organisés par ACTRAV-Turin, contre 785 en 2010. Parmi eux figuraient 8 personnes qui avaient reçu une bourse du Mécanisme d'appui aux partenaires sociaux du Centre, créé pour favoriser la participation des mandants à des cours réguliers à Turin (voir tableaux 6, 7 et 8).

Cela ne représente que 4,73% du nombre total des participants aux activités du CIF-OIT. Les travailleurs ayant suivi un cours organisé par ACTRAV-Turin comptent pour 77,8% du nombre total des travailleurs qui ont participé aux activités du Centre. De plus amples détails sont donnés à l'annexe 13.

En ce qui concerne la nouvelle typologie d'activités réalisées au Centre, **11 académies ont eu lieu en 2011, réunissant 928 participants. Les travailleurs participant à ces académies n'ont été que 25 (2,69%),** et les employeurs à peine 13 (1,4%). L'Académie maritime organisée par ILS/FPR (9 activités réparties sur l'année) a accueilli 86 travailleurs sur un total de 163 participants (52,7%).

Ce taux inacceptablement bas de participation des travailleurs et des employeurs aux académies constitue une tache sur ces nouveaux produits du Centre, et une solution doit être trouvée de toute urgence si l'on veut dresser une évaluation positive de cette nouvelle méthode de formation. Dans le cas contraire, les académies risquent de se transformer en cheval de Troie qui éliminera le tripartisme à l'intérieur même du Centre.

Les cours considérés comme bi- ou tripartites ont attiré 416 travailleurs (seulement 26,4% de femmes), contre 667 en 2010.

Il convient de souligner qu'en 2011, **16 activités ont été réalisées par d'autres programmes techniques (ILS et DELTA) uniquement pour les travailleurs. Elles ont rassemblé 128 participants:**

- 4 activités, en partenariat avec l'ITF, sur la convention maritime, 81 participants (ILS)
- 2 activités en Afrique, sous la responsabilité d'ACTRAV-Genève, sur les situations post-conflit, 57 participants (DELTA).

Avec la réduction drastique du nombre de bourses octroyées par le Mécanisme d'appui aux partenaires sociaux du Centre, la majorité absolue des travailleurs participant aux cours non organisés par ACTRAV-Turin est financée par des sponsors (au sein de l'OIT ou via des projets). Cette nouvelle situation complique considérablement le processus d'invitation par le biais de la Secrétaire du Groupe des travailleurs, parfois court-circuité par des décisions prises ailleurs. En outre, quand les activités ne concernent que les travailleurs, le Programme des activités pour les travailleurs devrait être en mesure d'être associé à leur mise en œuvre.

Tableau 6: Bourses complètes ou partielles octroyées à des travailleurs (2008-2011), en euros

MAPS	2008	2009	2010	2011
Total des ressources allouées au MAPS (ex-Fonds central)	1 510 284	313 015	153 850	
Excédent alloué à des bourses partielles				15 000

Tableau 7: Travailleurs ayant participé aux activités déclarées bi- ou tripartites par les programmes techniques*

* activités clairement bi- ou tripartites ou pour lesquelles la participation cumulée des travailleurs et des employeurs dépassait 40% du total des participants ou la participation des travailleurs dépassait à elle seule 25% du total des participants

PROGRAMME	AFRIQUE		AMÉRIQUES		ASIE		EUROPE		ÉTATS ARABES		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
ILS/FPR (7 activités)	10	1	18	1	20	1	38	6	0	0	95
EMLD (3 activités)	0	0	0	0	0	0	11	13	0	0	24
SOCPRO (5 activités)	9	2	6	4	22	19	0	1	2	0	65
SOCDIA (7 activités)	43	8	0	0	2	0	19	10	0	0	82
SDTI (5 activités)	14	4	5	1	2	0	0	0	0	0	26
SDG (1 activité)	0	0	0	0	0	0	0	0	6	2	8
DELTA (2 activités)	48	9	0	0	0	0	0	0	0	0	57
ESD (4 activités)	10	14	0	1	1	0	2	4	0	0	32
PRODEV (3 activités)	6	0	6	7	0	0	6	2	0	0	27
TOTAL (36 activités)	140	38	35	14	47	20	76	36	8	2	416
<i>TOTAL 2010</i>	<i>222</i>	<i>25</i>	<i>16</i>	<i>23</i>	<i>77</i>	<i>32</i>	<i>158</i>	<i>100</i>	<i>11</i>	<i>3</i>	<i>667</i>

Tableau 8: Nombre de travailleurs ayant participé à d'autres activités du Centre (y compris MAPS)

PROGRAMME	AFRIQUE		AMÉRIQUE S		ASIE		EUROPE		ÉTATS ARABES		TOTAL
	H	F	H	F	H	F	H	F	H	F	
ILS/FPR	29	2	21	3	21	1	52	8	0	0	137
ESD	14	14	4	2	3	0	3	4	0	0	44
EMLD	0	4	2	4	1	1	13	13	0	0	38
SOCPRO	27	6	14	8	25	19	2	7	3	1	112
SOC DIA	45	10	1	1	4	0	19	10	0	0	90
ACT/EMP	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
SDG	0	0	0	0	0	0	0	0	6	2	8
DELTA	48	9	3	0	0	0	0	0	0	0	60
GENDER	1	5	0	2	1	0	0	0	0	1	10
PRODEV	6	0	6	7	0	0	7	3	0	0	29
SDTI	14	4	8	1	5	0	2	4	0	0	38
TOTAL	184	54	59	28	60	21	98	49	9	4	566
<i>TOTAL 2010</i>	<i>232</i>	<i>43</i>	<i>37</i>	<i>35</i>	<i>84</i>	<i>39</i>	<i>182</i>	<i>112</i>	<i>17</i>	<i>4</i>	<i>785</i>

C. Rapport préliminaire pour 2012

En 2012, le Programme doit encore faire face aux conséquences de la réduction des moyens disponibles due à la diminution de la contribution volontaire italienne. Cette situation tient le Programme dans une situation instable due à la dépendance accrue vis-à-vis de ressources non prévisibles liées à de nouveaux projets ou sponsors.

Cependant, grâce à un modeste report de ressources de 2011 et à l'approbation de plusieurs projets, **72 activités sont prévues par le Programme**: 21 à Turin, 63 sur le terrain et 7 à distance, pour un nombre de participants estimé à 1 600; 39 de ces activités (54,1%) seront financées intégralement ou partiellement par des projets.

La possibilité d'organiser toutes ces activités dépend de la capacité à trouver des ressources supplémentaires auprès de partenaires prêts à les cofinancer, car les moyens disponibles actuellement ne couvrent pas la totalité des frais prévus, **et de la disponibilité en temps utile des ressources provenant des projets**. La coopération et l'intégration les plus fortes possibles avec ACTRAV-Genève et le Groupe des travailleurs sont de plus en plus nécessaires pour déterminer le meilleur équilibre entre les différents types d'activités (cours réguliers, sur le campus, sur le terrain et à distance) et pour renforcer la stabilité à long terme et la pertinence du Programme. La Direction du Centre a elle aussi un rôle à jouer dans ce processus.

Du point de vue de l'offre de formation, le Programme inclut dans le contenu des cours existants des thèmes liés à la crise économique et sociale mondiale et à ses conséquences, et met également à jour son plan d'études sur la *Santé et la sécurité au travail*. Il met par ailleurs au point un nouveau plan d'études sur le *Développement durable et le travail décent*.

Les efforts déployés pour lier les enjeux fondamentaux que sont les normes du travail, la liberté syndicale et le droit de négociation collective, le travail décent et le genre aux sujets d'actualité pour les travailleurs continueront à orienter l'action du Programme, dans l'objectif de contribuer de manière effective au développement des capacités des syndicats du monde entier.

Le droit d'organisation, la négociation collective, les entreprises multinationales, les conditions de travail, la lutte contre les inégalités, la pauvreté et la précarité figurent parmi les principaux thèmes sur lesquels le Programme réalisera des formations orientées sur l'action collective des syndicats.

Des efforts particuliers seront déployés en 2012 pour valider dans d'autres régions que les Amériques le ***nouvel ensemble complet de modules de formation répondant aux besoins de développement des capacités rencontrés par les syndicats dans le processus de conception et de mise en œuvre des PPTD***, à travers une approche basée sur la Déclaration sur la justice sociale de 2008 et la nature interdépendant des quatre piliers de l'Agenda du travail décent. Ces modules sont conçus d'une manière qui devrait permettre de diversifier l'offre du Programme afin de satisfaire les différents niveaux de besoins de formation liés aux divers rôles joués par les participants au sein de leur organisation. Ce programme de formation (le fameux « Travail décent au cube ») est étroitement lié à l'identification des façons possibles de recevoir des ressources supplémentaires réservées pour sa mise en œuvre. Un nouveau plan d'études sur les entreprises multinationales sera lancé en 2012-2013.

Sur la base de l'expérience de ces dernières années, le Programme devra faire un effort spécial de consolidation et d'augmentation de la qualité, de l'efficacité et de la pertinence de ses activités de formation par le biais:

- d'une intégration et d'un partage d'informations accrus avec d'autres activités de formation réalisées sur le terrain par des spécialistes d'ACTRAV et par des organisations syndicales régionales et nationales;
- d'une coopération renforcée avec les autres programmes techniques du Centre afin, entre autres, d'étendre la valeur ajoutée des contributions des travailleurs à leurs activités;
- de la réalisation d'au moins 50% des activités dans le cadre de projets, avec un accent particulier sur les cours interrégionaux;

- d'une meilleure interaction avec les organisations nationales et d'une évaluation plus concrète de l'impact de la formation, ce qui pourrait également déboucher sur une sélection plus adéquate des participants à nos cours (de nouvelles procédures de suivi doivent être mises au point).

En 2012, le Programme réalisera en collaboration avec une centrale syndicale italienne une activité de test pour le renforcement éventuel de la coopération avec les syndicats des pays industrialisés. La coopération accrue avec les fédérations syndicales internationales constitue un autre objectif du Programme pour cette année.

La production de nouveaux matériels didactiques et la mise à jour des matériels existants se poursuivront, avec un intérêt particulier pour l'intégration de la dimension de genre et les nouveaux modules sur l'Agenda du travail décent, la sécurité, la santé et l'environnement professionnel, le développement durable, ainsi que pour l'expérience accumulée dans le domaine du dialogue social sectoriel en Europe.

Dans la foulée des efforts déployés en 2010 et 2011 pour renforcer l'efficacité de la plateforme SoliComm et des outils d'éducation à distance, d'autres actions sont prévues en 2012 pour la mise en œuvre d'outils techniques permettant une plus grande délégation vers les structures de terrain pour la création et la gestion d'activités en ligne, telles que les conférences et les sous-conférences (émancipation des structures de terrain). Tout cela requiert une extension de la coopération avec le Centre à travers MIS et DELTA.

En 2012, un effort coordonné avec la Direction du Centre et ACTRAV-Genève devrait permettre d'aborder les difficultés rencontrées pour améliorer le niveau et la qualité de la participation des travailleurs aux activités du Centre organisées par d'autres programmes techniques (également en tant que spécialistes), en particulier en relation avec les académies. Une liste actualisée des experts appelés en tant que spécialistes sur des sujets spécifiques pour les travailleurs sera dressée d'ici à juillet 2012.

En ce qui concerne le renforcement de l'apport tripartite aux activités menées à Turin, une expérience prometteuse s'est déroulée en mars 2012: un atelier d'experts sur les politiques salariales, au cours duquel les travailleurs, les employeurs et les fonctionnaires du siège et du Centre se sont accordés sur la révision des plans d'études actuels sur le sujet, avec un contenu tripartite plus marqué (à mettre en œuvre si possible en relation avec les activités spécifiques pour les travailleurs et les employeurs), qui sera testé en novembre 2012. Cette méthodologie pourrait également être appliquée pour d'autres thèmes d'intérêt commun pour un public tripartite.

D'autre part, le nombre croissant d'activités promues par le Centre en partenariat avec l'OIT, qui sont souvent des ateliers de discussion sur des sujets très pertinents et parfois controversés, exige un effort renouvelé et coordonné entre Turin et Genève, afin de garantir que les travailleurs et les employeurs sont informés et impliqués dans ces activités dès le début.

Pour ce qui est des cours réguliers, le Programme prévoyait d'en mener jusqu'à douze cette année, mais à ce stade, les ressources disponibles n'en permettent qu'onze. Ces cours se déroulent en résidence à Turin et prévoient des visites d'étude auprès de diverses organisations syndicales à travers le monde, pour autant que de telles visites soient pertinentes pour le sujet du cours et n'augmentent pas le coût de manière significative. Depuis 2010, le Programme suggère d'organiser chaque année au moins un cours en anglais et un cours en français pour l'Afrique.

Les cours réguliers pour 2012, approuvés par le TUTC en 2011, sont les suivants (voir également à l'annexe 14):

Afrique

- Développement des capacités pour la promotion du travail décent (anglais)
- Relations professionnelles et économie non structurée (anglais/français)
- Santé et sécurité au travail et VIH/sida (français)

Amérique latine

- Droits syndicaux et normes internationales du travail (travailleurs domestiques) (espagnol)
- Développement des capacités pour la promotion du travail décent (espagnol)

Asie-Pacifique

- Outils d'organisation et de négociation collective dans les entreprises multinationales (anglais) **nouveau**
- Actions syndicales pour le travail décent, avec un accent sur la promotion de la liberté syndicale et la sécurité sociale (anglais)

Europe

- Communication syndicale (anglais/russe)

États arabes

- Syndicats et sécurité sociale (arabe)

Interrégional

- Relations professionnelles et économie non structurée (Afrique lusophone et Brésil)
- Développement durable et travail décent pour tous (anglais/espagnol/français)

Le cours interrégional sur les « Droits syndicaux et normes internationales du travail pour les travailleurs domestiques » pourrait être reporté à début 2013, en raison notamment du nombre important d'activités sur ce thème organisées sur le terrain après l'adoption d'une nouvelle convention et du projet sur ce sujet mené en Europe.

D'autres cours et activités sont décidés en cours d'année en consultation avec les bureaux régionaux au siège d'ACTRAV à Genève. Les invitations à participer aux activités sont approuvées par le Secrétaire du Groupe des travailleurs. Il est prévu d'organiser quelque 60 activités à Turin et dans les régions. La liste provisoire complète figure à l'annexe 15.

Le Programme poursuivra en 2012 les activités de plusieurs projets:

- Dialogue social sectoriel
Sponsor: Commission européenne (dans le cadre de l'accord de gestion conjointe avec l'OIT)
Partenaires: EFFAT et EMCEF
- Travail décent pour les travailleurs domestiques
Sponsor: Commission européenne
Partenaires: CES et EFFAT
- Renforcement de l'action syndicale en matière de sécurité sociale en Amérique latine (2^e phase)
Sponsor: gouvernement espagnol (fin en mai 2012)
- Sécurité sociale, SST et développement durable en Afrique et Amérique latine (**nouveau**)
Sponsor: gouvernement espagnol (début prévu à la mi-2012)

- Renforcement de l'action syndicale en matière de santé et sécurité au travail
Sponsor: gouvernement suédois
- Renforcement des syndicats dans la région des Grands Lacs et en Afrique
Sponsor: Région wallonne

Dans ce nouveau contexte, la recherche de nouveaux projets en réfléchissant à la possibilité de conclure un nouveau partenariat avec la Commission européenne dans les domaines de la coopération au développement ou autres, ainsi qu'avec d'autres organisations, doit être une priorité pour le Programme, en coopération avec ACTRAV-Genève, les organisations syndicales et la Direction du Centre. Un intérêt particulier doit être accordé aux projets interrégionaux et aux projets en Afrique et dans les États arabes.

D. Propositions pour 2013 et plans indicatifs pour 2014

Les cours réguliers du Programme sont classés par région et par sujet (pour le rapport sur les années précédentes, voir l'annexe 4). Compte tenu des cours menés ces dernières années et dans le but maximiser les possibilités de synergies avec des projets existants et de rendre opérationnel le développement d'un nouveau plan d'études sur les multinationales et d'un programme visant à aider les syndicats à intégrer les priorités des travailleurs dans les PPTD, les plans indicatifs suivants sont présentés pour 2013.

Ces plans sont basés sur les décisions préalables mais sont susceptibles d'être modifiés selon les délibérations du Comité lors de sa réunion de 2012, qui validera les propositions pour 2013 et approuvera les plans indicatifs pour 2014, lesquels feront partie intégrante des conclusions de la réunion.

Cours réguliers prévus en 2013 (voir également annexe 16)

Afrique

- Développement durable et travail décent pour tous (anglais/français)
- Développement des capacités en matière d'organisation et de gestion de syndicats (anglais)
- Développement des capacités en matière de négociation collective pour les syndicats (français)

Amérique latine

- Politiques de l'emploi et économie non structurée (espagnol)
- Santé et sécurité au travail et VIH/sida (espagnol)

Asie-Pacifique

- Développement des capacités pour la promotion du travail décent (anglais)
- Communication syndicale (anglais)

Europe

- Développement des capacités en matière de négociation collective pour les syndicats (anglais/russe)

États arabes

- Développement des capacités en matière d'organisation et de promotion du travail décent, avec un accent sur le genre (arabe)

Interrégional

- Normes internationales du travail et Déclaration sur la justice sociale dans les EMN (anglais/espagnol) **nouveau**
- Sécurité sociale et syndicats (Afrique lusophone et Brésil)
- Droits syndicaux et normes internationales du travail pour les travailleurs domestiques (anglais/espagnol/français)

Annexe 1	Conclusions du TUTC 2011
Annexe 2	Résumé des descriptions des cours 2011
Annexe 3	Cours réguliers 2011 par région
Annexe 4	Cours réguliers (répartition par région 2000-2011)
Annexe 5	Activités à Turin en 2011, hors cours réguliers et projets
Annexe 6	Activités sur le terrain en 2011, hors projets
Annexe 7	Activités liées à un projet exécutées en 2011 par région
Annexe 8	Activités d'apprentissage à distance exécutées en 2011 par région
Annexe 9	Répartition selon le genre
Annexe 10	Évaluation
Annexe 11	Activités financées ou cofinancées par ACTRAV
Annexe 11 bis	Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne
Annexe 12	Liste des spécialistes
Annexe 13	Tableaux détaillés des activités bi- et tripartites
Annexe 13 bis	Tableau détaillé des Académies
Annexe 14	Cours réguliers 2012
Annexe 15	Activités prévues et exécutées en 2012
Annexe 16	Plans indicatifs pour 2013
Annexe 17	Généralités sur le programme

Annexe 1

Conclusions du TUTC 2011

Rapport de synthèse de la 30^e session du Comité de la formation syndicale

tenue les 12 et 13 mai 2011

Center international de formation de l'OIT, Turin

Membres présents:

Abdelmadjid Sidi Saïd (Président du groupe des travailleurs)
Nitte M. Adyanthaya (membre du groupe des travailleurs)
Arnaldo Souza Benedetti (membre du groupe des travailleurs)
Cinzia Del Rio (membre du groupe des travailleurs)
Bah Rabiadou S. Diallo (membre du groupe des travailleurs)
Maria Fernanda Carvalho Francisco (membre suppléante du groupe des travailleurs)

Raquel González (Secrétaire du groupe des travailleurs)
Esther Busser (Secrétaire adjointe du groupe des travailleurs)

Raghwan Raghwan (ACTRAV-Genève)

Patricia O'Donovan (Directrice, Centre de l'OIT de Turin)
Antonio Graziosi (Directeur des programmes de formation, Centre de l'OIT de Turin)

Giacomo Barbieri (Secrétaire du Comité de la formation syndicale)

Observateurs:

Jesús García Jiménez
Mban Kabu
Arun Kumar
Evelyn Toth-Muciacciaro

Conclusions et recommandations

Le Comité a atteint un consensus sur les points suivants:

1. Exprimer son inquiétude face au déséquilibre structurel encore non résolu de la base de financement du Centre et demander à la Directrice du Centre de présenter un document de stratégie visant à renforcer l'intégration du Centre avec le BIT et contenant une référence plus marquée aux normes internationales du travail et aux valeurs, principes et approche tripartite de l'Organisation et de son Agenda du travail décent. Le Comité a également recommandé de développer les capacités du Centre à diffuser les NIT et les valeurs de l'OIT à travers son action dans le contexte élargi des Nations Unies.
2. Se féliciter de la consultation intensive avec les mandants pour la préparation de ce document de stratégie, qui devrait souligner le rôle de la formation dans le développement des capacités des partenaires sociaux à mettre en œuvre la Déclaration sur la justice sociale, soutenus par une synergie accrue entre le Centre et la coopération technique de l'OIT et d'autres moyens d'action, afin de mobiliser des ressources plus prévisibles.
3. Réitérer sa préoccupation face à l'émergence d'une « approche de marché » pour le soutien au Centre, qui pourrait avoir des conséquences néfastes pour la formation sur des sujets d'intérêt majeur pour les travailleurs et le mandat de l'OIT en général, et demander une évaluation approfondie des manifestations de formation telles que les académies en matière de contribution au développement des capacités des mandants (travailleurs et employeurs) et au mandat général de l'OIT.
4. Demander l'application d'une stratégie de financement effective pour le Programme, qui a été fortement touché par la réduction des sources traditionnelles de financement des activités du Centre.
5. Stimuler la politique du Centre sur les cours bi- et tripartites, avec une représentation accrue des partenaires sociaux et des plans d'étude adoptés de commun accord, en intensifiant la coopération entre le Programme des activités pour les travailleurs et d'autres programmes techniques et en insistant sur la qualité et la valeur ajoutée des contributions tripartites. Le Comité invite également le Centre à prendre des mesures pour garantir une meilleure représentation des travailleurs, à travers la consultation de la Secrétaire du groupe des travailleurs et l'approbation par cette dernière des participants travailleurs aux activités du Centre autres que celles organisées par le Programme.
6. Demander au Programme des activités pour les travailleurs de dresser une liste des spécialistes d'ACTRAV-Genève, d'organisations de travailleurs locales, nationales et internationales et d'institutions de formation sur chaque sujet pertinent pour ses activités, afin de garantir une contribution accrue des travailleurs à toutes les activités organisées par le Centre.
7. Appeler le Programme, en collaboration avec ACTRAV-Genève et avec les spécialistes régionaux de l'éducation des travailleurs et en consultation avec la Secrétaire du groupe des travailleurs, à améliorer en permanence les capacités à identifier et à répondre aux besoins de formation et à mobiliser des ressources, avec la participation des organisations syndicales à tous les niveaux, par l'intermédiaire de la Secrétaire du groupe des travailleurs.
8. Mettre au point des plans d'étude mettant l'accent sur le contenu spécifique du cours, avec des modules qui répondent aux besoins de formation dans chaque domaine du programme.

-
9. Appréciant les efforts déployés par le Programme pour développer les capacités des syndicats, recommander qu'il cherche un meilleur équilibre entre les activités sur le campus et sur le terrain, entre les ateliers régionaux et interrégionaux, entre les questions émergentes et les sujets fondamentaux tels que les normes internationales du travail, la liberté syndicale, la négociation collective et la sécurité sociale, tout en facilitant l'accès aux participants qui parlent d'autres langues que l'anglais ou l'espagnol.
 10. Organiser pour toutes les régions des formations sur les sujets fondamentaux, tels que les relations d'emploi, les politiques salariales, l'organisation des travailleurs, la négociation collective, la sécurité sociale, le développement durable et les EMN, et continuer à travailler sur les thèmes figurant à l'ordre du jour de la Conférence internationale du Travail et sur les priorités du groupe des travailleurs. Cela renforcerait la pertinence des activités de formation pour les organisations de travailleurs et aiderait à disséminer les connaissances et les informations.
 11. Se féliciter du nouveau cours de formation sur le travail décent conçu par le Programme des activités pour les travailleurs pour aider les syndicats à intégrer les priorités des travailleurs dans les PPTD et les PNUAD, en se basant sur la Déclaration sur la justice sociale et les quatre piliers de l'Agenda du travail décent.
 12. Appuyer la sécurisation des ressources provenant des bailleurs de fonds pour les nouveaux projets du Programme, en bâtissant sur les expériences positives vécues en Europe et en Amérique latine, ainsi que par la participation constante du Programme aux activités de coopération technique d'ACTRAV-Genève.
 13. Évaluer en permanence l'impact des activités de formation sur les syndicats des différentes régions, dans l'optique d'améliorer la qualité de la formation et d'assurer l'impact le plus élevé possible aux niveaux régional et national.
 14. Poursuivre et étendre le développement des activités dans les États arabes.
 15. Insister sur la nécessité de poursuivre les efforts de renforcement de la participation des femmes aux programmes de formation et promouvoir l'intégration des questions de genre dans les cours.
 16. Appréciant l'intégration de l'enseignement à distance dans l'approche de formation, recommander l'évaluation des activités d'enseignement à distance dans les différentes régions.
 17. Tenir à jour une base de données des structures et institutions de formation gérées par des syndicats à travers le monde, nouer de nouveaux liens avec les collègues du travail dans l'optique de manifestations conjointes et soutenir la coopération syndicale Sud-sud.
 18. Poursuivre et étendre le développement de matériels de formation, avec un accent plus important sur l'actualisation régulière du contenu et sur les nouveaux sujets d'intérêt pour les priorités des travailleurs.
 19. Approuver la liste des activités proposées pour 2012 et 2013.

Turin, mai 2011.

Annexe 2

Résumé des descriptions des cours 2011

RESUME DES DESCRIPTIONS DE COURS 2011

Les fichiers décrivant les activités de formation et le matériel de formation du Programme d'activités pour les travailleurs 2011 peuvent être consultés sur la page web d'ACTRAV-Turin à l'adresse suivante:

http://actrav.itcilo.org/index_fr.php

AFRIQUE

Activités à Turin

Cours réguliers

A1-04020 – La justice sociale pour une mondialisation équitable et le Pacte mondial pour l'emploi, Turin, anglais, 7-23 mars 2011, 13 participants (6 femmes)

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de comprendre les processus clés et les forces motrices de la mondialisation et de la crise financière et économique mondiale, ainsi que leurs effets sur le monde du travail;
- de mieux comprendre la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, le Pacte mondial pour l'emploi et les normes fondamentales du travail;
- d'évaluer les progrès dans la mise en œuvre de la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, du Pacte mondial pour l'emploi et de l'Agenda pour le travail décent de l'OIT en vue d'identifier les principales contraintes à la promotion de ces instruments en Afrique;
- de formuler des stratégies sur la manière d'accélérer la mise en œuvre de la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, du Pacte mondial pour l'emploi et de l'Agenda pour le travail décent de l'OIT dans les pays africains en vue de parvenir à un développement durable;
- de mettre au point des stratégies d'intégration des questions de genre dans tous les programmes et actions de leurs syndicats qui visent à sortir de la crise mondiale actuelle;
- de préparer une proposition de suivi pour le transfert de connaissances et d'expériences vers les syndicats, afin de renforcer les programmes et activités en vue d'améliorer leurs programmes et leurs activités de promotion du travail décent.

A1-04027 – La négociation collective pour les syndicats, anglais/français, Turin, 18-29 juillet 2011, 15 participants (7 femmes)

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de comprendre les processus clés et les forces motrices de la mondialisation et de la crise financière et économique mondiale, d'identifier et d'évaluer les principaux défis rencontrés actuellement par les syndicats en matière de promotion du travail décent dans les économies

nationales et de décrire les modalités selon lesquelles les syndicats peuvent relever efficacement ces défis;

- d'examiner certaines politiques et pratiques actuelles de négociation collective, d'identifier leurs forces et faiblesses et de proposer des changements pour les actualiser;
- de décrire les différents facteurs qui déterminent les salaires et autres conditions de travail;
- de comprendre les éléments clés de la négociation collective et les politiques et processus de gestion et de formuler efficacement leurs demandes;
- de développer des capacités d'analyse de l'information financière des entreprises (par ex., bilans) par les négociateurs pour une négociation collective efficace;
- de discuter de stratégies de négociation collective et d'appliquer des techniques de négociation et de pression;
- de décrire les normes fondamentales de l'OIT concernant la négociation collective;
- d'élaborer des stratégies sur la manière d'intégrer le Pacte mondial pour l'emploi et l'Agenda pour le travail décent de l'OIT dans les politiques et les programmes de développement aux niveaux local et national;
- de mettre au point des stratégies d'intégration des questions de genre dans tous les programmes et actions de leurs syndicats, y compris dans les activités de négociation collective;
- de préparer une proposition de suivi pour le transfert à leurs syndicats des connaissances et de l'expérience acquise afin de renforcer leurs programmes et leurs activités de promotion du travail décent.

A1-04023 – La liberté d'association et la réforme structurelle des syndicats, français, Turin, 5-21 septembre 2011, 18 participants (8 femmes)

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de comprendre les processus clés et les forces motrices de la mondialisation et de la crise financière et économique mondiale, d'identifier et d'évaluer les principaux défis rencontrés par les syndicats en matière de relations professionnelles, et de décrire les modalités selon lesquelles les syndicats peuvent relever efficacement ces défis;
- d'analyser la situation du mouvement syndical en Afrique et d'identifier ses forces et ses faiblesses sur la base des conclusions de la recherche menée par ACTRAV;
- de suggérer des mesures et stratégies pour la réforme structurelle et la rénovation du mouvement syndical en Afrique;
- de contribuer à la mise en place de syndicats représentatifs, démocratiques, indépendants, unis et forts en Afrique, à tous les niveaux;
- d'utiliser les compétences nouvellement acquises et des méthodes et stratégies novatrices appropriées pour l'organisation des travailleurs des ZFE et de l'économie informelle;
- de comprendre les normes fondamentales de l'OIT concernant la liberté syndicale et le droit à la négociation collective;

- de mettre au point des stratégies d'intégration des questions de genre dans tous les programmes et actions de leurs syndicats, y compris dans le recrutement de nouveaux affiliés et dans l'organisation d'activités;
- de préparer une proposition de suivi pour le transfert à leurs syndicats des connaissances et de l'expérience acquise afin de renforcer leurs programmes et leurs activités en vue d'une rénovation du mouvement syndical.

Activités sur le terrain

A1-52114 – Formation syndicale sur l'administration et l'inspection du travail pour les syndicats de la Communauté d'Afrique de l'Est, anglais, Nairobi, Kenya, 4-8 avril 2011, 18 participants (10 femmes)

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de donner une vue d'ensemble des principes, des pratiques et des défis de l'administration et de l'inspection du travail;
- de sensibiliser aux conventions et recommandations de l'OIT concernant l'administration et l'inspection du travail;
- de discuter du droit du travail et du système d'inspection du travail de la Communauté d'Afrique de l'Est;
- de décrire les principaux problèmes concernant les conditions de travail et de discuter de la situation et des tendances des relations professionnelles dans les pays représentés au cours;
- de fournir des informations sur la manière de promouvoir la santé et la sécurité au travail ainsi que des stratégies, et de garantir le respect des règlements de l'inspection du travail;
- de réfléchir à différentes approches de la promotion des préoccupations des groupes vulnérables de travailleurs dans l'inspection du travail;
- de mettre au point des stratégies d'intégration des questions de genre dans l'administration et l'inspection du travail;
- de comprendre l'importance de la coopération et du partenariat et de décrire différentes manières de promouvoir le tripartisme et la collaboration avec les partenaires sociaux à différents niveaux;
- de mettre au point des plans d'action nationaux sur les priorités et les actions syndicales sur la promotion de la santé et la sécurité au travail, de meilleures relations industrielles, de meilleures conditions de travail, l'éradication du travail des enfants et du travail forcé, etc.

A1-54017 – Formation syndicale sur la validation d'un manuel de formation: développement durable et travail décent - un manuel de formation pour les travailleurs africains de l'Afrique anglophone, anglais, Kisumu, Kenya, 22-26 août 2011, 14 participants (4 femmes)

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure d'analyser les caractéristiques du mode de production et de consommation, les conséquences environnementales et sociales sur l'emploi et les opportunités sociales nécessaires pour évoluer vers un modèle plus durable sur le plan de:

- la présentation de certains des outils utilisés comme indicateurs de la viabilité du modèle de développement;
- l'analyse des défis et des opportunités pour la création du travail décent dans un nouveau modèle de production et de consommation durable qui reflète un changement vers une économie axée sur les emplois verts et à faible émission de carbone;
- l'étude des différentes possibilités d'action syndicale sur les questions environnementales à différents niveaux, depuis le lieu de travail jusqu'aux niveaux national, régional et international, y compris des expériences concernant des lieux de travail plus durables et un dialogue social bipartite sur les questions environnementales;
- la présentation des expériences en matière d'action syndicale sur les questions environnementales principalement dans les pays de la région;
- le partage d'expériences sur l'intégration de l'approche du développement durable dans la Déclaration de 2008, le Pacte mondial pour l'emploi de 2009, les stratégies de l'OIT, d'autres agences de l'ONU et des organisations syndicales pour la création d'emplois verts;
- l'examen, l'orientation et la validation du manuel pour refléter une perspective réellement africaine et garantir sa viabilité pour les travailleurs africains.

A1-5457 – Appuyer les femmes syndicalistes de terrain dans la région des Grands Lacs, français, Gisenyi, Rwanda, 7-9 novembre 2011, 40 participants (26 femmes)

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- d'analyser la situation économique, politique et sociale de la région des Grands Lacs;
- de comprendre le rôle des femmes dans la vie économique de la région et l'importance des actions menées par les femmes syndicalistes;
- de discuter de la législation nationale du travail de leur pays, des similitudes et différences avec la législation du travail des pays frontaliers;
- d'examiner les normes internationales du travail de l'OIT en matière d'égalité des genres et leur implication concrète sur le terrain;
- de mener des actions pour le respect du droit du travail et des normes internationales du travail, et la réforme de la législation du travail;
- d'analyser la situation des organisations syndicales dans la région des Grands Lacs, et de comprendre l'intérêt à la collaboration intersyndicale;
- de mettre au point des stratégies d'intégration des questions de genre dans toutes les actions des syndicats.

A1-5426 – Mise à l'essai d'un manuel de formation syndicale sur la santé et la sécurité au travail, anglais, Johannesburg, Afrique du Sud, 13 participants (4 femmes)

Le programme de cours se présentait comme suit:

- Présentation et orientation: présentation des participants et des informations de fond sur la portée et les objectifs du cours
- Présentation générale du projet de manuel de formation syndicale sur la SST

- Examen du questionnaire des participants
- Cadre normatif de l'OIT sur l'ESST
- ESST: principaux risques à aborder
- VIH/SIDA et ESST: Recommandation No. 200 de l'OIT
- ESST: gestion et prévention aux niveaux national et de l'entreprise
- Action syndicale et méthodologie de prévention
- Santé et sécurité des travailleurs par poste ou profession: comment utiliser la fiche
- Plans d'action individuels
- Commentaires finaux et conclusions sur le manuel

A1-54227 – Validation du manuel de formation syndicale sur la santé et la sécurité au travail, anglais, Johannesburg, Afrique du Sud, 21-23 novembre 2011, 27 participants (12 femmes)

Le programme de cours se présentait comme suit:

- Présentation et orientation: présentation des participants et des informations de fond sur la portée et les objectifs du cours
- Présentation générale du projet de manuel de formation syndicale sur la SST
- Analyse du plan stratégique de la CSI pour l'Afrique concernant la SST de 2009 à 2012
- ESST: principaux risques à aborder
- Santé et VIH/SIDA
- ESST: gestion et prévention aux niveaux national et de l'entreprise
- Action syndicale et méthodologie de prévention
- Présentation succincte de la fiche et discussion générale sur la perspective de genre concernant les risques dans la fiche de risque
- Commentaires finaux et conclusions sur le manuel
- Consensus et adoption du manuel en tant qu'outil de formation sur la SST pour les syndicats en Afrique
- Évaluation du cours

AMERIQUE LATINE ET CARAÏBES

Activités à Turin

Cours réguliers

A2-04019 – Négociation collective pour les syndicats, espagnol, Turin, 28 mars-15 avril 2011, 16 participants (10 femmes)

Les objectifs de cette formation étaient:

- de comprendre de manière générale les principes qui sous-tendent le mandat de l'OIT en matière de travail décent et le système de normes de l'OIT: procédures, participation des syndicats aux mécanismes de supervision, plus particulièrement aux mécanismes pour la liberté syndicale et la négociation collective, en particulier les conventions 87, 98, 144, 151 et 154;
- de prêter une attention particulière à la négociation collective en tant que capacité autonome des agents sociaux et qu'expression bipartite du dialogue social dans le domaine des relations professionnelles, qui doit être respectée et facilitée par les gouvernements pour que les parties puissent parvenir à un accord sur les conditions de travail;
- d'examiner en détail les conventions fondamentales et de promouvoir la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son mécanisme de suivi de 1998 ainsi que la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable de 2008;
- de connaître les principaux sujets et les conclusions du symposium international sur la négociation collective d'octobre 2009;
- d'analyser les discriminations salariales hommes-femmes ainsi que leurs causes et les facteurs qui les influencent, en identifiant une méthode d'évaluation objective des emplois qui permette de les corriger par la négociation collective;
- d'analyser la théorie du conflit et la négociation; de connaître différents modèles théoriques de négociation: en fonction du poste, des principes, de la situation;
- de promouvoir des aptitudes sociales liées à la négociation: techniques de communication, d'observation, de débat;
- de préparer une négociation syndicale.

A2-04025 – Formation syndicale sur l'organisation et le développement des syndicats, espagnol, Turin, 26 septembre-14 octobre 2011, 15 participants (7 femmes)

Les objectifs de cette formation étaient:

- d'identifier les difficultés internes et externes que rencontrent les organisations syndicales pour se développer, ainsi que leurs forces et possibilités; de dresser une analyse comparative des différents pays et de faciliter le processus d'intégration syndicale internationale par l'échange d'expériences;
- de décrire les procédures et les mécanismes de supervision et de contrôle prévus dans le système des normes internationales du travail de l'OIT et les possibilités d'action syndicale à cet égard;

- d'analyser l'importance des principes et droits fondamentaux au travail consacrés par la Déclaration de l'OIT et son mécanisme de suivi, avec un accent particulier sur la liberté syndicale et le droit de négociation collective;
- d'analyser les enjeux sociaux actuels, tels que les processus d'intégration, la structure du mouvement syndical international, la capacité des syndicats de formuler des propositions sur ces thèmes, l'égalité des genres, l'égalité des chances, les résultats de la Conférence internationale du travail de juin 2010 en matière de crise économique, ainsi que l'ordre du jour de la CIT pour 2011. Tous ces thèmes ont été traités en tenant compte de l'approche de l'OIT et de son mandat en matière de normes internationales du travail et de principes et droits fondamentaux au travail, de la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, du Pacte mondial pour l'emploi et de l'Agenda du travail décent de l'OIT;
- d'identifier les limites posées par le système juridique de chaque pays à l'affiliation et à la négociation collective;
- de décrire et de formuler des stratégies pour l'organisation de campagnes de recrutement et de participation syndicale, en particulier dirigées vers les travailleurs de l'économie informelle, les femmes et les jeunes;
- d'analyser les expériences positives de l'économie sociale avec la participation des organisations syndicales afin d'organiser les travailleurs de l'économie informelle et d'établir des alliances avec la société civile;
- de formuler de nouvelles stratégies et de nouveaux programmes de formation syndicale afin de dynamiser le développement de cadres syndicaux capables de répondre aux nouveaux défis;
- de produire des plans d'action à mettre en œuvre au niveau national ou local;
- de comprendre le mouvement syndical international et les organisations syndicales des pays industrialisés, en particulier le mouvement syndical espagnol par le biais d'une visite d'étude en Espagne.

Activités sur le terrain

A2-54339 – Participation stratégique des organisations syndicales aux mécanismes de contrôle du système de normes de l'OIT, espagnol, Buenos Aires, 28 février-2 mars 2011, 23 participants (6 femmes)

Les objectifs de cette formation étaient les suivants:

Objectif général:

- renforcer les connaissances des membres du réseau des droits de l'homme et de l'équipe juridique continentale, en particulier sur la compilation de mémoires dans les mécanismes de contrôle et du système de normes;
- contribuer à l'application intégrale des normes fondamentales du travail, tant au niveau législatif que dans la pratique.

Objectifs spécifiques:

- renforcer la capacité des organisations syndicales de participer avec professionnalisme aux mécanismes de contrôle du système de normes de l'OIT par le biais d'exercices concrets qui se basent sur l'application des droits fondamentaux au travail;
- échanger des expériences et systématiser la situation au niveau régional à partir de la présentation de brouillons de questionnaires pour les mémoires créées par les centrales syndicales;
- renforcer les alliances avec le monde académique et des spécialistes des moyens de communication.

A2-54341 – Capacités des syndicats en matière de promotion du travail décent, espagnol, Tlaxcala, Mexique, 1-8 août 2011, 22 participants (9 femmes)

Les objectifs de cette formation étaient:

- d'identifier des possibilités de formation en vue d'intensifier les actions syndicales en matière de promotion du travail décent à partir de la proposition du programme «Trabajo décente al cubo» (Travail décent au cube);
- d'intégrer les axes du travail décent dans des documents spécifiques en vue de les appliquer au processus de développement et de formation des dirigeants syndicaux avec une référence particulière au renforcement de leurs capacités dans le dialogue social et la négociation collective;
- de valider et d'adapter au contexte socioprofessionnel particulier la proposition du programme «Travail décent au cube», ses points principaux et les cartes fonctionnelles pour la promotion de chacun d'entre eux;
- de définir les lignes d'action pour mettre en place une équipe pluridisciplinaire pour la promotion du travail décent (EPPTD) au Mexique et dans d'autres pays de la région;
- d'échanger des expériences de travail en équipe avec des syndicalistes argentins et brésiliens.

A2-54342 – Rencontre régionale du système des Nations unies, des institutions financières internationales et de la Confédération syndicale des Amériques, Panama, 23-24 août 2011, espagnol, 21 participants (7 femmes)

Les objectifs de cette formation étaient:

- d'identifier les domaines de coopération éventuels entre les agences du système des Nations unies, la CSA et ses organisations affiliées dans le cadre de la réforme du SNU;
- d'identifier les domaines de coopération éventuels entre les IFI et la CSA et ses affiliés;
- de reconnaître les nouvelles opportunités de développement démocratique avec une justice sociale dans le dialogue social tripartite et dans la négociation collective;
- d'analyser les projets existants et en cours dans les Amériques dans le cadre de la coopération multilatérale en vue d'identifier d'éventuels mécanismes et procédures de garantie de la participation des syndicats;
- de déterminer les éventuelles lignes d'action commune avec le futur Institut de développement des Amériques qui sera bientôt mis en place par la CSA et avec la Plataforma Laboral de las Américas qui encouragent leurs organisations syndicales affiliées sur tout le continent;

- de contribuer au renforcement de l'Agenda pour le travail décent de l'OIT et aux efforts d'autoréforme et de modernisation que déploient les organisations syndicales sur le continent pour agir de manière unie, indépendante et démocratique.

Éducation à distance

A274338 – Participation stratégique des organisations syndicales aux mécanismes de contrôle du système de normes de l'OIT, espagnol, 24 participants (6 femmes)

Les objectifs de cette formation étaient les suivants:

Objectif général :

- renforcer les connaissances des membres du réseau des droits de l'homme et de l'équipe juridique continentale, en particulier sur la compilation de mémoires dans les mécanismes de contrôle et du système de normes;
- contribuer à l'application intégrale des normes fondamentales du travail, tant au niveau législatif que dans la pratique.

Objectifs spécifiques :

- renforcer la capacité des organisations syndicales de participer avec professionnalisme aux mécanismes de contrôle du système de normes de l'OIT par le biais d'exercices concrets qui se basent sur l'application des droits fondamentaux au travail;
- échanger des expériences et systématiser la situation au niveau régional à partir de la présentation de brouillons de questionnaires pour les mémoires créées par les centrales syndicales;
- renforcer les alliances avec le monde académique et des spécialistes des moyens de communication.

P202810 – Renforcement de la formation des agents syndicaux en Amérique latine en matière de sécurité sociale, en particulier concernant la viabilité des systèmes de protection sociale (Projet SSOS (Sécurité sociale pour les organisations syndicales)) – PHASE II (juin 2010 – juin 2012)

La deuxième phase du projet (2010-2012 - 24 mois) a un triple objectif: répondre en grande partie aux besoins exprimés par les syndicats, intensifier les activités de la première phase du projet, en consolidant et en renforçant les progrès réalisés, et élargir la couverture du projet en désignant à cette fin des pays de référence régionale, à savoir le Chili et le Brésil pour le Cône Sud et le Costa Rica pour l'Amérique centrale.

Les lignes de travail définies dans le texte du projet pour atteindre les trois objectifs précités sont:

- la formation et le conseil en sécurité sociale et en SST, pour le renforcement des équipes techniques syndicales au sein des organisations syndicales qui améliorent en permanence leur capacité de proposition dans le dialogue social et fournissent des services d'information et de formation aux travailleurs et aux travailleuses.

Le programme de formation connexe se compose d'activités nationales, sous-régionales et régionales qui requiert la présence des participants, ainsi que d'un cours à distance spécifique:

- le renforcement de la coordination sous-régionale et régionale des syndicats en matière de sécurité sociale et de santé et sécurité au travail: la perspective internationale en matière de sécurité sociale et de SST revêt une importance stratégique à l'heure d'intégrer de manière efficace une dimension sociale aux processus d'intégration économique;
- la nécessité de promouvoir l'égalité des genres par le biais de la sécurité sociale et de la SST, et de transversaliser la dimension de genre dans le développement du projet: cette partie vise également à: i) mettre en place une base de données sur la situation de la couverture des femmes dans les pays, ii) promouvoir l'intégration de la dimension de genre dans les politiques publiques de sécurité sociale dans les pays, et iii) développer des expériences qui démontrent l'extension de la protection sociale aux femmes, que ce soit dans des programmes de santé ou les pensions;
- le renforcement du tripartisme et du dialogue social (transversal): le renforcement du tripartisme et du dialogue social en matière de sécurité sociale, dont l'objectif est de travailler à l'intégration d'une dimension sociale adéquate aux processus d'intégration, recommande que soient organisées des réunions permettant de connaître les expériences de la construction de l'Union européenne et son fonctionnement actuel, l'Espagne étant un point de référence de lien culturel entre les réalités de l'Amérique latine et de l'Union européenne.

Les activités réalisées en 2011 sont les suivantes:

TITRE	DATES	N° PARTICIPANTS
ACTIVITÉS RÉGIONALES		
<i>Cultura de prevención y la salud de los trabajadores/as</i> (Buenos Aires, Argentine)	28/02/2011 04/03/2011	17 7♀
<i>Taller Regional Campaña promoción ratificación Convenio 102</i>	25/07/2011 27/07/2011	16 7♀
<i>Seminario Regional en Salud y Seguridad en el Trabajo</i> (Lima, Pérou)	5/12/2011 7/12/2011	13 9♀
<i>Diplomado Internacional Derecho Laboral</i>	21/07/2011 29/07/2011	16 6♀
<i>Financiamiento y Gobernanza de la Seguridad Social</i>	18/07/2011 29/07/2011	2
FINANCEMENT DE BOURSES DANS D'AUTRES ACTIVITES		
<i>Formación de Políticas y Gestión de la Seguridad Social en AL</i>	27/06/2011 25/11/2011	5 1♀
<i>Social Security Summer School</i>	26/09/2011 7/10/2011	1♀
<i>Gender Academy</i>	21/11/2011 2/12/2011	4♀
ACTIVITES SOUS-REGIONALES		
<i>Encuentro comisión subregional seguridad social</i> (Montevideo, Uruguay)	15/10/2010 16/10/2010	14 3♀
<i>Seminario subregional bipartito sobre salud y seguridad en el trabajo</i> (Panama)	09/03/2011 12/03/2011	25 10♀
<i>Encuentro subregional de Seguridad Social Cono Sur</i> (Asunción, Paraguay)	6/04/2011 8/04/2011	20 10♀
<i>Seminario subregional Centro America: informe seguridad social 2011</i> (Panama)	16/05/2011 19/05/2011	21 6♀
<i>Seminario subregional andinos: informe seguridad social 2011</i> (Quito, Équateur)	23/05/2011 26/05/2011	12 3♀
<i>Seminario sobre salud y seguridad en el trabajo subregional bipartito - Cono Sur y Andinos</i> (Montevideo, Uruguay)	11/07/2011 15/07/2011	40 17♀
ACTIVITES NATIONALES		
<i>Foro sindical sobre salud y seguridad en el trabajo</i> (Saint-Domingue, République dominicaine)	11/02/2011 11/02/2011	58 27♀
<i>Foro sindical sobre salud y seguridad en el trabajo</i> (Montevideo, Uruguay)	02/03/2011 03/03/2011	50 14♀
<i>Seguridade Social para Dirigentes Sindicais do Brasil taller nacional</i> (Sao Paulo, Brésil)	28/03/2011 30/03/2011	24 10♀
<i>Taller nacional sobre seguridad social</i> (Santiago, Chili)	19/04/2011 22/04/2011	15 8♀
<i>Taller nacional sobre empleo, salarios y seguridad social</i> (Bogota, Colombie)	4/05/2011 7/05/2011	28 11♀
<i>Taller nacional sobre salud y seguridad en el trabajo</i> (Montevideo, Uruguay)	23/05/2011 27/05/2011	30 11♀
<i>Jornadas de formación sindical hacia la 100° Conferencia de OIT y la seguridad social en Uruguay</i> (Montevideo, Uruguay)	25/05/2011 26/05/2011	110 39♀

<i>Extensión de la protección social en Perú con enfoque de género: taller nacional (Lima, Pérou)</i>	30/05/2011 02/06/2011	33 13♀
<i>Taller nacional sobre empleo, salarios y seguridad social (San José, Costa Rica)</i>	19/07/2011 22/07/2011	26 8♀
<i>Jornada Nacional Normas Salud y Seguridad en el Trabajo</i>	21/07/2011 21/07/2011	26 7♀
<i>Taller nacional sobre salud y seguridad en el trabajo (Saint-Domingue, République dominicaine)</i>	5/08/2011 6/08/2011	12 3♀
<i>Empleo, salarios y seguridad social? taller nacional Honduras (San Pedro Sula, Honduras)</i>	2/08/2011 5/08/2011	24 8♀
<i>Jornada seguridad social - CGT Argentina (Buenos Aires, Argentine)</i>	20/09/2011	33 5♀
<i>Seminario Nacional sobre Trabajo Decente, economía del cuidado y derecho a la seguridad social de las trabajadoras (remuneradas y no remuneradas (Lima, Pérou)</i>	5/10/2011 6/10/2011	38♀
<i>Los Sindicatos y la Seguridad Social ante la Crisis Económica Internacional (Montevideo, Uruguay)</i>	6/10/2011 7/10/2011	44 15♀
<i>PTDP, PME y seguridad social en Paraguay: taller nacional (Paraguay)</i>	6/10/2011 7/10/2011	19 8♀
<i>Taller nacional sobre salud y seguridad en el trabajo (Montevideo, Uruguay)</i>	6/12/2011 9/12/2011	30 13♀
<i>Trabajo de investigación sobre trabajo domestico y seguridad social (Lima, Pérou)</i>	19/12/2011 20/12/2011	27 21♀
<i>Taller nacional sobre seguridad social (Bogota, Colombie)</i>	13/12/2011 16/12/2011	12 7♀
ÉDUCATION A DISTANCE		
<i>Curso a distancia sobre la Cultura de Prevención y la salud de los Trabajadores/as - NIVEL 2</i>	21/03/2011 13/05/2011	36 16♀
<i>Segundo Curso a distancia sobre la Cultura de Prevención y la salud de los Trabajadores/as</i>	25/04/2011 24/06/2011	33 14♀

ASIE ET PACIFIQUE

Activités à Turin

Cours réguliers

A3-04024 – Formation syndicale sur les normes internationales du travail et la liberté d’association, anglais, Turin, 21 mars-1^{er} avril 2011, 14 participants (6 femmes)

Le cours visait à permettre aux participants:

- de comprendre le monde du travail en mutation et de comprendre comment les politiques et normes de l’OIT peuvent contribuer à promouvoir un emploi décent et des systèmes de relations professionnelles réceptifs;
- de connaître les normes internationales du travail (NIT) et le rôle des syndicats dans la promotion et le suivi des NIT;
- de renforcer les capacités des syndicats de promouvoir la liberté d’association et la négociation collective, y compris par l’utilisation du mécanisme de supervision de l’OIT;
- de promouvoir la création de réseaux syndicaux afin de faciliter le partage d’expériences sur l’organisation et la négociation collective en vue de promouvoir les droits des travailleurs et un travail décent.

A3-04018 – Formation syndicale sur la santé et la sécurité au travail et le VIH/SIDA, Turin, 27 juin-15 juillet 2011, 14 participants (7 femmes)

Le cours visait à permettre aux participants:

- de renforcer leurs capacités concernant les politiques de l’OIT et les normes internationales du travail pertinentes en matière de santé et sécurité, y compris de VIH/SIDA, pour la promotion d’un travail décent et sûr pour tous;
- de connaître et de partager des expériences concernant les politiques et pratiques des syndicats en matière de SST, et de connaître des approches participatives de la gestion de la SST afin d’améliorer leur participation efficace aux discussions bipartites et tripartites, et aux processus de négociation collective en matière de SST;
- de promouvoir les actions syndicales visant à inscrire la sécurité et la sécurité au travail et le VIH/SIDA au programme du dialogue social et de la négociation collective.

Activités additionnelles à Turin

A-3-04175 – Formation syndicale pour l’ACFTU sur les négociations et les stratégies de négociation collective, anglais/chinois, Turin, 11 - 22 avril 2011, 20 participants (8 femmes)

Les objectifs de cette formation étaient:

- de renforcer les capacités de l'ACFTU de promotion d'un travail décent pour tous et de représentation plus efficace des intérêts des travailleurs dans une économie de marché mondialisée;
- de contribuer à la connaissance des stratégies et des capacités de négociation collective efficace;
- de comprendre comment les politiques et normes de l'OIT peuvent contribuer à promouvoir des systèmes de relations professionnelles démocratiques en vue de promouvoir un travail décent pour tous les travailleurs.

A3-04174 – Formation syndicale pour l'ACFTU sur l'organisation et la promotion du travail décent, anglais/chinois, Turin, 10 - 19 octobre 2011, 18 participants (5 femmes)

Les objectifs de cette formation étaient:

- de renforcer les capacités de l'ACFTU d'organisation des travailleurs et de promotion des droits fondamentaux des travailleurs en Chine;
- de promouvoir la connaissance des normes et de l'approche du travail décent de l'OIT pour les questions liées à l'emploi, au travail et au développement pour renforcer les capacités des syndicats de prendre des mesures éclairées en vue de promouvoir le travail décent en Chine;
- de faciliter l'échange d'expériences entre l'ACFTU et les organisations syndicales internationales concernant l'organisation dans des multinationales et les stratégies de promotion du travail décent.

Activités sur le terrain

A3-53010 - Réponse du travail décent à la crise économique mondiale: Pacte pour l'emploi indonésien, anglais, Jakarta, 15-18 février 2011, 23 participants (3 femmes)

Le cours visait à permettre aux participants:

- de comprendre les causes de la crise économique mondiale et les alternatives macroéconomiques dans le cadre des recommandations politiques du Pacte mondial pour l'emploi;
- de renforcer les capacités des syndicats en matière de promotion, de dialogue social et de négociation pour la promotion du pacte national pour l'emploi basé sur le travail décent;
- d'élaborer un plan d'action pour inclure les priorités syndicales et garantir la participation des syndicats à l'élaboration du pacte national pour l'emploi.

A3-52647 - Formation syndicale sur les politiques de changement climatique, les emplois verts et le travail décent, anglais, Bangkok, 21-25 février 2011, 26 participants (11 femmes)

Le cours visait à permettre aux participants:

- de comprendre les défis que pose le changement climatique et les questions d'atténuation et d'adaptation qui en découlent, ainsi que leurs conséquences sur l'emploi et le développement;

- de renforcer les capacités des syndicats de participer à l'élaboration des politiques et aux initiatives en faveur des emplois verts et du travail décent dans le cadre de l'élaboration des politiques, de la négociation collective et de discussions nationales/régionales/internationales bipartites et tripartites;
- de mettre en place un réseau efficace de promotion entre les syndicats nationaux, qui facilite l'échange d'informations et d'expériences entre les dirigeants et les responsables qui participent directement à l'élaboration des politiques pour promouvoir les emplois verts et le travail décent.

A3-54267 – Formation syndicale sur les réponses à la crise économique, le Pacte mondial pour l'emploi et le rôle des syndicats, anglais, Singapour, 1^{er}-5 août 2011, 23 participants (8 femmes)

Le cours visait à permettre aux participants:

- de comprendre les causes et les réponses à la «crise» - au niveau mondial et en Asie - et de connaître les alternatives à la lumière des recommandations du Pacte mondial pour l'emploi et du mouvement syndical international;
- de renforcer la compréhension du Pacte mondial pour l'emploi et de l'Agenda pour le travail décent de l'OIT et de débattre de stratégies pour la promotion des priorités des syndicats (par le biais d'actions publiques, de la promotion, du dialogue et de la négociation collective);
- d'identifier les priorités et les lacunes dans les capacités des syndicats qui doivent être abordées pour améliorer l'efficacité des actions et de la participation des syndicats à la mise en œuvre de programmes de redressement économique et social.

A3-52648 – Formation syndicale sur les réformes du droit du travail, les normes de l'OIT et le programme syndical, anglais, Bangkok, 8-12 août 2011, 17 participants (8 femmes)

Le cours visait à permettre aux participants:

- de comprendre l'impact de la mondialisation et des réformes économiques sur le droit du travail, les droits des travailleurs et les systèmes de relations professionnelles;
- de comprendre comment les normes de l'OIT peuvent contribuer à promouvoir la politique nationale de protection des travailleurs dans différentes relations professionnelles et à promouvoir un travail décent pour tous;
- de renforcer les capacités des syndicats nationaux de promouvoir et d'adopter des mesures éclairées pour influencer les réformes du droit du travail, les relations professionnelles et promouvoir un travail décent pour tous.

A3-54266 – Formation syndicale sur les programmes par pays pour la promotion du travail décent (PPTD) et le rôle des syndicats, anglais, Phnom Penh, Cambodge, 5-9 septembre 2011, 26 participants (11 femmes)

Le cours visait à permettre aux participants:

- d'améliorer la compréhension du concept et de l'approche du travail décent de l'OIT, des PPTD et du rôle des syndicats dans leur élaboration et leur mise en œuvre;

- de discuter de stratégies de promotion des priorités des syndicats concernant les politiques économiques, sociales et de l'emploi dans le cadre de discussions tripartites et bipartites, y compris dans l'élaboration des PPTD;
- d'identifier les lacunes dans les capacités des syndicats qui doivent être abordées pour améliorer l'efficacité des actions et de la participation des syndicats aux PPTD;
- de promouvoir le réseau régional de solidarité syndicale pour les actions de promotion d'un travail décent pour tous.

A3-52108 – Formation syndicale sur les relations professionnelles et l'emploi décent (axée sur la liberté d'association et le droit à la négociation collective), anglais, Séoul, 26-30 septembre 2011, 23 participants (10 femmes)

Le cours visait à permettre aux participants:

- d'améliorer la compréhension de l'impact de la mondialisation et de la crise économique sur les droits des travailleurs et les systèmes de relations professionnelles;
- de comprendre comment l'approche et les normes de travail décent de l'OIT peuvent contribuer à aborder la position d'inégalité dans les négociations entre les travailleurs et les employeurs et à promouvoir un travail décent pour tous;
- de renforcer les capacités des syndicats nationaux de prendre des mesures éclairées - pour la promotion de la liberté d'association, de la négociation collective et pour influencer les relations professionnelles.

A3-54522 – Formation syndicale pour la Fédération des syndicats de Birmanie (FTUB) sur la liberté d'association et la négociation collective, anglais, Bangkok, 12-16 décembre 2011, 27 participants (12 femmes)

Le cours visait à permettre aux participants:

- d'améliorer la compréhension de l'impact de la mondialisation et de la crise économique sur le monde du travail, les droits des travailleurs et les systèmes de relations professionnelles;
- de comprendre comment l'approche et les normes de travail décent de l'OIT en matière de travail décent peuvent contribuer à aborder la position d'inégalité dans les négociations entre les travailleurs et les employeurs et à promouvoir un travail décent pour tous;
- de renforcer les capacités des syndicats de prendre des mesures éclairées - pour la promotion de la liberté d'association, de la négociation collective et du travail décent pour tous les travailleurs birmans.

EUROPE

Activités à Turin

Cours réguliers

A4-04016 – Sécurité sociale et syndicats, anglais/russe, Turin, 10-21 octobre 2011, 13 participants (6 femmes)

Le cours intitulé «La sécurité sociale pour les syndicats dans la CEI» a examiné la situation de la sécurité sociale dans des pays choisis de la Communauté des États indépendants (Arménie, Azerbaïdjan, Fédération de Russie, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizstan, Moldavie et Ukraine) et a renforcé les connaissances et l'expertise des participants concernant la base juridique, les initiatives de l'OIT et les exemples de bonnes pratiques de plusieurs pays européens. Il s'adressait aux experts de la sécurité sociale des confédérations syndicales nationales, qui ont comparé leurs systèmes de sécurité sociale, l'impact de la crise sur leurs systèmes de sécurité sociale, le rôle des partenaires sociaux dans le processus décisionnel concernant les réformes en cours de leurs systèmes de sécurité sociale, et qui ont évalué et mis à niveau les politiques des syndicats dans ces domaines. Ce cours concernait plus particulièrement les systèmes de retraite et d'assurance maladie ainsi que les systèmes de prestations de maternité et de chômage. Le cours a examiné les conclusions de l'étude générale concernant les instruments de sécurité sociale à la lumière de la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable de 2008, présentée lors de la 100^e session de la Conférence internationale du travail en 2011.

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de comprendre les différents aspects de la sécurité sociale;
- d'évaluer les politiques de sécurité sociale existantes des syndicats;
- d'identifier les principaux sujets, exemples de meilleures pratiques et défis de la politique de sécurité sociale des syndicats;
- d'intégrer la perspective de genre à la politique de sécurité sociale des syndicats;
- d'utiliser les instruments de l'OIT pertinents et d'adopter une approche fondée sur les droits lors de l'élaboration de la politique de sécurité sociale des syndicats;
- de renforcer la coopération syndicale entre les pays participants sur des questions liées à la sécurité sociale;
- d'élaborer une nouvelle politique de sécurité sociale des syndicats et/ou d'adapter la politique existante en fonction des compétences et connaissances nouvellement acquises.

Activités additionnelles à Turin

A4-04302 – Justice sociale pour une mondialisation équitable, anglais/français, Turin, 11-14 octobre 2011, 15 participants (10 femmes)

Ce cours, qui s'adressait aux spécialistes de la sécurité sociale de toute l'Union européenne, visait à aider les syndicats à renforcer leurs capacités d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques de sécurité sociale.

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de comprendre différents aspects de la sécurité sociale;
- d'évaluer les politiques de sécurité sociale existantes des syndicats;
- d'identifier les principaux sujets, exemples de meilleure pratique et défis de la politique de sécurité sociale des syndicats;
- d'intégrer la perspective de genre à la politique de sécurité sociale des syndicats;
- d'utiliser les instruments de l'OIT pertinents (Convention No. 102) et d'adopter une approche fondée sur les droits lors de l'élaboration de la politique de sécurité sociale des syndicats;
- d'examiner la protection sociale des travailleurs migrants;
- de renforcer la coopération syndicale entre les pays participants sur des questions liées à la sécurité sociale;
- d'élaborer une nouvelle politique de sécurité sociale des syndicats et/ou d'adapter la politique existante en fonction des compétences et connaissances nouvellement acquises.

Projets

P4-54283 – Travail décent pour les travailleurs précaires – décembre 2010-décembre 2011

Résumé du projet

Le projet pilote intitulé «Un travail décent pour les travailleurs précaires», mis en œuvre par ACTRAV du CIF-OIT en collaboration avec la Confédération européenne des syndicats (CES), avait pour objectif de contribuer à la coopération de longue date entre la CE et l'OIT dans le domaine de l'emploi et des normes du travail. Il s'appuyait sur la complémentarité entre les normes de l'OIT et l'acquis social de l'Union européenne, et en particulier sur l'Agenda pour un travail décent de l'OIT et les politiques de l'UE qui visent une approche fondée sur les droits pour les travailleurs précaires, dans le cadre de la Stratégie Europe 2020. Les objectifs de ce projet transnational, qui associait l'ensemble des 27 États membres de l'UE, étaient d'échanger et de diffuser les informations pertinentes sur les pratiques nationales ou les initiatives de coopération conçues pour aborder la question de la transformation du travail précaire en travail avec des droits, et d'analyser les mesures concrètes adoptées par les États membres pour améliorer les droits des travailleurs précaires, à savoir les travailleurs domestiques, les migrants et les jeunes. Le projet se composait de trois grands volets: rapport, formation et communication, par le biais d'outils de TIC. Les trois volets étaient interdépendants, garantissant ainsi la complémentarité des données collectées par le biais d'une recherche, d'activités de formation de courte durée sur une approche fondée sur les droits du travail précaire, combinés à la collecte, la sélection et la diffusion de meilleures pratiques et d'études de cas par le biais du portail web européen interactif sur le travail précaire et de la conférence de clôture. Les activités du projet se concentraient essentiellement sur trois questions: 1) les effets de la crise économique et financière sur le travail précaire des travailleurs migrants et domestiques et les mesures adoptées dans les États membres de l'UE pour améliorer les droits de ces derniers, 2) les effets de la crise économique et financière sur le travail précaire des jeunes travailleurs et les mesures adoptées dans les États membres de l'UE pour améliorer les droits de ces derniers, et 3) les exemples de meilleures pratiques visant à permettre la transformation des relations professionnelles précaires en contrats comportant davantage de droits sociaux, y compris la représentation collective des travailleurs précaires, en particulier des migrants, des travailleurs domestiques et des jeunes.

Conformément à la politique de l'OIT, la perspective de genre faisait partie intégrante de toutes les activités du projet. La dimension sectorielle était garantie par une étroite collaboration avec les fédérations syndicales européennes (FETBB, FEM, EFFAT), dans les secteurs de la construction, du tourisme et de l'industrie métallurgique, avec lesquels le CIF-OIT a coopéré avec succès sur des projets antérieurs dans le domaine des relations industrielles et du dialogue social. Le projet a permis de former 90 représentants syndicaux (44 femmes et 46 hommes; **participation des femmes de 48,88 %**) et a réalisé une recherche associant 28 organisations syndicales de différents pays de l'UE. Le projet a créé une synergie avec le symposium sur le travail précaire d'ACTRAV, qui s'est tenu à Genève en octobre 2011.

Les activités de formation suivantes ont été organisées dans le cadre de ce projet:

A4-04288 – Travail décent pour les travailleurs précaires dans l'UE 27, anglais, Turin, 29 juin – 1^{er} juillet 2011, 16 participants (9 femmes)

A4-54332 – Travail décent pour les jeunes travailleurs précaires dans l'UE 27, anglais, Madrid, 12-13 juillet 2011, 25 participants, (12 femmes)

A4-54333 – Travail décent pour les travailleurs migrants en situation précaire dans l'UE 27, anglais, Gdansk, 13-14 septembre 2011, 18 participants (9 femmes)

A4-54334 – Conversion du travail précaire en travail avec des droits: conférence de clôture, anglais, Bruxelles, 22-23 novembre 2011, 31 participants (14 femmes)

P4-53030 – Un travail décent pour les travailleurs des transports – août 2010-décembre 2011

Résumé du projet

Le projet intitulé «Un travail décent pour les travailleurs des transports», mis en œuvre par ACTRAV-Turin, en collaboration avec la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF), a abordé la question de la participation limitée des partenaires sociaux des nouveaux États membres et des pays candidats aux comités de dialogue social sectoriel européen, au vu des faiblesses au niveau national qui se retrouvent dans le dialogue social européen. Les secteurs choisis étaient l'aviation civile, les voies navigables, le transport maritime, les chemins de fer, le transport routier et les ports. Les défis abordés dans le cadre du projet peuvent se décrire comme suit: un droit national du travail faible, un niveau généralement bas de dialogue social et de relations industrielles, la prolifération et la fragmentation des syndicats du transport qui portent préjudice à la force de dialogue des syndicats, une baisse de la syndicalisation et de la représentativité, la nécessité de revitaliser le mouvement syndical, les obstacles à la communication externe (langue) et internationale (diffusion d'informations sur le DSE aux membres des syndicats) et les capacités internes (connaissance insuffisante des formes et procédés de DSE), l'absence d'intérêt des employeurs à participer à des activités et projets sectoriels à l'échelle européenne. Tout cela confirme la nécessité d'instaurer une nouvelle culture du dialogue social dans les nouveaux États membres, de mettre en place une confiance mutuelle et un engagement des partenaires sociaux à élaborer et mettre en œuvre ensemble un programme de dialogue social sur des questions présentant un intérêt commun pour le secteur aux niveaux national et européen. Le projet a débuté en août 2010 et s'est achevé en décembre 2011, période au cours de laquelle ont été formés 215 participants (151 hommes et 64 femmes; **participation des femmes de 29,76 %**) de 17 pays (tous les nouveaux États membres, les pays candidats, la Serbie et le Monténégro) et de 60 organisations syndicales. Ce projet visait essentiellement à renforcer la capacité institutionnelle des affiliés de l'ETF des nouveaux États membres et des pays candidats afin qu'ils participent au dialogue social sectoriel aux niveaux national et européen, conformément à la résolution 4 du congrès de l'EFT sur le dialogue social sectoriel européen (2009), à

renforcer les échanges de bonnes pratiques et d'expériences entre les syndicats dans le domaine de l'organisation, de la négociation collective et du dialogue social, ainsi qu'à augmenter la création de réseaux et la coopération entre syndicats dans les nouveaux États membres et les pays candidats. Les principaux résultats de ce projet ont été une augmentation qualitative et quantitative de la participation des affiliés de l'ETF formés aux comités de dialogue social sectoriel européen dans le secteur des transports et à différentes activités et actions à l'échelle européenne, ainsi qu'une meilleure mise en œuvre des résultats du dialogue social européen au niveau national.

Les activités de formation suivantes ont été organisées dans le cadre de ce projet en 2011:

A4-54166 – Renforcement des capacités pour le dialogue social dans l'industrie des transports en Roumanie, en Bulgarie et à Chypre, anglais/roumain/bulgare, Bucarest, 26-27 janvier 2011, 20 participants (7 femmes)

A4-53039 - Renforcement des capacités pour le dialogue social dans l'industrie des transports en Hongrie, en République tchèque et en Slovaquie, anglais/hongrois/tchèque, Budapest, 16-17 février 2011, 21 participants (6 femmes)

A4-54167 - Renforcement des capacités pour le dialogue social dans l'industrie des transports en Lituanie, Estonie, Lettonie et Pologne, anglais/lituanien/letton/polonais, Vilnius, 9-10 mars 2011, 29 participants (6 femmes)

A4-54168 – Un travail décent pour les travailleurs des transports en Turquie, anglais/turc, Istanbul, 18-20 avril 2011, 32 participants (7 femmes)

A4-54554 – Groupe de travail de l'aviation civile du comité du dialogue sectoriel, anglais, Bruxelles, 22-23 juin 2011, 10 participants (4 femmes)

A4-54552 – Groupe de travail du transport ferroviaire du comité du dialogue sectoriel, anglais, Bruxelles, 5-6 juillet 2011, 5 participants (3 femmes)

A4-54169 – Un travail décent pour les travailleurs des transports: conférence de clôture, anglais/bulgare/roumain/hongrois/croate/lituanien, Bruxelles, 15-16 novembre 2011, 53 participants (16 femmes)

P4-54263 – Renforcer le dialogue social dans le commerce – 20 décembre 2010-20 décembre 2011

Résumé du projet

En 2011, le programme d'activités des travailleurs du Centre international de formation de l'OIT, en partenariat avec UNI-Europa, a mis en œuvre un projet intitulé «Renforcer le dialogue social dans le commerce» dans le but de renforcer les capacités des syndicats affiliés à UNI de 17 pays (tous les nouveaux États membres et pays candidats, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie) afin qu'ils participent de manière plus efficace au dialogue social aux niveaux national et européen. Le projet a consisté en six activités de formation qui leur ont permis de mieux connaître les normes de l'OIT et l'acquis social européen, de mieux comprendre le dialogue social sectoriel européen et de mieux mettre en œuvre les résultats du dialogue social européen au niveau national. Au cours des 12 mois qu'a duré le projet, 143 participants (65 hommes et 78 femmes; **participation des femmes de 54,54 %**) de 20 syndicats de travailleurs commerciaux ont reçu une formation. Le projet s'est déroulé parallèlement au projet d'ACT/EMP sur le renforcement des organisations d'employeurs dans le secteur du commerce, affiliées à EuroCommerce à l'échelle européenne. Au terme des activités de formation, les deux projets ont convergé en un atelier bipartite de clôture intitulé «Échange de connaissances, partage d'expériences,

mise en action des idées» qui se composait de deux volets: l'évaluation et l'orientation pour des initiatives futures dans le domaine du dialogue social. L'objectif de l'atelier était de consolider les connaissances acquises en matière de dialogue social sectoriel européen au cours des activités de formation antérieures, de débattre la mesure dans laquelle la politique de développement de l'UE et le dialogue social sectoriel européen tiennent compte des positions, contraintes et réalisations des syndicats et des organisations d'employeurs dans les domaines politiques particuliers abordés en détail au cours des séminaires sous-régionaux, d'évaluer le lien entre le dialogue social sectoriel européen et le dialogue social sectoriel dans les pays concernés, et de mettre face-à-face les représentants des syndicats et des employeurs des pays concernés et de l'UE afin d'identifier des points de convergence pour une future action bipartite.

Le projet d'ACTRAV du CIF-OIT se composait des six activités de formation suivantes:

A4-04289 – Renforcer le dialogue social dans le commerce, anglais, Turin, 21-25 mars 2011, 21 participants (7 femmes)

A4-54298 – Organisation et dialogue social dans le secteur du commerce, anglais/croate/bulgare/hongrois, Opatija, 30 mai-1^{er} juin 2011, 26 participants (14 femmes)

A4-54297 – Le dialogue social et l'organisation des membres dans le secteur du commerce, anglais/polonais/letton/lituanien, Gdansk, 15- 17 juin 2011, 19 participants (11 femmes)

A4-54299 - Le dialogue social et l'organisation des membres dans le secteur du commerce, anglais/macédonien/slovaque/croate/turc, Ohrid, Macédoine, 21-23 septembre 2011, 30 participants (18 femmes)

A4-54300 - Le dialogue social et l'organisation des membres dans le secteur du commerce, anglais/bulgare/roumain, Sofia, 8-10 novembre 2011, 22 participants (15 femmes)

A4-54301 – Atelier bipartite de clôture: Échange de connaissances, partage d'expériences, mise en action des idées, anglais/hongrois/roumain/croate/polonais, Bruxelles, 6-7 décembre 2011, 25 participants (13 femmes)

ÉTATS ARABES

Activités à Turin

Cours réguliers

A5-04026 – Vers un syndicalisme démocratique et le travail décent dans les pays arabes, anglais/arabe, Turin, 23-27 janvier 2012 (reporté de 2011 à cause de la réunion régionale des syndicats), 15 participants (4 femmes)

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de comprendre l'impact de la crise économique mondiale et des événements politiques actuels dans la région arabe sur les syndicats, l'emploi et les institutions et systèmes de relations professionnelles;
- de passer en revue les principales caractéristiques des organisations et du fonctionnement des syndicats en vue d'améliorer leurs capacités d'organisation, de représentation, d'expression et de négociation collective pour la promotion des droits des travailleurs et d'un travail décent pour tous;
- de comprendre le rôle et les capacités nécessaires pour le dialogue social et la négociation collective;
- d'étudier les systèmes nationaux de relations professionnelles (et le droit du travail) qui régissent les relations professionnelles, en tenant compte des politiques et normes pertinentes de l'OIT et des pratiques dans d'autres pays;
- de connaître le concept de travail décent de l'OIT et la pertinence des normes de l'OIT sur la liberté d'association et la négociation collective pour promouvoir des relations professionnelles démocratiques;
- de comprendre les politiques de gestion en matière d'emploi, de syndicats et de relations professionnelles et de développer les principaux domaines de négociation collective;
- de formuler des propositions et un calendrier pour les réformes des syndicats et de leur structure, des systèmes de relations professionnelles, y compris des lois du travail favorables pour protéger les droits d'organisation, de négociation collective et de protection sociale des travailleurs;
- de développer la capacité d'informer d'autres syndicats/syndicalistes des changements nécessaires et des stratégies pour influencer les réformes des relations professionnelles;
- de suggérer des politiques qui tiennent compte des besoins des femmes dans les systèmes de relations professionnelles et dans les actions et programmes des syndicats;
- d'élaborer un plan de travail pour la mise en œuvre au niveau national ou local, qui vise à contribuer au développement technique et/ou institutionnel au sein des syndicats dans un ou plusieurs des domaines suivants: organisation, négociation collective, réformes des pratiques de relations professionnelles et amélioration des conditions de travail.

Activités sur le terrain

A5-52991- Vers un pacte pour le travail décent en Jordanie: priorités des travailleurs, arabe/anglais, Amman, 21-23 novembre 2011, 20 participants (4 femmes)

Les objectifs de cette formation étaient:

- de permettre aux participants de comprendre l'approche du travail décent et le Pacte mondial pour l'emploi de l'OIT - en tant que réponse à la crise - et de passer en revue les initiatives et politiques actuelles en Jordanie pour stimuler la reprise économique, la création d'emplois et la protection des travailleurs et de leurs familles;
- d'identifier les priorités des syndicats et de renforcer la capacité des syndicats de promotion, de dialogue social et de négociation pour la promotion de programmes de relance riches en emplois et tirés par le travail décent dans le cadre du nouveau programme par pays pour la promotion du travail décent en Jordanie;
- d'élaborer un plan d'action pour mettre en pratique les priorités des syndicats et pour garantir le rôle des syndicats dans le développement et la mise en œuvre du programme par pays pour la promotion du travail décent en Jordanie.

INTERRÉGIONAL

Activités à Turin

Cours réguliers

A9-04021 – Formation syndicale sur les normes internationales du travail et les droits fondamentaux, portugais, Turin, 23 mai-10 juin 2011, 16 participants (8 femmes)

À l'issue de cette formation, les participants étaient en mesure:

- de mener une analyse comparative entre l'Afrique et le Brésil quant à l'application des NIT;
- d'identifier les zones d'action syndicale nécessitant une attention particulière et les NIT qui parlent de ces sujets;
- de renforcer et de développer leurs capacités relatives aux procédures et mécanismes d'adoption, de ratification, de soumission, de supervision et de contrôle;
- de comprendre l'importance et le caractère effectif des déclarations de l'OIT;
- d'analyser les grands enjeux sociaux actuels, tels que la mondialisation, la structure du mouvement syndical international, les questions de genre et l'égalité des chances et de traitement, les politiques syndicales, ainsi que l'ordre du jour de la Conférence internationale du travail pour 2011;

- d'analyser l'importance de l'inclusion des droits fondamentaux de l'OIT dans les accords régionaux et sous-régionaux;
- d'élaborer des matériels didactiques et plans d'action individuels (y compris une proposition de projet) pour leur mise en œuvre aux niveaux international, national ou local;
- d'appliquer et de développer le potentiel des nouvelles technologies, y compris la formation à distance, afin de créer des réseaux de communication syndicale nationaux, régionaux et internationaux entre les syndicalistes responsables des NIT;
- d'évaluer les progrès réalisés dans l'application pratique des NIT et des droits et principes fondamentaux du travail, dans la réalité portugaise, en particulier en ce qui concerne la liberté syndicale et la négociation collective.

A9-04028 – Renforcement des capacités pour la promotion du travail décent, anglais/espagnol, Turin, 21 novembre – 2 décembre 2011, 13 participants (5 femmes)

Le cours poursuivait les objectifs suivants:

- identifier les options de formation qui renforceront l'action syndicale pour la promotion du travail décent sur la base de la proposition du programme de formation «Travail décent au cube»;
- intégrer les directives sur le travail décent dans des documents spécifiques utilisés pour développer et former les dirigeants syndicaux, en particulier en renforçant leurs capacités de dialogue social et de négociation collective;
- valider la proposition contenue dans le programme «Travail décent au cube», ses éléments centraux et ses structures, et l'adapter à leurs propres contextes sociaux et du travail;
- décider de la marche à suivre pour former une équipe pluridisciplinaire pour la promotion du travail décent dans les différents pays;
- partager les expériences du travail d'équipe avec les syndicalistes de pays qui ont pris des mesures pour mettre en place des équipes pluridisciplinaires pour la promotion du travail décent.

Activités additionnelles à Turin

A9-04394 – Réunion du réseau FIAT/CHRYSLER, anglais/français/portugais/italien, Turin, 21-22 juin 2011, 44 participants (6 femmes)

A9-04661 – Réunion de diffusion – Projet TANDEM (FABI), anglais/italien, 11 novembre 2011, 52 participants (18 femmes)

Annexe 3

Cours réguliers 2011 par région

ANNEXE 3 - Cours réguliers 2011 par région

Status	Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
Final	A104020	Social justice for a fair globalization and global jobs pact	C	07/03/2011 23/03/2011	13	13	169	EN	FES ILO TRUST FUND ITALY (GLO/10/10/ITA) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
Final	A104027	Collective bargaining for trade unions	C	18/07/2011 29/07/2011	10	15	150		ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) ILO RBTC/TC/AFRICA (10-11) ILO ACTRAV
Final	A104023	La liberté d'association et la réforme structurelle des syndicats - linked to P154556	C	05/09/2011 21/09/2011	15	18	270	FR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) ILO ACTRAV FES WALLON REGION (BRUXELLES) ILO RBTC/TC/AFRICA (10-11)
SUBTOTAL ' Africa '					38	46	589		
Final	A204019	Negociación colectiva para sindicatos	C	28/03/2011 15/04/2011	15	16	240	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
Final	A204025	Formación sindical sobre organización y desarrollo sindical	C	26/09/2011 14/10/2011	15	15	225	ES	ILO RBTC/TC/AMERICAS (10-11) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
SUBTOTAL ' Americas '					30	31	465		
Final	A304024	Trade union training on international labour standards and freedom of association	C	21/03/2011 01/04/2011	10	14	140	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
Final	A304018	Trade union training on occupational safety, health and HIV/AIDS	C	27/06/2011 15/07/2011	15	14	210	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) ILO RBTC/TC/ASIA (10-11) ILO AIDS (RBSA)
SUBTOTAL ' Asia '					25	28	350		
Final	A404016	Social security and unions	C	10/10/2011 21/10/2011	10	12	120	ENRU	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
SUBTOTAL ' Europe '					10	12	120		
Final	A904021	Normas internacionais do trabalho e direitos fundamentais	C	23/05/2011 10/06/2011	15	16	240	PT	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) SELF-PAYING BRAZIL
Final	A904028	Capacity building for promoting decent work	C	21/11/2011 02/12/2011	10	13	130	ENES	ILO OFFICE GENEVA
SUBTOTAL ' Interregional '					25	29	370		
GRAND TOTAL					128	146	1894		

Annexe 4

Cours réguliers (répartition par région 2000 - 2011)

Cours réguliers (répartition par région 2000 - 2011)

	English for Africa	French for Africa and Haiti	Portuguese for Africa/Brazil	Spanish for Latin America	Spanish for Brazil	English for Asia and the Pacific	Central and Eastern Europe	Arabic for Arabic speaking countries	Interregional Programmes	Sectoral Programmes
International Labour Standards										
ILS and on the Declaration and FOA	2003 - 2007	2000-2001-2005-2008-2011	2003	2001-2004-2009	2000-2001-2011	2002-2005-2007-2011	2000	2003-2006-2009	2008-2009	
Child Labour									2000	
Employment Policies										
Employment Policies	2008	2002-2004-2006	2005	2001-2004-2006		2003-2007-2010	2010	2005		
Social protection										
Social security	2000-2004-2007	2002-2006-2009	2001	2002-2005-2008-2010		2000-2003-2009	2011	2002	2010	
OSH/E and HIV/AIDS	2002-2010	2003	2002-2006	2000-2003-2006		2001-2006-2011		2004-2009		
Social dialogue and collective bargaining										
Economic and financial analysis of enterprises for c. bargaining			2000	2003		2005-2010				
Collective bargaining	2002 - 2011	2004 - 2011	2004	2011				2000-2010	2010	
Labour relations	2001	2003-2009				2000-2008		2001	2010	
Organizing and TU management										
Organizing and capacity building	2006	2004-2007	2009	2007 - 2011		2006		2007	2011	
Communication		2010								
International economy & globalization										
International economics and political economy	2001-2005-2010	2000-2005		2000-2007-2009		2004			2010	
Social justice and global economy	2011									
Application of IT to trade unions										
Information technology with special focus on distance education	2003-2006	2005		2005		2002	2000			
Information technologies	2000-2005	2001-2007	2007	2002		2001-2004-2009				
Training methodology/distance education										
Training methodology	2007-2008	2008	2008	2008-2010		2008	2009	2008		
Sctoral programmes										
Training of trade union officials (tailor made training activities)										
PSI & UNI										2000
ITS										2001-2002
GUFS										2003-2004-2005-2006

Annexe 5

Activités à Turin en 2011 hors cours réguliers et projets

ANNEXE 5 - Activités à Turin en 2011 hors cours réguliers et projets

Status	Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
Final	A304175	Trade union training for ACFTU on negotiations and collective bargaining strategies	C	11/04/2011 22/04/2011	10	20	200	ENCH	ITALY MAE (VC) 2011 ILO RBTC TC ASIA 2010-2011
Final	A304174	Trade union training for ACFTU on organizing and promotion of decent work	C	10/10/2011 19/10/2011	8	18	144	CH	ITALY MAE (VC) 2011
SUBTOTAL ' Asia '					18	38	344		
Final	A404302	Social justice for fair globalization	C	10/10/2011 13/10/2011	4	15	60	ENFR RU	ETUI
SUBTOTAL ' Europe '					4	15	60		
Final	A904394	FIAT/CHRYSLER network meeting	C	21/06/2011 22/06/2011	2	44	88	ENFR PTIT	INTERNATIONAL METALWORKERS FEDERATION (IMF)
Final	A904661	Dissemination meeting - TANDEM Project	C	11/11/2011 11/11/2011	1	52	52	ENIT	FEDERAZIONE AUTONOMA BANCARI ITALIANI (FABI)
SUBTOTAL ' Interregional '					3	96	140		
GRAND TOTAL					25	149	544		

Annexe 6

Activités sur le terrain 2011 hors projets

ANNEXE 6 - Activités sur le terrain 2011 hors projets

Status	Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
Final	A152114	Trade union training on labour administration and inspection for trade unions of East Africa community (Nairobi, Kenya)	F	04/04/2011 08/04/2011	5	18	90	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) ILO RBTC/TC/AFRICA (10-11)
Final	A154017	Trade union training on the validation of a training manual: Sustainable development and decent work - a training manual for African workers for anglophone Africa (Kisumu, Kenya)	F	22/08/2011 26/08/2011	5	14	70	EN	ILO GREEN JOBS ILO ACTRAV GENEVA
SUBTOTAL ' Africa '					10	32	160		
Final	A254339	Participación estrategica de las organizaciones sindicales en los mecanismos de control de los sistemas normativos de la OIT (Buenos Aires, Argentina)	F	28/02/2011 02/03/2011	3	23	69	ES	ITALY MAE (VC) 2011 ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
Final	A254341	Capacidades sindicales para la promoción del trabajo decente (Mexico)	F	01/08/2011 12/08/2011	10	22	220	ES	ILO RBTC/TC/AMERICAS (10-11) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
Final	A254342	Encuentro regional del sistema de Naciones Unidas, las instituciones financieras internacionales y el sindicalismo de las Americas (Panama)	F	23/08/2011 24/08/2011	2	21	42	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
SUBTOTAL ' Americas '					15	66	331		
Final	A352647	Trade union training on climate change policies, green jobs and decent work (Bangkok, Thailand)	F	21/02/2011 25/02/2011	5	26	130	EN	ILO RBTC/TC/ASIA (10-11) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) ILO BANGKOK
Final	A352648	Trade union training on labour law reforms, ILO standards and trade union agenda (Bangkok, Thailand)	F	08/08/2011 12/08/2011	5	17	85	EN	JILAF (JAPAN) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
Final	A354266	Trade union training on Decent Work Country Programmes (DWCPs) and role of trade unions (Phnom Penh, Cambodia)	F	05/09/2011 09/09/2011	5	26	130	EN	FES (IN KIND) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
Final	A352108	Trade union training on employment relations and decent work (with a focus on FoA and right to collective bargaining) (Seoul)	F	26/09/2011 30/09/2011	5	23	115	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) KOILAF (IN KIND) ILO RBTC/TC/ASIA (10-11) ILO ACTRAV GENEVA
Final	A354522	Trade union training for Federation of Trade Unions of Burma (FTUB) on freedom of association and collective bargaining (Bangkok, Thailand)	F	12/12/2011 16/12/2011	5	27	135	EN	ILO GENEVA ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
SUBTOTAL ' Asia '					25	119	595		
GRAND TOTAL					50	217	1086		

Annexe 7

Activités liées à un projet exécutées en 2011 par région

ANNEXE 7 - Activités liées à un projet exécutées en 2011 par région

Status	Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
Final	A104020	Social justice for a fair globalization and global jobs pact - linked to P903107	C	07/03/2011 23/03/2011	13	13	169	EN	FES ILO TRUST FUND ITALY (GLO/10/10/ITA) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
Final	A104023	La liberté d'association et la réforme structurelle des syndicats - linked to P154556	C	05/09/2011 21/09/2011	15	18	270	FR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) ILO ACTRAV FES WALLON REGION (BRUXELLES) ILO RBTC/TC/AFRICA (10-11)
Final	A154557	Appuyer les femmes syndicalistes de terrain dans la région des Grands Lacs - linked to P154556 (Gisenyi, Rwanda)	F	07/11/2011 09/11/2011	3	40	120	FR	WALLON REGION ILO RBTC/TC/AFRICA (10-11) ITALY MAE (VC) 2011
SUBTOTAL ' Africa '					31	71	559		
Final	A254319	Foro sindical sobre salud y seguridad en el trabajo - linked to P202810 (Santo Domingo, Republica Dominicana)	F	12/02/2011 12/02/2011	1	58	58	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254308	Cultura de prevención y la salud de los trabajadores/as - linked to P202810 (Buenos Aires, Argentina)	F	22/02/2011 26/02/2011	5	17	85	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA ILO RBTC/TC/AMERICAS (10-11)
Final	A254321	Foro sindical sobre salud y seguridad en el trabajo - linked to P202810 (Montevideo, Uruguay)	F	02/03/2011 03/03/2011	2	50	100	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254307	Seminario subregional bipartito sobre salud y seguridad en el trabajo - linked to P202810 (Panama)	F	09/03/2011 12/03/2011	4	25	100	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A252998	Taller formativo de seguridad social para sindicalistas brasileños - linked to P202810 (Sao Paulo, Brasil)	F	28/03/2011 30/03/2011	3	24	72	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254309	Encuentro subregional de seguridad social Cono Sur - linked to P202810 (Asunción, Paraguay)	F	06/04/2011 08/04/2011	3	20	60	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A252996	Taller formativo de seguridad social para sindicalistas de Chile - linked to P202810 (Santiago, Chile)	F	18/04/2011 21/04/2011	4	15	60	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A272985	Segundo curso a distancia sobre la cultura de prevención y la salud de los trabajadores/as - linked to P202810	D	25/04/2011 06/07/2011	11	33	363	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254324	Taller nacional sobre empleo, salarios y seguridad social - linked to P202810 (Bogota, Colombia)	F	04/05/2011 07/05/2011	4	28	112	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254310	Encuentro subregional centro america sobre seguridad social - linked to P202810 (Panama)	F	16/05/2011 19/05/2011	5	21	105	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254311	Encuentro subregional andino sobre seguridad social - linked to P202810 (Quito, Ecuador)	F	23/05/2011 26/05/2011	4	12	48	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA

Status	Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
Final	A254327	Taller nacional sobre salud y seguridad en el trabajo - linked to P202810 (Montevideo, Uruguay)	F	24/05/2011 27/05/2011	4	30	120	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254538	Jornadas de formación sindical hacia la 100° Conferencia de OIT y la seguridad social en Uruguay - linked to P202810 (Montevideo)	F	25/05/2011 26/05/2011	2	110	220	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A252992	Extensión de la protección social en Perú con enfoque de género: taller nacional - linked to P202810 (Lima, Peru)	F	30/05/2011 02/06/2011	4	33	132	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254313	Seminario sobre salud y seguridad en el trabajo subregional bipartito - Cono Sur y Andinos - linked to P202810 (Montevideo, Uruguay)	F	11/07/2011 15/07/2011	5	40	200	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA ILO ACTRAV GENEVA ILO ACTRAV GENEVA (RBSA)
Final	A254323	Taller formativo de seguridad social para sindicalistas costarricenses - linked to P202810 (Tegucigalpa, Costa Rica)	F	19/07/2011 22/07/2011	4	26	104	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A252659	Diplomado en derecho del trabajo, derechos sindicales y seguridad social - linked to P202810 (Monterrey , Mexico)	F	21/07/2011 29/07/2011	8	16	128	ES	ILO LIMA MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254606	Jornada nacional normas salud y seguridad en el trabajo - linked to P202810 (Santo Domingo, Dominican Republic)	F	21/07/2011 21/07/2011	1	26	26	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254322	Taller regional campaña promoción ratificación Convenio 102 - linked to P202810 (Santo Domingo, Republica Dominicana)	F	25/07/2011 27/07/2011	3	16	48	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A252986	Empleo, salarios y seguridad social - taller nacional Honduras - linked to P202810 (San Pedro Sula, Honduras)	F	01/08/2011 04/08/2011	4	24	96	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254331	Taller de seguimiento foro nacional sobre seguridad social - linked to P202810 (Santo Domingo, Republica Dominicana)	F	05/08/2011 06/08/2011	2	29	58	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
NOAA	A254328	Jornada seguridad social - CGT Argentina - linked to P202810 (Buenos Aires, Argentina)	F	20/09/2011 20/09/2011	1	33	33	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A252984	Seminario nacional: Trabajo decente, economía del cuidado y derecho a la seguridad social de las trabajadoras - linked to P202810 (Lima, Peru)	F	05/10/2011 06/10/2011	2	37	74	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254314	Los sindicatos y la seguridad social ante la crisis económica internacional - linked to P202810 (Montevideo, Uruguay)	F	06/10/2011 07/10/2011	2	44	88	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A252993	PTDP, PME y seguridad social en Paraguay: taller nacional - linked to P202810 (Paraguay)	F	06/10/2011 07/10/2011	2	19	38	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254315	Seminario regional en salud y seguridad en el trabajo - linked to P202810 (Lima, Peru)	F	05/12/2011 07/12/2011	3	13	39	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA

Status	Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
Final	A254330	Taller nacional sobre salud y seguridad en el trabajo - linked to P202810 (Montevideo, Uruguay)	F	06/12/2011 09/12/2011	4	30	120	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254673	Taller nacional sobre seguridad social - linked to P202810 (Bogota, Colombia)	F	13/12/2011 15/12/2011	3	12	36	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
Final	A254672	Trabajo de investigacion sobre trabajo domestico y seguridad social - linked to P202810 (Lima, Peru)	F	19/12/2011 20/12/2011	2	27	54	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA
SUBTOTAL ' Americas '					102	868	2777		
Final	A353010	Decent work response to the global economic crisis: Indonesian Jobs Pact - linked to P903107 (Jakarta, Indonesia)	F	15/02/2011 18/02/2011	4	23	92	EN	ILO TRUST FUND ITALY (GLO/10/10/ITA)
Final	A354267	Trade union training on responses to economic crisis, global jobs pact and union role - linked to P903107 (Singapore)	F	01/08/2011 05/08/2011	5	23	115	EN	SNTUC (IN KIND) ILO TRUST FUND ITALY (GLO/10/10/ITA)
SUBTOTAL ' Asia '					9	46	207		
Final	A454166	Capacity building for social dialogue in transport industry in Romania, Bulgaria, Cyprus - linked to P453030 (Bucharest, Romania)	F	25/01/2011 26/01/2011	2	20	40	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A453039	Capacity-building for social dialogue in transport industry in Hungary, Czech Republic and Slovakia - linked to P453030 (Budapest, Hungary)	F	16/02/2011 17/02/2011	2	17	34	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454167	Capacity building for social dialogue in transport industry in Lithuania, Estonia, Latvia, Poland - linked to P453030 (Vilnius, Lithuania)	F	09/03/2011 10/03/2011	2	29	58	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A404289	Strengthening social dialogue in commerce sector - linked to P454263	C	21/03/2011 25/03/2011	5	21	105	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454168	Decent work for transport workers in Turkey - linked to P453030 (Istanbul, Turkey)	F	18/04/2011 20/04/2011	3	32	96	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454298	Social dialogue and organising members in commerce sector - linked to P454263 (Opatija, Croatia)	F	30/05/2011 01/06/2011	3	25	75	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454297	Social dialogue and organising members in commerce sector - linked to P454263 (Gdansk, Poland)	F	15/06/2011 17/06/2011	3	19	57	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454554	Sectoral dialogue committee civil aviation working group - linked to P453030 (Brussels, Belgium)	F	22/06/2011 23/06/2011	2	10	20	EN	EUROPEAN COMMISSION

Status	Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
Final	A404288	Decent work for precarious workers in EU 27 - linked to P454283	C	29/06/2011 01/07/2011	3	16	48	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454552	Sectoral dialogue committee rail transport working group - linked to P453030 (Brussels, Belgium)	F	05/07/2011 06/07/2011	2	5	10	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454332	Decent work for young precarious workers in EU 27 - linked to P454283 (Madrid, Spain)	F	12/07/2011 13/07/2011	2	25	50	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454333	Decent work for migrant workers in precarious situation in EU 27 - linked to P454283 (Gdansk, Poland)	F	13/09/2011 14/09/2011	2	18	36	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454299	Social dialogue and organising members in commerce sector - linked to P454263 (Ohrid, Macedonia)	F	21/09/2011 23/09/2011	3	30	90	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454300	Social dialogue and organising members in commerce sector - linked to P454263 (Sofia, Bulgaria)	F	08/11/2011 10/11/2011	3	22	66	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454169	Decent work for transport workers: closing conference - linked to P453030 (Brussels, Belgium)	F	15/11/2011 16/11/2011	2	51	102	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454334	Conversion of precarious work into work with rights - linked to P454283 (Budapest, Hungary)	F	22/11/2011 23/11/2011	2	31	62	EN	EUROPEAN COMMISSION
Final	A454301	Closing bipartite workshop: Exchanging knowledge, sharing experience, putting ideas into actions - linked to P454263 (Brussels, Belgium)	F	06/12/2011 07/12/2011	2	25	50	EN	EUROPEAN COMMISSION
SUBTOTAL ' Europe '					43	396	999		
Final	A552991	Towards a Decent Work Pact in Jordan: Workers' priorities - linked to P903107 (Amman, Jordan)	F	21/11/2011 23/11/2011	4	20	80	ENAR	ILO TRUST FUND ITALY (GLO/10/10/ITA)
SUBTOTAL ' Arab States '					4	20	80		
GRAND TOTAL					87	1401	4622		

Annexe 8

Activités d'apprentissage à distance exécutées en 2011 par région

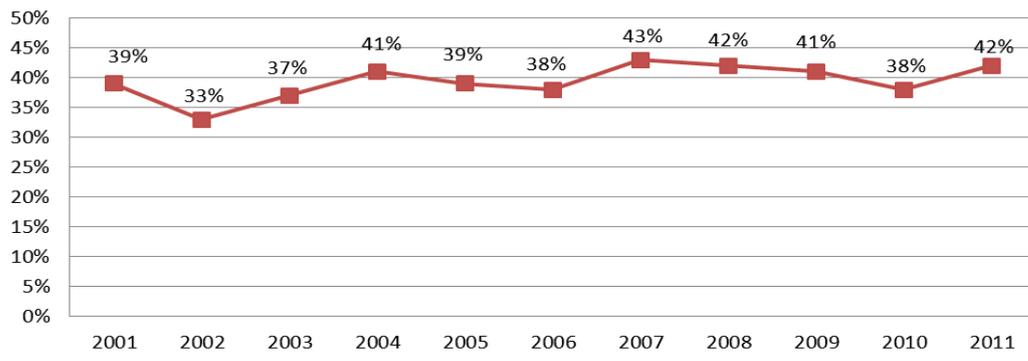
ANNEXE 8 - Activités d'apprentissage à distance exécutées en 2011 par région

Status	Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Manager, Co-Manager Assistant Co-Assistant	Sponsor
Final	A274338	Participación estratégica de las organizaciones sindicales en los mecanismos de control del sistema normativo de la OIT	D	07/02/2011 18/02/2011	2	24	48	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ Daniela KLEIN Ana HERRERA	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
NOAA	A274320	Curso a distancia sobre la cultura de prevención y la salud de los trabajadores/as - NIVEL 2 - linked to P202810	D	21/03/2011 13/05/2011	16	36	576	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ Ana HERRERA	ILO LIMA (IN KIND)
Final	A272985	Segundo curso a distancia sobre la cultura de prevención y la salud de los trabajadores/as - linked to P202810	D	25/04/2011 06/07/2011	11	33	363	ES	Jesus GARCIA JIMENEZ Ana HERRERA	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA
SUBTOTAL ' Americas '					29	93	987			
GRAND TOTAL					29	93	987			

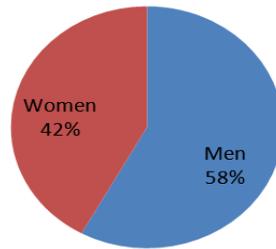
Annexe 9

Répartition selon le genre

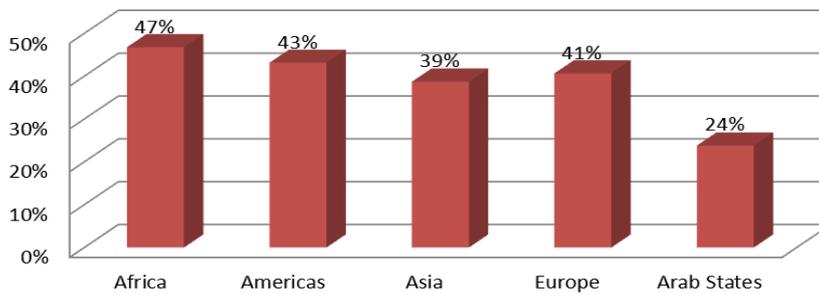
Taux de participation des femmes 2001 - 2011



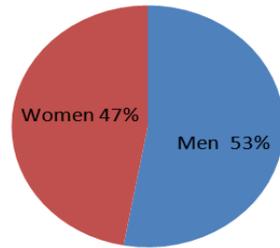
Taux de participation femmes 2011 (général)



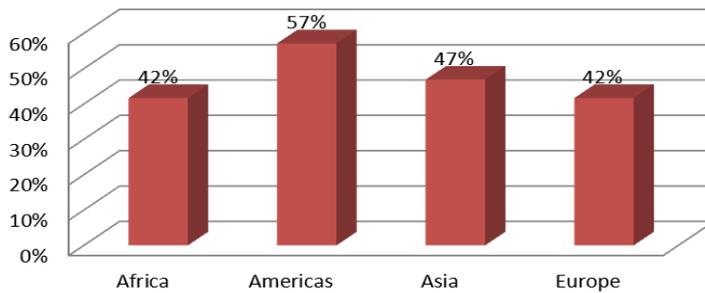
Taux de participation femmes 2011 par région (général)



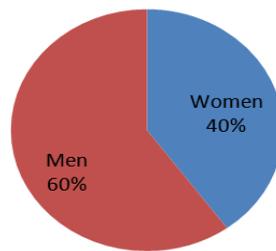
Participation des femmes aux cours réguliers 2011



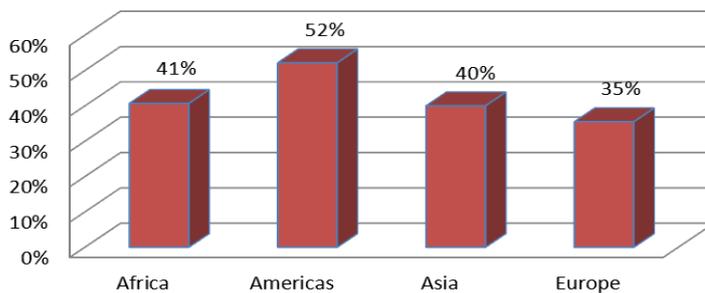
Participation des femmes aux cours réguliers par Region 2011



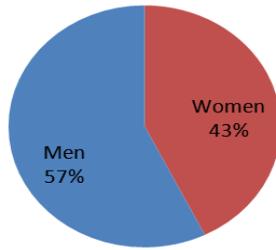
Participation des femmes 2011 (toutes les activités à Turin)



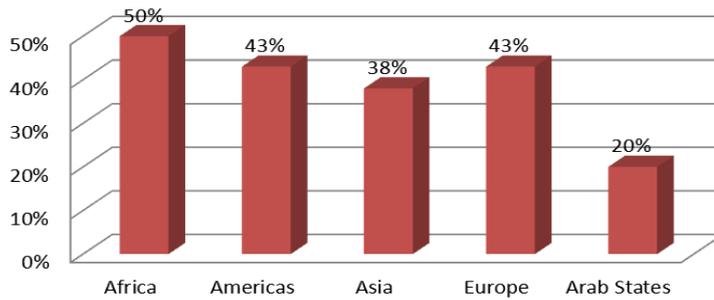
Participation des femmes 2011 toutes les activités Turin par région



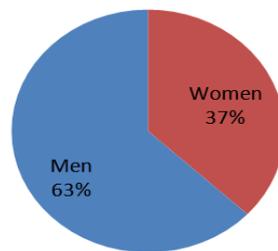
Participation des femmes aux activités sur le terrain 2011



Participation femmes aux activités sur le terrain 2011 par région



Participation des femmes à la formation à distance 2011



Annexe 10

Évaluation

Evaluation Results 2011 * - Workers' Activities

End-of-activity evaluation

Question	2011		Difference in mean scores	
	means	% 4 & 5	ACTRAV2011- ACTRAV2010	ACTRAV2011- ITCILO2011
Preliminary information	3.73	61%	-0.07	0.21
Clarity of objectives	4.51	93%	0.02	0.03
Achievement of objectives	4.27	89%	0.02	0.07
Contents serve objectives	4.36	91%	0.07	0.08
Contents appropriate to your level	4.30	87%	0.05	0.08
Gender in the training	4.06	76%	0.13	0.18
Learning methods	4.31	88%	0.02	0.05
Resource persons	4.55	94%	0.09	0.12
Group working relations	4.38	89%	0.04	0.09
Materials	4.37	90%	0.00	0.02
Activity's organization	4.57	94%	0.08	0.10
Secretariat	4.57	93%	0.01	0.09
Activity overall quality	4.51	94%	0.07	0.08
Relevance to current function	4.45	92%	0.06	0.01
Relevance to organization's needs	4.46	91%	0.04	-0.02
Average of all 15 questions	4.36	88%	0.04	0.08
Nb of received questionnaires	1214			
Nb of evaluated activities **	62			

** Evaluated through the standard end-of-activity questionnaire.

* As at 16 January 2012.

Follow-up evaluation

Calendar courses – from July 2010 to June 2011		ITCILO
ACTRAV		
Improvement of participant's competencies:		
78% of the respondents report a large or a very large improvement		66%
Improvement of participant's job performance***:		
2010: 72% of the respondents are very satisfied with the improvement		65%
2011: 79% of the respondents report a large or very large improvement		55%
Improvement of organizational performance***:		
2010: 44% of the respondents are very satisfied with the improvement		41%
2011: 47% of the respondents report a large or very large improvement		25%
Use of materials distributed during the training:		
62% of the respondents use them often or very often		54%
Use of networks established during the training:		
46% of the respondents use them often or very often		24%

Nb of received questionnaires	63
Nb of evaluated activities	9

*** Question rephrased after the pilot phase.

Annexe 11

Activités financées ou cofinancées par ACTRAV

ANNEXE 11 - Activités financées ou cofinancées par ACTRAV

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A104020	Social justice for a fair globalization and global jobs pact - linked to P903107	C	07/03/2011 23/03/2011	13	13	169	EN	FES ILO TRUST FUND ITALY (GLO/10/10/ITA) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
A152114	Trade union training on labour administration and inspection for trade unions of East Africa community (Nairobi, Kenya)	F	04/04/2011 08/04/2011	5	18	90	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) ILO RBTC/TC/AFRICA (10-11)
A104027	Collective bargaining for trade unions	C	18/07/2011 29/07/2011	10	15	150	ENFR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) ILO RBTC/TC/AFRICA (10-11) ILO ACTRAV
A154017	Trade union training on the validation of a training manual: Sustainable development and decent work - a training manual for African workers for anglophone Africa (Kisumu, Kenya)	F	22/08/2011 26/08/2011	5	14	70	EN	ILO GREEN JOBS ILO ACTRAV GENEVA
A104023	La liberté d'association et la reforme structurelle des syndicats - linked to P154556	C	05/09/2011 21/09/2011	15	18	270	FR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) ILO ACTRAV FES WALLON REGION (BRUXELLES) ILO RBTC/TC/AFRICA (10-11)
A154226	Pre-testing of a trade union training manual on occupational safety and health - linked to P154549 (Johannesburg, South Africa)	F	14/11/2011 18/11/2011	5	13	65	EN	ILO ACTRAV GENEVA
A154227	Validation of trade union training manual on occupational safety and health - linked to P154549 (Johannesburg, South Africa)	F	21/11/2011 23/11/2011	3	27	81	ENFR PT	ILO ACTRAV GENEVA
				56	118	895		
A274338	Participación estratégica de las organizaciones sindicales en los mecanismos de control del sistema normativo de la OIT	D	07/02/2011 18/02/2011	2	24	48	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
A254308	Cultura de prevención y la salud de los trabajadores/as - linked to P202810 (Buenos Aires, Argentina)	F	22/02/2011 26/02/2011	5	17	85	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA ILO RBTC/TC/AMERICAS (10-11)
A254339	Participación estratégica de las organizaciones sindicales en los mecanismos de control del sistema normativo de la OIT (Buenos Aires, Argentina)	F	28/02/2011 02/03/2011	3	23	69	ES	ITALY MAE (VC) 2011 ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
A204019	Negociación colectiva para sindicatos	C	28/03/2011 15/04/2011	15	16	240	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
A254313	Seminario sobre salud y seguridad en el trabajo subregional bipartito - Cono Sur y Andinos - linked to P202810 (Montevideo, Uruguay)	F	11/07/2011 15/07/2011	5	40	200	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPAÑA ILO ACTRAV GENEVA ILO ACTRAV GENEVA (RBSA)

MAP : Table of Operational Activities by Region

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A254341	Capacidades sindicales para la promoción del trabajo decente (Mexico)	F	01/08/2011 12/08/2011	10	22	220	ES	ILO RBTC/TC/AMERICAS (10-11) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
A254342	Encuentro regional del sistema de Naciones Unidas, las instituciones financieras internacionales y el sindicalismo de las Americas (Panama)	F	23/08/2011 24/08/2011	2	21	42	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
A204025	Formación sindical sobre organización y desarrollo sindical	C	26/09/2011 14/10/2011	15	15	225	ES	ILO RBTC/TC/AMERICAS (10-11) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
				57	178	1129		
A352647	Trade union training on climate change policies, green jobs and decent work (Bangkok, Thailand)	F	21/02/2011 25/02/2011	5	26	130	EN	ILO RBTC/TC/ASIA (10-11) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) ILO BANGKOK
A304024	Trade union training on international labour standards and freedom of association	C	21/03/2011 01/04/2011	10	14	140	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
A304018	Trade union training on occupational safety, health and HIV/AIDS	C	27/06/2011 15/07/2011	15	14	210	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) ILO RBTC/TC/ASIA (10-11) ILO AIDS (RBSA)
A352648	Trade union training on labour law reforms, ILO standards and trade union agenda (Bangkok, Thailand)	F	08/08/2011 12/08/2011	5	17	85	EN	JILAF (JAPAN) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
A354266	Trade union training on Decent Work Country Programmes (DWCPs) and role of trade unions (Phnom Penh, Cambodia)	F	05/09/2011 09/09/2011	5	26	130	EN	FES (IN KIND) ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
A352108	Trade union training on employment relations and decent work (with a focus on FoA and right to collective bargaining) (Seoul)	F	26/09/2011 30/09/2011	5	23	115	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) KOILAF (IN KIND) ILO RBTC/TC/ASIA (10-11) ILO ACTRAV GENEVA
A354522	Trade union training for Federation of Trade Unions of Burma (FTUB) on freedom of association and collective	F	12/12/2011 16/12/2011	5	27	135	EN	ILO GENEVA ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
				50	147	945		
A404016	Social security and unions	C	10/10/2011 21/10/2011	10	12	120	ENRU	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
				10	12	120		
A904021	Normas internacionais do trabalho e direitos fundamentais	C	23/05/2011 10/06/2011	15	16	240	PT	ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11) SELF-PAYING BRAZIL
				15	16	240		
				188	471	3329		

Annexe 11 bis

Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne

MAP : Table of Operational Activities by Region

ANNEXE 11 bis - Activités financées ou cofinancées par la contribution volontaire italienne

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A154557	Appuyer les femmes syndicalistes de terrain dans la région des Grands Lacs - linked to P154556 (Gisenyi, Rwanda)	F	07/11/2011 09/11/2011	3	40	120	FR	WALLON REGION ILO RBTC/TC/AFRICA (10-11) ITALY MAE (VC) 2011
				3	40	120		
A254339	Participación estratégica de las organizaciones sindicales en los mecanismos de control del sistema normativo de la OIT (Buenos Aires, Argentina)	F	28/02/2011 02/03/2011	3	23	69	ES	ITALY MAE (VC) 2011 ILO RBTC/TC/ACTRAV (10-11)
				3	23	69		
A304175	Trade union training for ACFTU on negotiations and collective bargaining strategies	C	11/04/2011 22/04/2011	10	20	200	ENCH	ITALY MAE (VC) 2011 ILO RBTC TC ASIA 2010-2011
A304174	Trade union training for ACFTU on organizing and promotion of decent work	C	10/10/2011 19/10/2011	8	18	144	CH	ITALY MAE (VC) 2011
				18	38	344		
TOTAL				24	101	533		

Annexe 12

Liste des personnes ressources

Liste des personnes ressources 2011 - Turin -

CONSULTANTS

	NOM	NATIONALITE	ORGANISATION
	Alvaro Orsatti	Argentina	Consultant
	Gustavo Gándara	Argentina	Consultant
	Anabella Rosemberg ♀	Argentina	ITUC
	Guillermo Zuccotti	Argentina	Consultant
	Maria del Carmen Gonzalez ♀	Argentina	Consultant
	Alagha Abdallah	Autonomous Palestinian Territories	Consultant
	Eddy Laurijssen	Belgium	Consultant
	Henri Lourdelle	Belgium	ETUC
	Ericson Crivelli	Brazil	Consultant
	Laerte Teixeira Da Costa	Brazil	CSA – TUCA
	Iván González	Brazil	CSA – TUCA
	Carolina Marques Ferracini	Brazil	Consultant
	Lina Malagón ♀	Colombia	Consultant
	Arvind Shrouti	India	Consultant
	Fulvio Perini	Italy	Consultant
	Raquéel González ♀	Italy	ITUC, Geneva
	Carla Coletti ♀	Italy	IMF
	Helder Consolo	Mozambique	OTM
	Camilo Rubiano	Paraguay	Consultant
	Carlos Ledesma	Peru	Consultant
	Maria Bastidas ♀	Peru	Consultant
	Julio Gamero	Peru	Consultant
	Luz Cárdenas ♀	Peru	Consultant
	Anabela Dinis ♀	Portugal	CGTP
	Rebeca Torada ♀	Spain	Consultant
	Luis Fuertes	Spain	Projecto FSAL
	Maria Jesús Vilches ♀	Spain	CC.OO
	Carmen Sottas ♀	Switzerland	Consultant
	Esther Busser ♀	Switzerland	ITUC
	John Evans	U.K.	TUAC

CONFEDERATIONS SYNDICALES ITALIENNES

	NOM	CONFEDERATION
	Daniele Di Nunzio	IRES-CGIL
	Leopoldo Tartaglia	CGIL
	Giovanni Martini	UIL
	Cinzia Del Rio ♀	UIL
	Giovanna Ventura ♀	CISL
	Paolo Pozzo	CISL

FONCTIONNAIRES, OIT GENEVE

	NOM	PROGRAMME
	Luc Demaret	ACTRAV
	Enrico Cairola	ACTRAV
	Amrita Sietaram ♀	ACTRAV
	Mohamed Mwamadzingo	ACTRAV
	Anna Biondi ♀	ACTRAV
	Pierre Laliberté	ACTRAV
	Rawane Mbaye	ACTRAV
	Dan Cunniah	ACTRAV
	Momar N'Diaye	DECLARATION
	Syed Mohammad Afsar	ILO-AIDS
	Tsuyoshi Kawakami	SAFE WORK
	Lee Shangheon	TRAVAIL
	Ariel Castro	ACTRAV-New Delhi
	Carmen Benitez ♀	ACTRAV-Lima
	Insa Dia	ACTRAV-Pretoria
	Sergejus Glovackas	ACTRAV-Moscow

FONCTIONNAIRES DU CENTRE DE L'OIT, TURIN

	NOM	PROGRAMME
	Tzehainesh Teklé ♀	ILS
	Maura Miraglio ♀	ILS
	Maria Vasquez ♀	SDTI
	Samuel Asfaha	SDTI
	Martin Gasser	EMLD
	Coumba Diop ♀	PRODEV
	Johanne Lortie ♀	GNDP
	Benedetta Magri ♀	GNDP
	Simonetta Cavazza ♀	GNDP
	Fernando Fonseca	SOCIAL DIALOGUE
	Sylvain Baffi	SOCIAL DIALOGUE
	Charles Crevier	SOCPRO
	Luisa Guimaraes ♀	SOCPRO
	Ginette Forgues ♀	SOCPRO

PERSONNES RESSOURCES 2011 ACTIVITES SUR LE TERRAIN (hors projets)

CONSULTANTS

	NOM	NATIONALITE	ORGANISATION
	Gustavo Gándara	Argentina	CGT
	Guillermo Zuccotti	Argentina	Consultant
	Francisco Tapia	Chile	
	Lina Malagón ♀	Colombia	Consultant
	Yoshiko Ichikawa ♀	Japan	JILAF - RENGO
	Isaiah Bundi Kirrigua	Kenya	MLHR
	Julio Gamero	Peru	Consultant
	Julio Franco	Peru	
	K. T. Mathew	Singapore	SNTUC
	Laura Maffei ♀	Spain	SustainLabour
	Ann Lund ♀	Sweden	UNRC
	Carmen Sottas ♀	Switzerland	Consultant
	Hector Zapiain	Uruguay	PIT-CNT
	Walter Miglónico	Uruguay	PIT-CNT
	Edgar Balbin Torres	Peru	Consultant

FONCTIONNAIRES OIT

	NOM	PROGRAMME/BUREAU OIT
	Vincent Jugault	ILO Bangkok
	Pong Sul Ahn	ACTRAV-Bangkok
	Shigero Wada	ACTRAV-Bangkok
	Tim de Meyer	ILO Bangkok
	Prudence Mooney ♀	ILO Bangkok
	Raghwan Raghwan	ACTRAV
	Horacio Guido	Normes

PERSONNES RESSOURCES 2011 – PROJETS

CONSULTANTS

	NOM	NATIONALITE	ORGANISATION
	Mauro Posada	Argentina	UOCRA
	Guillermo Zuccotti	Argentina	Consultant
	Carlos Lacchini	Argentina	Consultant
	Ines Arancibia ♀	Argentina	CTA
	Ruben Garrido	Argentina	CTA
	Pablo Topet	Argentina	Consultant
	Carlos Anibal Rodríguez	Argentina	Consultant
	Gabriel Mocho	Argentina	ITF
	Novka Piljic ♀	Austria	GPA DJP
	Marit Vanderstukken ♀	Belgium	FGTB
	André Bruyneel ♀	Belgium	CGSLB
	Ronald Janssen	Belgium	ETUC
	Eddy Laurijssen	Belgium	Expert
	Koen Reynaerts	Belgium	ETF
	Myriam Chaffart ♀	Belgium	ETF
	Christophe Tytgat	Belgium	Expert
	Peggy Schuermans ♀	Belgium	LBC-NVK ANTWERPEN
	Laerte Teixeira Da Costa	Brazil	CSA-TUCA
	Claudia De Lima ♀	Brazil	CUT
	Fatima Pianta ♀	Brazil	Consultant
	Daniela Alexieva ♀	Bulgaria	ITUC
	Nancy Guillen ♀	Costa Rica	Consultant
	Katarina Mindum ♀	Croatia	Railway Workers' Union of Croatia
	Dragica Miseljic ♀	Croatia	Sindikat Trgovine Hrvatske
	Mladen Novosel	Croatia	Savez Samostalnih Sindikata Hrvatske
	Nenad Seifert	Croatia	HUP Croatian Employers' Association
	Jadranka Apostolovski ♀	Croatia	Udruga Mobbing
	Darko Seperic	Croatia	UATUC
	Jadranka Tomasic ♀	Croatia	UATUC
	Ruth Medrano Díaz ♀	Dominican Republic	CNTD
	Bienvenido Cuevas	Dominican Republic	CNUS
	Gaëlle Stierlam ♀	France	ACTRAV-TURIN
	Juliane Bir ♀	France	ETUC
	Thiébaud Weber	France	ETUC
	François Ballestero	France	ETF
	Fabrice Warneck	France	UNI EUROPA

	Kristin Carls ♀	Germany	Expert
	Frank Siebern - Thomas	Germany	DG EMPLOYMENT
	Ellen Durst ♀	Germany	DG EMPLOYMENT
	Sabine Trier ♀	Germany	ETF
	Norbert Schöbel	Germany	DG EMPLOYMENT
	Christian Welz	Germany	EUROFOUND
	Anett Prietzel ♀	Germany	KAUFLAND
	Panagiotis Kyriakoulis	Greece	OIYE
	Katy Yamileth Gil ♀	Honduras	CUTH
	Niall O'Higgins	Ireland	
	Giulia Massobrio ♀	Italy	
	Fulvio Perini	Italy	Consultant
	Paolo Siligato	Italy	CGIL
	Silvana Pennella ♀	Italy	ETUI
	Franco Martini	Italy	FILCAMS CGIL
	Cristian Vicoletti	Italy	FILCAMS-CGIL
	Danute Slionskiene ♀	Lithuania	LTUC
	Angelko Angelkovski	Macedonia	SSM
	Imelda Jimenez Garcia ♀	Mexico	CROC
	Erlend Hansen	Norway	EMF
	Martha Ayala ♀	Paraguay	CSA-TUCA
	Julio Franco Perez	Peru	Consultant
	Fiorella Puccio ♀	Peru	Consultant
	Maria Ampudia ♀	Peru	Consultant
	Maria Bastidas ♀	Peru	Consultant
	Estela Ospina ♀	Peru	Consultant
	Gloria Solorzano Espinoza ♀	Peru	CUT
	Jorge Cabrita	Portugal	EUROFUND
	Eduardo Chagas	Portugal	ETF
	François Xavier Kalinda	Rwanda	UNR
	Aitana Gari Perez ♀	Spain	ISTAS
	Rebeca Torada ♀	Spain	Consultant
	Purificacion Moran ♀	Spain	Consultant
	Rodrigo Cencillo	Spain	ISTAS
	Visitacion Vaquero ♀	Spain	UGT
	Rafael Javier Torrente Escribano	Spain	ISTAS
	Xabier Irastorza	Spain	European Agency for Safety and Health at Work
	Vicenç Pedret Cuscó	Spain	DG MOVE
	Jean-Claude Le Douaron	Sweden	ETUI
	Stéphanie Barrial ♀	Switzerland	UNI Europa
	Werner Buelen	The Netherlands	EFBWW
	Brigitta Paas ♀	The Netherlands	ETF
	Didem Firat	Turkey	Expert
	Guy Standing	U.K.	University of Bath
	Patrick Taran	United States	Expert
	Victoria Munsey ♀	United States	Expert

	Ariel Ferrari	Uruguay	PIT-CNT
	Celia Vence ♀	Uruguay	PIT-CNT
	Miguel Eredia	Uruguay	ERT- PIT CNT
	Walter Miglionico	Uruguay	PIT-CNT
	Hector Zapiain	Uruguay	PIT-CNT
	Maria Isamar Escalona ♀	Venezuela	CSA-TUCA

FONCTIONNAIRES OIT

	NOM	PROGRAMME/BUREAU OIT
	Mohamed Mwamadzingo	ACTRAV
	Luc Demaret	ACTRAV
	Andreas Bodemer	ACTRAV
	Beatriz Vacotto ♀	ACTRAV
	Dimitrina Dimitrova ♀	ACTRAV
	Hilda Sanchez Martinez ♀	ACTRAV
	Graeme Buckley	EMP/SEED
	John Myers	SECTOR
	Marios Meletiou	SECTOR
	John Sendanyoye	SECTOR
	Carmen Benitez ♀	ACTRAV-Lima
	Eduardo Rodríguez Calderon	ACTRAV-Lima
	Oscar Valverde	ACTRAV-San Jose
	Carlos Rodriguez	ACTRAV-Santiago
	Julio Gomez	CTP Proyecto SS Andino, ILO Lima,
	Maria Jose Chamorro ♀	GENDER, ILO San Jose
	Maria Elena Valenzuela ♀	GENDER, ILO Santiago
	Özge Berber Ağaş	ILO Ankara
	Shigero Wada	ACTRAV-Bangkok
	Moustapha Said	ACTRAV-Beirut
	Mansur Omeira	ILO Beirut
	Marc Levin	ILO Budapest
	Mamounata Cisse ♀	ACTRAV-Dakar
	Natalia Popova ♀	ILO DWT/CO-Budapest
	Svetla Shekerdjieva ♀	ACTRAV-Budapest
	Fabio Bertranou	SECSOC, Buenos Aires
	Pablo Casali	SECSOC, Lima
	Sergio Velasco	SECSOC, San Jose

FONCTIONNAIRES DU CENTRE DE L'OIT, TURIN

	NOM	PROGRAMME
	Paolo Salvai	ACT/EMP
	Benedetta Magri ♀	GENDER
	Thierry Marchandise	ILS

Annexe 13

Tableaux détaillés des activités bi- et tripartites

Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	NOTES	EMPLOYERS' PARTICIPATION	
					Work		Work		Work		Work		Work					
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W				
ILS																		
A154256 - Organizing and bargaining for sustainable development	F	24/1/11 26/1/11	3	11	4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4	tripartite	5
A904159 - Maritime labour academy - Track 4: Workshop for seafarers and seafarers' representatives on the ILO MLC, 2006	C	7/3/11 13/3/11	7	20	0	0	4	0	5	0	10	1	0	0	20	only for workers in cooperation with ITF	0	
A904093 - Maritime labour academy - Track 4: workshop for seafarers and seafarers' representatives on the ILO MLC, 2006	C	28/3/11 3/4/11	7	21	1	0	2	1	3	1	13	0	0	0	21	only for workers in cooperation with ITF	0	
A904158 - Maritime labour academy - Track 4: Workshop for seafarers and seafarers' representatives on the ILO MLC, 2006	C	4/7/11 10/7/11	7	19	0	0	3	0	4	0	9	3	0	0	19	only for workers in cooperation with ITF	0	
A904351 - Maritime labour academy - Track 4: Workshop for seafarers and seafarers' representatives on the ILO MLC, 2006	C	3/10/11 9/10/11	7	21	0	0	5	0	8	0	6	2	0	0	21	only for workers in cooperation with ITF	0	
A904096 - The labour dimension of trafficking in children	C	21/11/11 25/11/11	5	25	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	6	marginal tripartite	1	
A254667 - Organización sindical y negociación colectiva para el desarrollo sostenible	F	7/12/11 9/12/11	3	15	0	0	4	0	0	0	0	0	0	0	4	tripartite	3	
SUBTOTAL 'ILS-FPR'			39	132	10	1	18	1	20	1	38	6	0	0	95		9	

Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	NOTES	EMPLOYERS' PARTICIPATION
					Work		Work		Work		Work		Work				
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			
ESD																	
A154148 - LMI I - Introduction to LM concepts, indicators and information systems	F	21/2/11 25/2/11	5	28	7	11	0	0	0	0	0	0	0	0	18	mainly with workers only	0
A404473 - Building effective wage policies in CIS countries	C	3/10/11 7/10/11	5	19	0	0	0	0	0	0	2	3	0	0	5	tripartite	7
A154067 - Building effective wage policies	F	21/11/11 25/11/11	5	15	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	4	tripartite	4
A904145 - Employment policy	C	28/11/11 2/12/11	5	32	0	2	0	1	1	0	0	1	0	0	5	marginal tripartite	4
SUBTOTAL 'ESD'			20	94	10	14	0	1	1	0	2	4	0	0	32		15

Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	NOTES	EMPLOYERS' PARTICIPATION
					Work		Work		Work		Work		Work				
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			
EMLD																	
A454464 - Social partnership for anticipating change in the labour market - tripartite seminar for Lithuania (linked to E454290)	F	31/5/11 1/6/11	2	30	0	0	0	0	0	0	3	5	0	0	8	tripartite	8
A454465 - Social partnership for anticipating change in the labour market - tripartite seminar for Estonia (linked to E454290)	F	20/9/11 21/9/11	2	20	0	0	0	0	0	0	4	2	0	0	6	tripartite	2
A454466 - Social partnership for anticipating change in the labour market - tripartite seminar for Latvia (linked to E454290)	F	4/10/11 5/10/11	2	31	0	0	0	0	0	0	4	6	0	0	10	tripartite	6
SUBTOTAL 'EMLD'			6	81	0	0	0	0	0	0	11	13	0	0	24		16

Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	NOTES	EMPLOYERS' PARTICIPATION
					Work		Work		Work		Work		Work				
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			
SOCPRO																	
A154345 - Development of a national OSH programme in Zambia	F	9/3/11 11/3/11	3	23	5	1	0	0	0	0	0	0	0	0	6	marginal tripartite	1
A274072 - Formulación de políticas y gestión de la seguridad social en América Latina	D	27/6/11 25/11/11	22	12	0	0	3	1	0	0	0	0	0	0	4	marginal tripartite	
A254454 - Desarrollo de un programa nacional OSH en Honduras	F	28/6/11 30/6/11	3	23	0	0	3	3	0	0	0	0	0	0	6	marginal tripartite	
A104580 - Réforme des pensions au Maroc	C	8/8/11 12/8/11	5	21	4	1	0	0	0	0	0	0	0	0	5	marginal tripartite	1
A354597 - Enhancing the protection of Asian domestic workers	F	24/10/11 26/10/11	3	132	0	0	0	0	22	19	0	1	2	0	44	mainly with workers only	
SUBTOTAL 'SOCPRO'			36	211	9	2	6	4	22	19	0	1	2	0	65		2

Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	NOTES	EMPLOYERS' PARTICIPATION
					Work		Work		Work		Work		Work				
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			
SOCIAL DIALOGUE																	
A102913 - Dialogue social et techniques de négociation	C	31/1/11 4/2/11	5	21	17	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17	mainly with workers only	
A404218 - European labour forum: the role of labour administration in overcoming economic crisis (EC FUNDING)	C	23/2/11 25/2/11	3	83	0	0	0	0	0	0	13	4	0	0	17	tripartite	19
A154408 - Diálogo social e igualdade de género	F	13/6/11 17/6/11	5	30	13	6	0	0	0	0	0	0	0	0	19	mainly with workers only	0
A154410 - Appui au CDTS/UEMOA	F	12/7/11 15/7/11	4	56	11	2	0	0	0	0	0	0	0	0	13	tripartite	12
A904388 - Toolkit on tourism and poverty reduction validation workshop	C	29/8/11 31/8/11	3	13	2	0	0	0	2	0	0	0	0	0	4	tripartite	4
A404281 - Negotiation and consensus-building skills workshop	C	3/10/11 7/10/11	5	17	0	0	0	0	0	0	3	3	0	0	6	tripartite	4
A904643 - Promoting national machinery for social dialogue in Western Balkans and Moldova	C	15/12/11 16/12/11	2	25	0	0	0	0	0	0	3	3	0	0	6	tripartite	7
SUBTOTAL 'SOCDIAL'			27	245	43	8	0	0	2	0	19	10	0	0	82		46

Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	NOTES	EMPLOYERS' PARTICIPATION
					Work		Work		Work		Work		Work				
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			
SDG																	
A554582 - Sub-regional workshop: Design, implementation and monitoring of DWCP's in a RBM context - training for constituents	F	18/7/11 21/7/11	4	26	0	0	0	0	0	0	0	0	6	2	8	tripartite	6
SUBTOTAL 'SDG'			4	26	0	6	2	8		6							

Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	NOTES	EMPLOYERS' PARTICIPATION
					Work		Work		Work		Work		Work				
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			
DELTA																	
A154482 - Prévention et résolution des conflits violents et armés pour organisations syndicales	F	4/7/11 8/7/11	5	37	25	6	0	0	0	0	0	0	0	0	31	only for workers with ACTRAV Geneva	1
A154650 - Prévention et résolution des conflits violents et armés pour des organisations syndicales	F	17/10/11 21/10/11	5	25	22	3	0	0	0	0	0	0	0	0	25	only for workers with ACTRAV Geneva	
SUBTOTAL 'DELTA'			10	62	48	9	0	0	57		1						

Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	NOTES	EMPLOYERS' PARTICIPATION
					Work		Work		Work		Work		Work				
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			

PRODEV

A404555 - Economic development for FYR Macedonia	C	19/9/11 23/9/11	5	23	0	0	0	0	0	0	0	6	2	0	0	8	tripartite	8
A254675 - Curso para mandantes OIT en Centroamérica y República Dominicana, los programas de trabajo decente y la gestión basada en resultados	F	28/11/11 2/12/11	5	35	0	0	6	7	0	0	0	0	0	0	0	13	tripartite	10
A154678 - Atelier sous-régional de partage de connaissance et d'expériences conception et mise en oeuvre des PPTD	F	5/12/11 7/12/11	3	23	6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	6	tripartite	7
SUBTOTAL 'PRODEV'			13	81	6	0	6	7	0	0	0	6	2	0	0	27		25

Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	AFRICA		AMERICAS		ASIA		EUROPE		ARAB STATES		TOTAL WORKERS	NOTES	EMPLOYERS' PARTICIPATION
					Work		Work		Work		Work		Work				
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W			

SDTI

A154164 - Atelier de formation: Évaluer et gérer les effets du commerce international sur l'emploi	F	24/1/11 28/1/11	5	33	10	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10	mainly with workers only	1
A352979 - Assessing the effects of trade on employment: an introduction to social accounting matrix and multiplier analysis	F	13/2/11 17/2/11	5	16	0	0	0	0	2	0	0	0	0	0	0	2	marginal tripartite	3
A254165 - Taller de intercambio de conocimientos: evaluar y abordar los efectos del comercio en el empleo	F	11/4/11 15/4/11	5	30	0	0	5	1	0	0	0	0	0	0	0	6	tripartite	6
A154459 - Mesurer les effets du commerce sur l'emploi: une introduction à la Matrice de Comptabilité Sociale (MCS) et à l'analyse de l'effet multiplicateur	F	27/6/11 1/7/11	5	11	1	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	marginal tripartite	1
A154163 - Emplois verts en Afrique: cours de formation régional tripartite	F	30/5/11 3/6/11	5	21	3	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5	tripartite	7
SUBTOTAL 'SDTI'			25	111	14	4	5	1	2	0	0	0	0	0	0	26		18

Annexe 13 bis

Tableau détaillé des Académies

DISTRIBUTION OF PARTICIPANTS BY RESPONSIBLE UNIT AND BY REGION DETAILED

Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	AFRICA						AMERICAS						ASIA						EUROPE						ARAB STATES						ICS		TOTAL					
					TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		WORKERS		EMPLOYERS									
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W				
SOCIAL DIALOGUE																																										
A904042 - Labour Administration and Labour Inspection Academy	C	24/10/11 4/11/11	10	76	14	10	0	1	1	0	17	2	1	0	0	0	12	9	0	0	0	0	1	3	0	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	0	3	1			2	1
SUBTOTAL SOCIAL DIALOGUE			10	76	14	10	0	1	1	0	17	2	1	0	0	0	12	9	0	0	0	0	1	3	0	0	0	0	0	2	2	0	0	0	0	0	3	1	2	1		

Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	AFRICA						AMERICAS						ASIA						EUROPE						ARAB STATES						ICS		TOTAL					
					TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		Work		Empl		TOT		WORKERS		EMPLOYERS									
					M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W	M	W						
GENDER																																										
A904030 - ITC-ILO 2011 Gender Academy	C	21/11/11 2/12/11	10	121	8	44	0	3	0	2	1	25	0	2	0	0	3	13	1	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	3	17			7	2
SUBTOTAL 'GENDER'			10	121	8	44	0	3	0	2	1	25	0	2	0	0	3	13	1	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	3	17	7	2		

Annexe 14

Cours réguliers 2012

MAP : Table of Operational Activities by Region

ANNEXE 14 - COURS REGULIERS 2012

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
AFRICA								
A105066	Trade union training in employment relations and the informal economy	C	20/02/2012 02/03/2012	10	13	130	ENFR	ITALY MAE (VC) 2012
A105067	Promoting decent work	C	08/10/2012 26/10/2012	15	15	225	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A105076	Formation syndicale sur la sécurité et la santé au travail et le VIH/sida	C	26/11/2012 14/12/2012	15	15	225	FR	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13) ITALY MAE (VC) 2012
SUB-TOTAL AFRICA				40	43	580		
AMERICAS								
A205069	Derechos sindicales y normas internacionales del trabajo, con especial atención a las normas sobre trabajo doméstico	C	14/05/2012 01/06/2012	15	15	225	ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A205075	Capacidades sindicales para la promoción del trabajo decente	C	08/10/2012 26/10/2012	15	15	225	ES	ITALY MAE (VC) 2012 ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
SUB-TOTAL AMERICAS				30	30	450		
ASIA AND PACIFIC								
A305068	Organizing and collective bargaining in multinational enterprises (MNEs)	C	13/02/2012 24/02/2012	10	17	170	EN	ITALY MAE (VC)
A305071	Trade union action for decent work (freedom of association and social security)	C	25/06/2012 13/07/2012	15	15	225	EN	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
SUB-TOTAL ASIA				25	32	395		
EUROPE								
A405073	Communication skills and policies for trade unions	C	03/12/2012 14/12/2012	10	15	150	ENRU	ITALY MAE (VC) 2012
SUB-TOTAL EUROPE				10	15	150		
ARAB STATES								

MAP : Table of Operational Activities by Region

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A505070	Social security and trade unions	C	17/09/2012 29/09/2012	15	15	225	ENAR	ITALY MAE (VC) 2012
SUB-TOTAL ARAB STATES				15	15	225		
INTERREGIONAL								
A905135	Relações laborais e a economia informal (PALOPS e Brasil)	C	20/02/2012 09/03/2012	15	14	210	PT	ITALY MAE (VC) 2012
A905072	Sustainable development and decent work for all	C	03/09/2012 14/09/2012	10	15	150	ENFR ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A905074	<i>Trade union rights and international labour standards, especially for domestic workers</i>	C		10	15	150	ENES	<i>proposed postponement to 2013</i>
SUB-TOTAL INTERREGIONAL				35	44	510		
TOTAL				155	179	2310		

Annexe 15

Activités prévues et exécutées en 2012

ANNEXE 15 - ACTIVITES PREVUES ET EXECUTEES EN 2012

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
AFRICA								
A105066	Trade union training in employment relations and the informal economy	C	20/02/2012 02/03/2012	10	13	130	ENFR	ITALY MAE (VC) 2012
A154558	Le dialogue social sur le terrain, de la théorie à la pratique - linked to P154556 (Bukavu, RDC)	F	07/03/2012 10/03/2012	3	42	126	FR	COMMUNAUTE WALLONNE ITALY MAE (VC) ILO ACTRAV
A154559	L'Intersyndicale: un outil pour les femmes et le dialogue social dans la région des Grands Lacs - linked to P154556 (F	07/05/2012 11/05/2012	5	52	260	FR	COMMUNAUTE WALLONNE ITALY MAE (VC)
A155169	Trade union actions for achieving decent work for migrants (Kisumu, Kenya)	F	21/05/2012 25/05/2012	5	15	75	EN	ILO RBTC/TC/AFRICA ILO RBTC/TC/ACTRAV
A154560	Formation syndicale sur l'organisation des travailleurs de l'économie informelle - linked to P154556 (Lomé, Togo)	F	11/06/2012 14/06/2012	4	15	60	FR	COMMUNATE WALLONNE ITALY MAE (VC)
A154260	Trade union training on research methodology and social issues in Africa (Lome, Togo)	F	16/07/2012 20/07/2012	5	15	75	FR	ITALY MAE (VC) 2011 ILO RBTC/TC/AFRICA (10-11)
A155170	TU training on promoting and defending the rights of domestics workers (Lomé, Togo)	F	13/08/2012 17/08/2012	5	20	100	ENFR	ILO RBTC/TC ITALY MAE (VC) 2012
A155171	Youth leadership training on decent work in Africa (Dakar, Senegal)	F	24/09/2012 28/09/2012	5	20	100	ENFR	ILO RBTC/TC/ACTRAV ITALY MAE (VC) 2012
A105067	Promoting decent work	C	08/10/2012 26/10/2012	15	15	225	EN	RBTC/TC/ACTRAV
A105076	Formation syndicale sur la sécurité et la santé au travail et le VIH/sida	C	26/11/2012 14/12/2012	15	15	225	FR	RBTC/TC/ACTRAV ITALY MAE (VC) 2012
A152788	Bipartite workshop on how and why to get involved in Decent Work (anglophone Africa) (Nairobi, Kenya)	F	30/12/2012 31/12/2012	5	20	100	EN	ITALY MAE (VC) 2011 ILO ACT/EMP + ILO ACTRAV GENEVA
A154412	Formation syndicale sur l'organisation et l'économie informelle en Afrique francophone (Burundi)	F	30/12/2012 31/12/2012	5	20	100	FR	ITALY MAE 2012 WALLOON REGION
12				82	262	1920		
AMERICAS								
A272983	Formación sindical sobre la iniciativa del piso de protección social - linked to P202810	D	20/02/2012 20/04/2012	9	25	225	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA
A255402	Retos y Desafios de las trabajadoras del hogar para su incusion en la Seguridad Social - linked to P202810 (Santo Domingo)	F	08/03/2012 09/03/2012	2	30	60	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A255173	Seminario taller de presentacion y validacion de la guia nacional de accion sindical en salud y seguridad en el trabajo para sindicalistas Argentinos - linked to P202810 (Buenos Aires, Argentina)	F	12/03/2012 14/03/2012	3	20	60	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA

MAP : Table of Operational Activities by Region

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A255167	Presentación investigación trabajo doméstico y seguridad social en el Perú - linked to P202810 (Lima, Peru)	F	26/03/2012 27/03/2012	2	15	30	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA FPyS (AECID)
A275200	Salud y seguridad en el trabajo con enfoque de género - linked to P202810	D	26/03/2012 31/05/2012	10	20	200	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA FPyS (AECID)
A275180	Modulo introductorio de seguridad social - linked to P202810	D	28/03/2012 31/05/2012	9	80	720	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA
A255183	Jornadas regionales - linked to P202810 (Foz de Iguacu, Brasil)	F	16/04/2012 17/04/2012	2	20	40	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A255322	Taller regional salud y seguridad en el trabajo con enfoque de genero - linked to P202810 (Montevideo, Uruguay)	F	07/05/2012 11/05/2012	4	15	60	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA FPyS (AECID)
A255323	Jornada presentación guía regional SST - linked to P202810 (Montevideo, Uruguay)	F	10/05/2012 11/05/2012	2	20	40	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA FPyS (AECID)
A205069	Derechos sindicales y normas internacionales del trabajo, con especial atención a las normas sobre trabajo doméstico	C	14/05/2012 01/06/2012	15	15	225	ES	RBTC/TC/ACTRAV
A255324	Taller subregional Cono Sur seguridad social - linked to P202810 (Asuncion, Paraguay)	F	16/05/2012 18/05/2012	3	20	60	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A255186	Taller subregional Andino y Centro América seguridad social (conferencia) - linked to P202810 (Panama)	F	22/05/2012 24/05/2012	3	20	60	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A255190	Encuentro regional - presentación de resultados - linked to P202810 (Madrid, Spain)	F	29/05/2012 30/05/2012	2	10	20	ES	MINISTERIO DE EMPLEO Y SEGURIDAD SOCIAL DE ESPANA
A255321	Seminario regional sobre trabajo decente con transversalidad de genero (FSI y red DDHH) (Montevideo, Uruguay)	F	25/06/2012 06/07/2012	10	20	200	ES	ILO LIMA FPyS (AECID)
A255325	Taller regional de formación de formadores Trabajo Decente al cubo (Bogotá, Colombia)	F	25/06/2012 06/07/2012	10	20	200	ES	ILO LIMA FPyS (AECID)
A275194	Trabajo decente y desarrollo sustentable - linked to P955197	D	02/07/2012 31/08/2012	9	20	180	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA
A275179	Género y seguridad social - linked to P955197	D	10/07/2012 05/09/2012	10	20	200	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA
A255320	Taller regional sobre genero, reforma tributaria, trabajo decente y seguridad social - linked to P955197 (Montevideo, Uruguay)	F	11/09/2012 14/09/2012	4	15	60	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA FPyS (AECID)
A275188	Seguridad social: módulo de especialización I - linked to P955197	D	12/09/2012 22/11/2012	11	40	440	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA
A275189	Seguridad social: módulo de especialización II - linked to P955197	D	12/09/2012 22/11/2012	11	40	440	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA

MAP : Table of Operational Activities by Region

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A255168	Taller nacional salud y seguridad en el trabajo y género - presentación diagnóstico - linked to P955197 (Sao Paulo, Brazil)	F	19/09/2012 21/09/2012	3	15	45	ES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA
A205075	Capacidades sindicales para la promoción del trabajo decente	C	08/10/2012 26/10/2012	15	15	225	ES	RBTC/TC/ACTRAV ITALY MAE 2012
22				149	515	3790		
ASIA AND PACIFIC								
A305068	Organizing and collective bargaining in multinational enterprises (MNEs)	C	13/02/2012 24/02/2012	10	17	170	EN	ITALY MAE (VC)
A305187	Training Course for ACFTU on Challenges and Role of Trade Unions in Globalizing Economy	C	16/04/2012 25/04/2012	8	20	160	ENCH	ITALY MAE (VC) 2012
A352662	Union action for promotion of Decent Work (focusing on DW, DWCP and role of trade unions) (Jakarta, Indonesia)	F	14/05/2012 19/05/2012	5	20	100	EN	ITALY MAE (VC)
A355209	Trade union training on FoA, Decent Work and use of ILO's supervisory machinery for FoA (Bangkok, Thailand)	F	21/05/2012 25/05/2012	5	20	100	EN	ITALY MAE (VC) FES (IN KIND)
A305071	Trade union action for decent work (freedom of association and social security)	C	25/06/2012 13/07/2012	15	15	225	EN	RBTC/TC/ACTRAV
A355196	Trade union training on wage policies and collective bargaining (Singapore)	F	13/08/2012 17/08/2012	5	20	100	EN	SNTUC (IN KIND) ITALY MAE (VC) 2012
A355250	Promoting Freedom of Association and Decent Work for workers in precarious employment (Bangkok, Thailand)	F	20/08/2012 24/08/2012	5	20	100	EN	JILAF
A305199	Trade Union training for Decent Work	C	10/09/2012 19/09/2012	8	20	160	ENCH	ITALY MAE (VC) 2012
A355201	Trade union training on social security policies, focus on pension schemes (Seoul, Republic of Korea)	F	24/09/2012 28/09/2012	5	20	100	EN	OTHERS ILO RBTC/TC/ACTRAV KOILAF (IN KIND)
A355203	Training on organizing and decent work for domestic workers (Manila, Philippines)	F	08/10/2012 12/10/2012	5	20	100	EN	ILO RBTC/TC/ASIA ITALY MAE (VC) 2012
A355204	Follow-up and evaluation workshop with TUCP and FFW (Manila, Philippines)	F	14/10/2012 16/10/2012	3	20	60	EN	TUCP & FFW (IN KIND) RBTC/TC/ACTRAV
A355205	Training on employment relations and labour law reforms (focus on C87, C98 and R198) (Hanoi)	F	12/11/2012 16/11/2012	5	20	100	EN	FES (IN KIND) ITALY MAE (VC) 2012
A352856	Organising and promoting Decent work of workers in informal economy: Union strategies and actions (Kathmandu, Nepal)	F	30/12/2012 31/12/2012	5	20	100	EN	ITALY MAE (VC) 2010 JILAF
13				84	252	1575		
EUROPE								
A405274	EFFAT- ETUI Workshop on negotiating at times of crisis in the EFFAT sectors	C	25/01/2012 27/01/2012	3	29	87	ENFR	
A405177	Sectoral social dialogue in new Member States and candidate countries for EFFAT and EMCEF affiliates - linked to P454653	C	20/02/2012 24/02/2012	5	32	160	EN	EUROPEAN COMMISSION through ILO PARDEV (RER/11/54/EEC)
A455185	Capacity-Building for Social Dialogue: Workshop for trade union organizations in Croatia, Macedonia, Malta and Slovenia in EFFAT and EMCEF sectors - linked to P454653 (Opatija, Croatia)	F	03/04/2012 04/04/2012	2	30	60	EN	EUROPEAN COMMISSION

MAP : Table of Operational Activities by Region

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A455254	Decent Work for domestic workers for Austria, Germany, Belgium, Netherlands, Bulgaria - linked to P455207 (Berlin, Germany)	F	24/04/2012 25/04/2012	2	25	50	ENFR	EUROPEAN COMMISSION
A455255	Decent Work for domestic workers for Finland, Ireland, UK, Latvia and Poland - linked to P455207 (Dublin, Ireland)	F	09/05/2012 10/05/2012	2	25	50	EN	EUROPEAN COMMISSION
A405193	Migration course	C	14/05/2012 18/05/2012	5	24	120	EN	ETUI
A455181	Capacity-Building for Social Dialogue: Workshop for EFFAT and EMCEF affiliates in Estonia, Latvia and Lithuania - linked to P454653 (Vilnius, Lithuania)	F	06/06/2012 07/06/2012	2	30	60	EN	EUROPEAN COMMISSION
A455256	Decent Work for domestic workers for France, Italy, Spain, Portugal and Romania - linked to P455207 (Madrid, Spain)	F	19/06/2012 20/06/2012	2	25	50	EN	EUROPEAN COMMISSION
A455182	Capacity-Building for Social Dialogue: Workshop for EFFAT and EMCEF affiliates in Slovakia, Czech Republic, Poland and Hungary - linked to P454653 (Budapest)	F	02/07/2012 03/07/2012	2	25	50	EN	EUROPEAN COMMISSION
A455184	Capacity-Building for Social Dialogue: Workshop for EFFAT and EMCEF affiliates in Turkey, Bulgaria and Romania - linked to P454653 (Bucharest, Romania)	F	11/07/2012 12/07/2012	2	25	50	EN	EUROPEAN COMMISSION
A455192	Bipartite conference on strengthening social dialogue for textile sector - linked to P454653 (Brussels)	F	18/09/2012 19/09/2012	2	25	50	EN	EUROPEAN COMMISSION
A405257	Collection of case studies/ best practice in transformation of precarious work in work - linked to P455207	C	27/11/2012 28/11/2012	2	25	50	ENFR	EUROPEAN COMMISSION
A455191	ESSDC for EMCEF - linked to P454653 (Brussels)	F	01/12/2012 02/12/2012	2	10	20	EN	EUROPEAN COMMISSION
A455195	ESSDC for EFFAT - linked to P454653 (Brussels)	F	01/12/2012 02/12/2012	3	30	90	EN	EUROPEAN COMMISSION
A405073	Communication skills and policies for trade unions	C	03/12/2012 14/12/2012	10	15	150	ENRU	ITALY MAE
A405202	Young leadership training	C	03/12/2012 07/12/2012	5	28	140	EN	ETUI
				51	403	1237		
ARAB STATES								
A504026	Towards democratic trade unionism and decent work in Arab countries	C	23/01/2012 27/01/2012	5	15	75	AR	ITALY MAE
A505070	Social security and trade unions	C	17/09/2012 29/09/2012	15	15	225	ENAR	ITALY MAE
				20	30	300		
INTERREGIONAL								
A905135	Relações laborais e a economia informal (PALOPS e Brasil)	C	20/02/2012 09/03/2012	15	14	210	PT	ITALY MAE (VC) 2012
A905074	Trade union rights and international labour standards, especially for domestic workers	C	18/06/2012 29/06/2012	10	15	150	ENES	ITALY MAE (VC) 2012 ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)

MAP : Table of Operational Activities by Region

Coord Code	Title	Venue	Dates	DoT	No. Part	Part Days	Lang	Sponsor
A905072	Sustainable development and decent work for all	C	03/09/2012 14/09/2012	10	15	150	ENFR ES	ILO RBTC/TC/ACTRAV (12-13)
A905346	Scuola CISL	C	03/09/2012 05/09/2012	3	30	90	ENIT	CISL
A955326	Prioridades de protección social desde la perspectiva interregional - linked to P955197 (tbd)	F	19/11/2012 30/11/2012	10	15	150	ENES	MINISTERIO DE TRABAJO E INMIGRACION DE ESPANA
A903023	Trade union training on strengthening trade union network on human and trade union rights	C	30/12/2012 31/12/2012	5	25	125	ENFR ES	ITALY MAE (VC)
A905297	Validation of a new tripartite course on wage policy	C	30/12/2012 31/12/2012	5	20	100	ENFR ES	
				58	134	975		
TOTAL				449	1616	9553		

Annexe 16

Plans indicatif pour 2013

Programme d'activités pour les travailleurs
PROGRAMME INDICATIF POUR 2013

ACTIVITÉS À TURIN

CODE	TITRE	DATES	SEM.	PARTICIP	LANG.	VISITES D'ÉTUDE	MANDANT
AFRIQUE							
	Développement durable et travail décent pour tous		2	15	AN/FR		RBTC/ACTRAV/TC
	Renforcer les capacités d'organisation des travailleurs et de gestion des syndicats		3	15	AN		RBTC/AFRICA/TC ITALY+Others
	Renforcer les capacités de négociation collective pour les syndicats		3	15	FR		RBTC/ACTRAV/TC ITALY+Others
AMERIQUE LATINE							
	Politiques du travail et économie informelle		3	15	ES		RBTC/ACTRAV/TC
	Sécurité et santé au travail et VIH/sida		3	15	ES		RBTC/AMERICAS/TC ITALY+Others
ASIE ET PACIFIQUE							
	Renforcement des capacités pour la promotion du travail décent		3	15	AN		RBTC/ACTRAV/TC
	Communication pour les syndicats		3	15	AN		RBTC/ASIA/TC ITALY+Others

CODE	TITRE	DATES	SEM.	PARTICIP	LANG.	VISITES D'ÉTUDE	MANDANT
EUROPE							
	Renforcement des capacités pour la promotion du travail décent		2	15	AN/RU		RBTC/ACTRAV/TC ITALY+Others
ETATS ARABES							
	Renforcement des capacités pour l'organisation des travailleurs et la promotion du travail décent		2	15	AR		RBTC/ACTRAV/TC ITALY+Others
INTERREGIONAL							
	Sécurité sociale et syndicats		2	15	AN/FR/ ES		RBTC/ACTRAV/TC ITALY+Others
	NIT et Déclaration sur la justice sociale dans les multinationales		2	15	AN/ES		RBTC/ACTRAV/TC ITALY+Others
	Sécurité sociale et syndicats (Afrique lusophone et Brésil)		3	15	PT		RBTC/ACTRAV/TC ITALY+Others

Annexe 17

Généralités sur le Programme

GÉNÉRALITÉS SUR LE PROGRAMME

Le Programme des activités pour les travailleurs du Centre international de formation de l'OIT a pour but de répondre à l'évolution des besoins de formation des organisations de travailleurs; à cet effet, il exécute des cours de perfectionnement, produit du matériel didactique pour des formations résidentielles ou en ligne, prépare des projets spécifiques et fournit des services de consultation. Il fait partie intégrante du grand programme du Bureau des activités pour les travailleurs du BIT, qui coordonne tous les programmes de formation concernant les organisations de travailleurs au siège comme sur le terrain.

ACTRAV-Turin, qui répond aux besoins de formation pour le compte du Bureau des activités pour les travailleurs, a pour objectif de développer l'éducation des travailleurs afin d'appuyer le processus de renforcement des capacités de la structure organisationnelle des syndicats.

La structure et le contenu du Programme ont pour objectif de répondre aux principaux défis que la mondialisation pose au mouvement syndical international. Des actions plus fortes et plus cohérentes des travailleurs au niveau internationale sont nécessaires pour répondre aux transformations politiques et économiques liées à ce processus, caractérisées par la croissance et la diversification des transactions transfrontalières de biens et de services et le développement des technologies dans le domaine de l'information et des transports qui a permis la mondialisation des cycles productifs à partir des chaînes de production transnationales.

La formation syndicale internationale peut contribuer à tracer un nouveau programme syndical s'inspirant de la solidarité internationale des travailleurs. La constitution d'un internationalisme syndical efficace est un enjeu de la plus haute importance pour les organisations de travailleurs et pour l'avenir du mouvement syndical. Le Programme a publié en plusieurs langues deux trousse de formation traitant de la mondialisation et en particulier des changements structurels qui y sont liés.

Aujourd'hui, la crise financière et économique impose au mouvement syndical d'apporter une réponse claire, susceptible de propager les valeurs démocratiques et les droits des travailleurs en tant que priorité mondiale du mouvement syndical mondial unifié. L'organisation des travailleurs peut jouer un rôle essentiel dans le remodelage de l'économie mondiale en apportant de nouvelles dimensions liées à l'Agenda pour le travail décent et à la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable. Dans ce cadre, l'éducation des travailleurs et ses ensembles de formation sans cesse remis à jour peut s'avérer utile pour le développement de l'action syndicale internationale dans une perspective de mondialisation de la solidarité et des droits des travailleurs.

Le respect des normes internationales du travail, qui est à la base du programme d'activités de l'OIT « Un travail décent pour tous », peut contribuer à consolider le binôme développement économique et social. Dans cette optique, le « travail décent » devient un objectif mondial, à partir duquel les normes internationales du travail, la liberté syndicale et le droit à la négociation collective, la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, et la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail et son suivi, ainsi que la Déclaration de 2008 sur la justice sociale pour une mondialisation équitable pourront constituer pour les syndicats autant d'instruments importants afin d'ajouter la dimension sociale à une nouvelle phase de la mondialisation.

Dans le cadre d'un effort mondial visant à renforcer la capacité des syndicats en matière de formation et leur connaissance de l'économie mondiale, le Programme des activités pour les travailleurs du Centre (ACTRAV-Turin) se propose de promouvoir la complémentarité de la formation internationale/régionale et nationale, afin de stimuler la formulation de politiques à

l'échelle internationale, l'organisation de campagnes et la mobilisation internationale des travailleurs. Par la mise en œuvre de la formation syndicale internationale, le Programme peut contribuer à accroître encore une identité commune du mouvement syndical international. Des liens plus étroits entre la formation nationale, régionale et internationale, aux plans sectoriel et national, permettraient au mouvement syndical d'atteindre plus facilement ses objectifs mondiaux.

Le programme d'éducation des travailleurs d'ACTRAV-Turin vise à créer les capacités des syndicats de renforcer les politiques de formation et leur capacité d'élaborer leurs programmes de formation dans plusieurs domaines. Ces domaines sont essentiellement liés aux quatre piliers de l'agenda du « Travail décent » et incluent: la construction de solides systèmes d'organisation syndicale; le développement du dialogue social au niveau mondial par le soutien de la création de capacités pour les centrales nationales et par l'appui aux fédérations syndicales internationales (FSI); la concrétisation des droits des travailleurs, et notamment de la liberté syndicale et de la négociation collective; et le traitement du problème du développement de réseaux et de la « fracture numérique ».

Le programme d'éducation des travailleurs d'ACTRAV-Turin est une composante stratégique du programme opérationnel du Bureau des activités pour les travailleurs, où l'éducation et la formation jouent un rôle positif dans le développement du mouvement syndical national et international.

ACTRAV-Turin soutient les initiatives actuelles de renforcement des organisations syndicales régionales en gérant un programme d'éducation spécifique visant à réunir des instructeurs syndicaux. Grâce au développement de ce programme, ACTRAV-Turin s'efforce de promouvoir l'éducation des travailleurs en tant que moyen de poursuivre le développement et l'enrichissement de l'histoire et de la pratique syndicales, avec l'objectif d'apporter à une organisation nouvelle des éléments de consensus, de solidarité et de cohésion.

Le renforcement des organisations de travailleurs et de leurs capacités constitue une base fondamentale du travail exécuté par le Bureau des activités pour les travailleurs. À cet égard, le Programme des activités pour les travailleurs du CIF-OIT (ACTRAV-Turin) a été encore révisé et renforcé depuis l'année dernière pour répondre aux problèmes futurs du renforcement du mouvement syndical international dans l'avenir.

Le Programme poursuit les objectifs à long terme suivants:

- renforcer le processus de renforcement et de création des capacités des syndicats;
- accroître la capacité des syndicats à planifier et mettre en œuvre l'éducation ouvrière par le biais de différentes approches;
- favoriser le développement et le renforcement de services techniques spécialisés des syndicats, notamment dans les (sept) secteurs stratégiques du Programme (droits des travailleurs, emploi, protection sociale, dialogue social et négociation collective, questions de genre, méthodologie de la formation et technologies de l'information);
- mettre un accent spécifique sur la liberté syndicale et la négociation collective;
- établir une liaison plus étroite entre les pratiques d'éducation des travailleurs et les études et la recherche;
- promouvoir l'intégration des questions de genre dans toutes les activités des syndicats;
- appuyer le développement des capacités d'enseignement et de formation des organisations syndicales internationales;
- assurer aux syndicats une formation concernant les méthodologies efficaces pour mieux participer aux activités concernant les normes internationales du travail de l'OIT, la Déclaration de l'OIT relative aux principes et droits fondamentaux au travail

et son suivi, la Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale et les lignes directrices de l'OCDE pour les EMN;

- promouvoir la création de réseaux des technologies de l'information entre les syndicats et les autres institutions chargées de questions du travail dans l'optique de l'échange de pratiques et politiques syndicales concernant l'éducation ouvrière;
- renforcer le tripartisme et le dialogue social par la mise en place de cours bipartites et tripartites et par l'augmentation du nombre de travailleurs participant aux activités de formation du Centre de l'OIT de Turin;
- contribuer à l'intégration du Centre avec l'OIT.

Les objectifs immédiats du Programme des activités pour les travailleurs du Centre de Turin sont les suivants:

- assurer une formation d'excellente qualité faisant appel aux méthodologies, technologies et compétences appropriées;
- améliorer la qualité du matériel didactique approprié aux cours traditionnels ou à distance;
- mettre au point un réseau permanent spécialisé dans les domaines de formation du Programme;
- assurer l'appui formatif requis au personnel d'ACTRAV à Turin et Genève et sur le terrain;
- associer les conseillers régionaux en éducation des travailleurs aux activités qu'ACTRAV-Turin organise aux niveaux national, sous-régional et régional;
- assister les organisations de travailleurs dans l'élaboration de politiques en matière d'égalité des genres mettant un accent spécial sur la formation;
- assister le Groupe des travailleurs pour ce qui est des questions politiques par le biais de la facilitation d'activités spécifiques sur des sujets d'actualité;
- aider les syndicats à intégrer les technologies de l'information, notamment en matière de développement de réseaux (développement de SoliComm) et d'éducation des travailleurs;
- élaborer des programmes de formation à distance;
- organiser des formations bipartites et tripartites en collaboration avec d'autres programmes régionaux et techniques;
- améliorer la qualité du site web du Programme moyennant l'accessibilité d'une bibliothèque spécialisée en matière d'éducation des travailleurs.